PURCHASED FOR THE
UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
FROM THE
CANADA COUNCIL SPECIAL GRANT
FOR
Economic History

Caballe et Montandonin)

Grammes

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

C O R P S
D'OBSERVATIONS
DE LA SOCIÉTÉ
D'AGRICULTURE,
de Commerce & des Arts,
É T A B L I E
PAR LES ÉTATS DE BRETAGNE.

Années 1757 & 1758.

A R E N N E S ,
Chez J A C Q U E S V A T A R , Libraire ,
Place du Palais , aux Etats de Bretagne.

M. DCC. LX.

Avec Approbation & Privilège du Roi.

AVERTISSEMENT.

L'OUVRAGE qu'on présente au Public , n'est ni un Traité , ni même un Essai sur l'Agriculture, les Arts & le Commerce. Il ne doit être envisagé que comme les préliminaires d'un Recueil que l'amour de la Patrie , la protection des Etats & du Gouvernement , rendront considérable , & dont l'utilité se fera sentir de plus en plus , à mesure que les matériaux se rassembleront dans le dépôt de la *Société*. Le Corps d'Observations est moins une suite d'instructions , qu'une suite d'invitations qui porteront ceux qui peuvent aider leur Patrie à ne pas lui refuser leur secours. Ceux qui ignorent tout , n'y puiseront que de foibles lumières ; ceux qui sont instruits , appercevront celles dont on a besoin , & le bon

usage qu'on desire d'en faire. Par là cet Ouvrage sera , sans doute , de quelque utilité ; parce que les personnes bien intentionnées travailleront à sa perfection.

Pour peu qu'on ait parcouru l'Histoire des Etablissmens utiles , on sçait que les commencemens en sont foibles , que les progrès en sont lents , & qu'il faut attendre du temps les fruits d'un travail qui ne peut devenir sensible qu'après plusieurs années d'application & de recherches. La nature est si diversifiée ; nos besoins sont si multipliés ; les intérêts des Nations commerçantes sont souvent si contraires ; enfin tant de causes concourent à arrêter les progrès du bien en tout genre , qu'il y aura toujours , sur les trois objets dont la *Société* est chargée , des observations à faire , des méthodes à perfectionner , des machines à

AVERTISSEMENT. v

inventer ou à rectifier , & des changemens à apporter dans la direction de l'Agriculture , de l'Industrie & du Commerce.

Plus cette carrière est vaste , plus elle fait sentir le besoin du concours d'un grand nombre de personnes pour la fournir dans toute son étendue. On ne peut donc trop inviter ceux qui aiment le bien public à faire part de leurs lumières à une Société qui ne desiré d'en profiter que pour les répandre.

L'Agriculture est dans un état de langueur qui frappe les yeux les moins attentifs. Des personnes accoutumées à observer & à calculer d'après leurs observations , prétendent que les deux tiers de la Bretagne sont incultes. Elles assurent que la plupart des terrains cultivés produiroient le double de ce qu'on en retire aujourd'hui , si la culture

vj AVERTISSEMENT.

y étoit perfectionnée & protégée. Si ces faits sont vrais, & il n'est guère possible d'en douter, ils invitent à former à la fois deux grandes entreprises; l'une d'améliorer l'Agriculture dans les lieux où l'on ne connoît pas assez ses principes & ses pratiques; l'autre de la faire naître par-tout où elle n'a pas pénétré. Ces travaux quelque étendus qu'ils soient, ne sont pas au-dessus des forces de ceux qui aiment le bien public, & qui s'en sont occupés. La somme de leurs lumières est immense, il ne s'agit que de les rassembler. Elles ne sont d'aucune utilité pour le Public lorsqu'elles sont dispersées; souvent les personnes qui les possèdent ne peuvent en profiter. Ce n'est qu'en les réunissant qu'elles peuvent éclairer.

L'institution de la Société a pour but de recueillir ces connoissances

A V E R T I S S E M E N T. vij

éparfes , de les rapprocher & de les répandre. Les Membres qui la composent font bien éloignés de se regarder comme des Directeurs placés par les Etats à la tête de l'Agriculture. Ils sont persuadés qu'on ne les soupçonne même pas d'une vanité si déplacée. Chargés d'observer ce qui peut contribuer au bien commun , ils ne sont presque que les dépositaires des instructions que fournissent des Citoyens animés comme eux par des sentimens de bienfaisance. Ils ne se croient point dispensés de faire eux-mêmes des expériences & des recherches ; ils donnent avec empressement des éclaircissmens aux personnes qui leur font l'honneur de les consulter ; mais ils sçavent que le rétablissement de l'Agriculture ne peut être leur ouvrage. Un si grand bien fera le fruit des observations qui

viii AVERTISSEMENT.

leur seront adressées des différens cantons de la Province , & la récompense du travail de la multitude. Ce fera donc exactement l'ouvrage du Public , réveillé & encouragé par les Etats. A l'égard des Membres de la Société , leur devoir est de joindre leurs observations à celles qu'on leur envoie ; de répéter les expériences qui leur laisseront des doutes ; d'en former un corps dont les parties soient liées ; d'assigner les principes qui doivent porter à faire de certaines entreprises , ou en éloigner ; de rendre compte de leur travail aux Etats , afin que la Province puisse , par des encouragemens , faire prospérer ce dont l'utilité est reconnue , & employer son crédit pour faire cesser les obstacles qu'une administration économique ne pourroit surmonter.

Aussi le principal objet de cet *Avertissement* est-il d'inviter les Citoyens à grossir le dépôt de la Société par des observations sur le bien qu'on peut faire, par des instructions sur la nature des difficultés qui arrêtent les personnes qui cherchent à se rendre utiles, & par des vues sur les moyens d'augmenter notre Culture, nos Arts & notre Commerce.

Pour tirer plus de parti de ces invitations, il est peut-être nécessaire de donner une idée abrégée de ce qui fait l'objet des recherches de la Société, & de tracer, pour ainsi dire, le cercle qui renferme les sujets sur lesquels elle attend les secours de ceux qui aiment leur Patrie, & qui regardent comme un devoir de la servir.

Quelque indifférent qu'on pût être sur notre Agriculture, on la

x AVERTISSEMENT.

supposeroit nécessairement dans un état de perfection , de médiocrité ou de décadence. Dans le premier cas , il seroit insensé d'y apporter le plus léger changement ; dans le second , il y auroit une indolence impardonnable à ne pas chercher les moyens de l'améliorer ; dans le troisième , ce seroit une espèce de délire que de ne pas réunir tous nos efforts pour sortir d'une situation si périlleuse. Entre ces trois positions , il n'est que trop aisé de démêler quelle est la nôtre , & de connoître par conséquent ce que les liens sacrés de l'humanité exigent de nous.

L'Agriculture intéresse tout le monde , depuis le Souverain jusqu'au moindre de ses Sujets. Qu'on abandonne l'Agriculture , l'Etat sera sans revenus & les Sujets sans subsistance. Le Clergé privé de ses

Dixmes , aura à regretter , & la perte de son plus riche patrimoine , & la douceur de le partager avec les malheureux qui ne peuvent se suffire à eux-mêmes. La Noblesse qui jouit , & de grandes Dixmes , & de vastes Domaines , ne pourra plus se soutenir avec la dignité qui lui convient. Le Tiers-Etat n'aura que d'inutiles possessions. Enfin les Rentiers mêmes , cette classe qui ne subsiste que par le travail & les sueurs d'autrui , ne tarderont pas à tomber dans l'indigence.

La décadence ou les progrès de l'Agriculture dépendent de plusieurs causes. Les unes tiennent à la politique , les autres viennent du plus ou moins de lumières dans la science économique ; enfin d'autres dépendent des méthodes qu'on suit dans le manuel des opérations.

Les principes politiques qui

agissent sur l'Agriculture sont ceux qui opèrent nécessairement la dépopulation ou la pauvreté : ce qui semble se rapporter immédiatement à tout ce qui s'oppose à la multiplicité & à la fécondité des mariages, à l'augmentation du travail & de l'industrie. Si ces matières demandent à être examinées avec profondeur, elles veulent être discutées avec beaucoup de circonspection. Le système politique d'un Etat embrasse toutes ses parties. Le lien qui les réunit, doit partager son effort avec égalité. S'il se relâchoit sur certains points, ils cesseroient de tendre tous à un centre commun ; & le déplacement d'une seule partie entraîneroit le déplacement de plusieurs autres.

Ce seroit une recherche très-intéressante, que d'examiner quelle étoit au commencement de ce siècle

la population d'un canton déterminé, par exemple, d'une Paroisse; le nombre de mariages qui s'y célébroient chaque année; la quantité d'enfans qui y naissoient; la quotité des impôts qu'elle portoit; ce que les terres y étoient affermees; si la quantité qu'on en cultivoit, est augmentée ou diminuée. En comparant l'état antérieur à l'état actuel, on auroit des élémens suffisans pour indiquer jusqu'à quel point les causes politiques ont agi favorablement ou défavorablement sur la Paroisse qu'on auroit, pour ainsi dire, analysé. Il faudroit examiner en même temps s'il s'est établi dans le lieu quelque nouveau genre d'industrie propre à y attirer des habitans; si au contraire il s'est formé dans les environs, des établissemens qui aient appelé les hommes.

Il est aisé de sentir l'utilité qui résulteroit de ces recherches, si elles étoient faites avec exactitude, ou plutôt avec scrupule, dans toute la Province. Louis XIV. en avoit ordonné de semblables à la fin du dernier siècle, qui ne furent terminées qu'au commencement de celui-ci. Les résultats en ont été imprimés, & la Nation en eût recueilli les fruits, si les événemens qui précéderent la Paix d'Utrecht n'avoient pas mis des barrières insurmontables à l'exécution du plan qui avoit donné lieu à cet examen.

On peut réduire à l'économique de l'Agriculture, ce qui intéresse directement les Propriétaires dans l'administration de leurs biens. L'Agriculture ne consiste pas seulement à bien cultiver, mais à cultiver les choses qui donnent le plus de profit. Le choix dans ce genre

réulte de connoissances indépendantes des pratiques de l'Agriculture. Par exemple , ceux qui possèdent des terres éloignées de la mer & des rivières , ne devroient pas s'attacher à la culture des choses dont le volume & le poids occasionneroient de grands frais de transport. L'emploi le plus convenable de leurs terrains devroit consister en lins , en chanvres & en productions , qui occupant beaucoup de bras , acquierent de nouvelles valeurs capables de dédommager des frais de voiture. Les prairies ne peuvent être trop multipliées dans les lieux éloignés de la mer , des rivières & des chemins commodes , parce qu'elles mettent en état d'élever & d'entretenir beaucoup de bétail. Le bétail qui donne des produits journaliers pour la nourriture des hom-

xvj AVERTISSEMENT.

mes , assure de grands profits pour la fourniture des Boucheries & des Tanneries ; & il se transporte à des distances considérables , sans exiger d'autres frais que sa nourriture.

Il seroit très-essentiel que des personnes intelligentes examinassent dans chaque canton les branches d'Agriculture qui y sont ou qui y seroient les plus avantageuses. Si l'on connoissoit bien la situation & l'exposition des lieux , les besoins locaux , les consommations qui sont abondantes , & qui peuvent le devenir encore plus , les ressources que pourroient trouver ceux qui établiroient des Fabriques de matières du crû ; on auroit les meilleurs guides pour toutes les opérations économiques.

Pour juger à quel point les observations économiques ont été négligées , il ne faut que considérer

l'article

l'article des Engrais. Tout le monde ſçait que les terres demandent plus ou moins d'engrais ; que ceux qui conviennent aux unes , ne ſont pas toujours auffi favorables à d'autres. On en eſt demeuré là. Cependant tout invite à connoître avec précision nos beſoins & nos reſſources à cet égard. Il y a dans chaque canton une proportion entre la qualité & la quantité des engrais , & la qualité & la quantité des terres labourées. Il y a par conſéquent une proportion néceſſaire entre l'étendue de terrain qui doit être employée en prairies , & l'étendue de terrain qu'on laboure. L'étendue des prairies doit être déterminée par la quantité de bétail qu'on doit entretenir , & le nombre du bétail dépend de la quantité d'engrais qu'exige la culture. Il y

xviii AVERTISSEMENT.

a d'ailleurs un choix à faire dans l'espèce de bétail relativement à la nature des terres ; ce qui doit faire varier la proportion des prairies , parce que les différentes espèces d'animaux consomment plus ou moins de fourrages , & fournissent plus ou moins d'engrais. Quel fruit ne retireroit-on pas de déterminations fixes sur cette matière ?

Ces observations économiques deviendroient plus intéressantes par leurs conséquences , que la découverte d'un procédé d'Agriculture pratique. Convaincre le Laboureur de la nécessité de former des prairies artificielles , fixer leur étendue proportionnelle avec les autres terres , c'est rendre au Public un service plus important que de décrire le procédé qu'on doit suivre pour former ces prairies. On trouve des méthodes par-

tout ; l'expérience apprend bientôt à les rendre parfaites , en les pliant à la nature du sol. Mais on ne trouve nulle part la quantité proportionnelle de terrain que les prairies doivent occuper.

Quelque avantageux qu'il soit de bien démêler les causes politiques ou économiques qui contribuent au dépérissement de l'Agriculture , ou à la rendre florissante , il ne l'est pas moins de chercher à connoître les avantages ou les inconvéniens de la pratique.

Les Laboureurs n'ont communément que des *routines* , & ce terme n'entraîne pas toujours avec soi l'idée d'*ineptie*. On a eu plus d'une occasion de remarquer que certaines pratiques de la campagne, qui paroissent fondées sur une mauvaise théorie, sont justifiées par une longue expérience. L'Agriculture

xx AVERTISSEMENT.

est nécessairement une routine entre les mains de ceux qui ignorent les principes physiques dont leur pratique est le résultat ; ignorance heureuse pour le Royaume , à qui il importe autant de n'avoir qu'un petit nombre de Physiciens , que d'avoir un grand nombre de Laboureurs. Une routine fondée sur de bons principes ignorés du Laboureur , est tout ce qu'on peut désirer de mieux pour l'Agriculture. Mais les causes physiques sont si diversifiées ; tant de circonstances , souvent difficiles à apercevoir , concourent à rendre les pratiques ou avantageuses ou nuisibles , que les routines qui ne se sont introduites que par imitation , peuvent être accompagnées d'ineptie. Il faut alors les changer.

Chacun croit que les cultures

AVERTISSEMENT. xxj

qu'il a vu pratiquer, ou qu'il a pratiquées, renferment tout l'art de l'Agriculture : aussi trouve-t-on une multitude de personnes qui pensent de très-bonne foi n'avoir rien à apprendre sur un art si étendu, & même être en état de donner aux autres d'utiles leçons. Cette confiance, quoique très-naturelle, puisqu'elle est presque générale, est blâmable en ce qu'elle nuit aux progrès de l'Art. Elle empêche les lumières de s'étendre. Resseré dans le cercle de ses connoissances, presque personne ne profite de celles d'autrui. Cependant un petit nombre de réflexions conduiroient à dissiper une erreur si commune.

La diversité des terres est presque infinie, & celles qui se ressemblent le plus à certains égards, demandent souvent des pratiques

xxij AVERTISSEMENT.

de culture différentes & même opposées. Comment seroit-il possible à une personne qui ne s'est appliquée qu'à l'Agriculture d'un petit canton, d'avoir des idées nettes sur les principes de l'Agriculture générale ? Et sans ces principes, comment peut-on juger si on tire de ses terres tout le parti qu'on pourroit en tirer ?

Il est reconnu que la plus grande partie de la Province est mal cultivée. On doit en conclure que la plus grande partie de ses Cultivateurs ignorent l'Agriculture. Mais comme il est incontestable que plusieurs cantons sont cultivés avec beaucoup d'intelligence & de succès, il faut avouer aussi qu'il y a des Cultivateurs qui ont raison de se croire très-bien instruits par rapport aux cantons qu'ils habitent. Ceux qui notoirement culti-

AVERTISSEMENT. xxiiij

vent mal (& c'est le plus grand nombre) gagneroient autant à profiter du bon exemple , qu'ils perdent en s'imaginant que ce qu'ils pratiquent , est ce qu'il y a de mieux à pratiquer.

Pour profiter des lumières de ceux qui ont pris la bonne route , & y ramener ceux qui s'en sont écartés , ou qui ne l'ont jamais connue , il seroit à souhaiter que beaucoup de personnes fissent une exposition simple , mais détaillée , de tout ce qui entre dans l'Agriculture de leur Pays. Il ne seroit pas impossible d'apprécier les différentes méthodes , si on avoit une idée suffisante de la nature des terrains , de leur exposition , de la qualité des grains & des graines qu'on y sème , de la manière de labourer , du nombre de labours usités pour chaque genre de cul-

xxiv AVERTISSEMENT.

ture, de la quantité de grain qu'on sème dans une étendue déterminée, & de la quantité qu'on en recueille, de la nature des prairies, de leur proportion en étendue avec les terres labourées, de l'espèce de bois qui réussit le mieux, enfin de tout ce qui est l'objet du travail des Agriculteurs. Les Mémoires de cette espèce seroient reçus par la Société avec la plus grande reconnoissance, & ceux qui s'en seroient occupés, ne tarderoient pas à recueillir le fruit de leur travail, par le profit que trouveroient leurs compatriotes à imiter leur exemple.

Les détails dans lesquels on vient d'entrer, quelque abrégés qu'ils soient, prouvent que par amour pour le bien public, la Société desire de connoître exactement l'état de l'Agriculture de la Pro-

vince. Les Citoyens éclairés sçavent à peu près ce qui manque dans le canton qu'ils habitent, la nature des secours qui y feroient nécessaires, ce qu'on y fait, ce qu'on pourroit ou ce qu'on devroit y faire. On les supplie avec instance de communiquer leurs observations & leurs vues. Tout le monde est intéressé à grossir un dépôt qui n'a été établi que pour le bien commun, & qui rendra au centuple les instructions que chaque Particulier y aura versées.

La Société attend & desire les mêmes secours sur une autre partie de son travail, étroitement liée à l'Agriculture. C'est celle des *Arts*. Ce seroit une carrière très - vaste à fournir, si on prenoit ce terme dans le sens qu'il présente lorsqu'il est isolé. Par rapport à la Société, on ne doit envisager que les Arts,

xxvj AVERTISSEMENT.

qui sont placés entre l'Agriculture & le Commerce de Bretagne. Elle n'étend point le mot *Arts* au-delà de ce qui regarde le labourage , les préparations des matières du crû de la Province , la fabrication de ces matières , les apprêts qui leur sont nécessaires après qu'elles ont été fabriquées , & les machines qui peuvent faciliter la culture , les préparations , les Manufactures , la Navigation.

Parmi les observations ou les découvertes qu'on voudra bien lui communiquer , elle préférera toujours celles qui auront une application prochaine à des objets d'utilité établis ou entamés. Ainsi des instrumens de labourage plus simples & plus commodes , des moulins à huile , ou des moulins à scie , des machines propres à abréger le travail des Artisans & des

AVERTISSEMENT. xxvij

Fabriquans, l'introduction de nouvelles industries qu'on est à portée d'exercer, comme la fabrication du linge ouvré, des petites étoffes de fil ou de laine ; voilà ce qu'elle desire le plus de voir s'accréditer ou s'établir. Ce n'est qu'après avoir porté à la perfection les Arts qui font subsister la multitude, qu'on doit songer à ceux qui demandent une dextérité & des connoissances dont la plupart des hommes ne sont pas capables.

Au reste, on peut contribuer au progrès des Arts, sans s'appliquer aux machines & aux instrumens des Artistes & des Artisans. Par exemple, ce seroit travailler pour les Manufactures de toiles, que d'examiner si la manière de cultiver & de préparer les lins, de blanchir les fils, &c. n'en altère pas la qualité, soit du

xxvii] AVERTISSEMENT.

côté de la force , soit du côté de la souplesse. Les Tisserands peuvent essuyer , dans de certains endroits , des contradictions qui les découragent , & qui tendent par conséquent à en diminuer le nombre. Ce seroit un bien réel que d'étudier les moyens de les faire cesser. Il peut s'être glissé des erreurs ou même des abus dans la fabrication , qui empêchent l'ouvrier d'y trouver autant de profit que s'il étoit mieux instruit. Le bien public demanderoit qu'ils fussent connus. Les observations de cette espèce ne sont minutieuses qu'en apparence. Tout ce qui peut conduire au bien général , est digne de l'attention d'un Citoyen.

A l'égard du Commerce , il ne faut qu'ouvrir les yeux pour voir qu'il s'étend à tout , & que par conséquent il intéresse tous les

hommes. Il est vraisemblable que la vigilance de la Société tombera particulièrement sur ce qu'on nomme *Commerce intérieur*. Le Commerce maritime est entre les mains de Négocians capables, & si l'établissement de la Société peut leur être utile, ce n'est qu'en ce qu'elle est à portée de leur épargner des discussions que souvent ils abandonnent pour ne pas s'écarter de leurs travaux ordinaires. Les Commerçans ne voient communément que leur objet, & c'est voir beaucoup, parce que chaque objet, pris en grand, demande une vue forte & toujours tendue. L'utilité publique veut qu'on leur épargne toute distraction. Ainsi la Société se feroit un plaisir, & regarderoit même comme un devoir de représenter aux Etats tout ce qui serviroit à étendre ou à faci-

liter leurs opérations. C'est en apparence le seul côté par lequel elle puisse être d'une utilité directe au Commerce maritime.

Mais ce sera le servir efficacement , quoique d'une manière qu'on peut regarder comme indirecte , que de donner toute l'activité possible au Commerce intérieur ; parce qu'il fortifie , à plus d'un égard , le Commerce extérieur ou d'exportation. On verra par l'Ouvrage qu'on soumet au jugement du Public , que si la Société n'a vu qu'une partie du bien qu'on peut faire , elle n'a détourné les yeux d'aucuns des objets qu'elle a pu observer , ou qu'on lui a montrés. Les pêches de nos côtes , les Fabriques de toiles , de laines , de papiers , d'huiles , &c. présentoient un champ trop vaste pour pouvoir être parcouru en peu de

temps. On rassemblera de nouveaux faits ; les avis , les instructions , les plaintes même sur ce qui embarrasse le Commerce , se multiplieront ; ainsi la Province profitera successivement d'un travail qu'elle a ordonné , qu'elle protège ; mais qui , par sa nature & son objet , doit toujours augmenter , sans être jamais conduit à sa fin. Il est malheureusement impossible que le Commerce soit porté à sa perfection ; quand même il y parviendrait , il ne demeureroit pas longtemps dans cet état ; trop de causes nationales ou étrangères en entretiennent l'instabilité.

Plus il est difficile que le Commerce se soutienne toujours également , plus il est nécessaire que ses variations soient observées avec persévérance. On voit assez que , sans cette application , un faux

xxxij AVERTISSEMENT.

pas en entraîneroit mille autres , & que le mal pourroit devenir irrémédiable avant qu'on s'en fût apperçu. La Société desire donc extrêmement qu'on lui communique tout ce qu'on croira pouvoir augmenter le bien , arrêter ou prévenir le mal sur cette matière. Si l'on avoit besoin d'exciter les Patriotes à donner des instructions & à communiquer leurs vues , il suffiroit sans doute de leur montrer les Délibérations des Etats sur ce qui compose le Corps d'Observations de la Société. Ils y verront avec quelle bienfaisance la Province accorde des secours , & prête son appui à tout ce dont le Public peut profiter. Ses bienfaits annoncent à ceux qui souffrent , qu'ils n'ont qu'à montrer leurs besoins pour être secourus , & qu'ils ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes

AVERTISSEMENT. xxxiiij

mêmes si les obstacles, que trouvent souvent & trop souvent le zèle & la bonne volonté, ne sont pas applanis, lorsqu'ils seront de nature à l'être.

On a cru devoir présenter ici l'abrégé de ce qui occupe la Société. Les personnes instruites verront avec plaisir qu'on cherche à entrer dans la carrière qu'elles ont fournie. Celles qui ne le sont pas, gagneront peut-être beaucoup à apprendre que la Province a les yeux ouverts sur tout ce qui peut contribuer à la rendre florissante, & qu'elle récompense ceux-mêmes qu'elle invite à s'enrichir. Le zèle de la Société pour le bien public, pour le progrès de l'Agriculture, de l'Industrie & du Commerce, est bien plus propre à l'éclairer sur ce qui manque à cet Ouvrage, qu'à lui exagérer le prix de ce qu'il con-

xxxiv AVERTISSEMENT.

tient. Ainsi quels que puissent être le motifs de ses Lecteurs, elle désire qu'ils s'occupent plutôt de ce qui devrait être dans le Corps d'Observations, & qui ne s'y trouve pas, que de ce qu'il peut renfermer d'utile. Plus on sera étonné en voyant des commencemens si foibles, plus on sera porté à secourir des Citoyens qui demandent au nom du Public l'assistance de tous ceux qui peuvent les instruire. Ils n'ont garde de proposer comme une invitation leur propre reconnaissance, mais celle du Public, qui, appréciant les hommes par le bien qu'ils font, peut seul récompenser dignement ceux qui se rendent les bienfaiteurs de l'humanité.

La Société croiroit manquer à un de ses principaux devoirs, si elle ne publioit pas ce qu'elle doit

AVERTISSEMENT. xxxv

à M. le Duc d'Aiguillon. L'intérêt qu'il a pris à son établissement ; l'empressement avec lequel il en a fait autoriser les Assemblées par un Brévet de Sa Majesté ; l'attention qu'il a d'exciter le zèle & des Associés, & de ceux qui peuvent concourir au progrès de leur travail ; les démarches qu'il a bien voulu faire pour appuyer les vues dont il a reconnu l'utilité ; les soins qu'il s'est donnés lui-même pour éclairer la Société par des instructions qu'elle n'auroit pu se procurer ; tout se réunit pour lui assurer une reconnoissance égale à son amour pour le bien public.

On prétend qu'un assez grand nombre de citoyens éclairés par une longue expérience , privent leurs compatriotes d'excellentes observations , par des motifs que la Société a bien de la peine à

xxxvj AVERTISSEMENT.

supposer. Les uns , dit-on , sont arrêtés par le défaut d'habitude d'écrire les choses qu'ils exécutent le mieux. D'autres , à qui leurs affaires laissent peu de momens libres , n'en trouvent point pour porter ce qu'ils ont écrit , au degré de correction qu'ils sont capables d'y donner , & sans lequel ils se font une peine de produire leurs observations. Ces personnes ignorent , ainsi il est juste de les en avertir , que le style est ce qui intéresse le moins la Société. Des observations , des faits , des expériences , des vues , voilà ce qui attire son attention ; la manière dont elles sont écrites n'ajoute & ne diminue rien au cas qu'on fait de la pénétration , du jugement & de la droiture de cœur de ceux qui écrivent. Les gens sensés jugent les Ouvrages comme ils jugent les hommes ; par

AVERTISSEMENT. xxxvij

leur valeur intrinsèque. Le Mémoire le plus mal écrit seroit certainement le plus estimé, s'il contenoit plus de bonnes choses que les autres.

La Société ne regarde point comme une récompense de nommer ceux qui lui font part de leurs lumières. C'est un devoir. Elle le remplira toujours avec fidélité, excepté dans le cas où les personnes ne voudront pas être nommées; & ce ne sera jamais sans quelque regret qu'elle déférera à leur modestie.

Les Etats n'ont envisagé que le bien public en instituant la Société. Sa Majesté l'a autorisée comme un établissement *dont l'objet ne peut être que fort utile à la Province & à l'Etat.* Voilà le but que doivent envisager continuellement ceux que la Province a honorés de son

xxxviii AVERTISSEMENT.

choix. C'est leur titre pour espérer qu'ils seront encouragés & secourus par les personnes qui savent voir & sentir les besoins de leur Patrie.

EXTRAIT
DES REGISTRES
DES ÉTATS
DE BRETAGNE.

Du Samedi 11 Décembre 1756.

L Es États ont nommé & nommé pour le Commerce : de l'Eglise, M. l'Evêque de S. Malo , MM. les Abbés de Villeneuve, de Rhedon & de S. Aubin-des-Bois , & MM. les Députés des Chapitres de S. Malo & de S. Briouc : de la Noblesse , MM. du Sel des Monts, d'Espinoze , la Chapelle Villeplot , de Pontual , de la Motte Lesnage & de Luker : & du Tiers , MM. de Prémion, premier Député de Nantes ; de Kerlivio,

Député de Quimper ; de la Vieuville ,
premier Député de S. Malo ; Daume-
nil , second Député de Morlaix ; Alba ,
Député de Pontivy ; & Pontneuf , Dé-
puté du Croisic.

Du Vendredi 28 Janvier 1757.

M. l'Abbé de Notre-Dame de Ville-
neuve a , pour lui & MM. ses Codé-
putés à la Commission du Commerce ,
fait part à l'Assemblée du Mémoire
qui suit.

COMMISSION DU COMMERCE.

MESSIEURS ,

*Vous nous avez fait l'honneur de nous
renvoyer un excellent Mémoire de M.
Montaudouin sur l'Agriculture , les Arts
& le Commerce ; il propose , comme très-
utile , l'établissement d'une Société qui fe-
roit son étude de ces trois objets. M. de
Gournay , Intendant du Commerce , nous
exhorte à adopter ce projet. Nous avons
pensé comme lui , que rien ne pouvoit être
plus avantageux à la Province que cet éta-
blissement , nous l'avons même regardé
comme essentiel. C'est sur ce Plan que nous*

avons dirigé notre travail ; nous avons cru nécessaire de commencer par-là le rapport des affaires dont vous nous aviez chargés , & nous en avons fait la base de nos opérations.

Il n'est pas difficile de prouver l'utilité , & même la nécessité d'une pareille Association. Nous ne pouvons nous dissimuler l'état d'affoiblissement où l'Agriculture & les Arts sont réduits , sur-tout dans l'intérieur de la Province. S'il y a un moyen de tirer nos Cultivateurs de la létargie où ils sont plongés , & d'animer nos Artistes , c'est sans doute de les faire instruire par des personnes pour qui ils ont du respect & de la confiance. Des essais que le succès auroit justifiés , des expériences multipliées sous leurs yeux , les convaincroient à la fin que la routine qu'ont suivie leurs peres , peut n'être pas la meilleure. L'expérience démontre que les Laboureurs peuvent adopter des pratiques nouvelles , quand l'utilité en est prouvée. C'est ainsi que la culture du grand Trefle & celle du Lin s'établissent tous les jours dans des endroits où l'on n'en avoit jamais cultivé. Les Laboureurs ont besoin d'être instruits , plus encore par des exemples que par des leçons ; l'un & l'autre fera l'objet principal de la So-

ciété que nous vous proposons de former.

Cette Société seroit composée dans chaque Evêché de six personnes choisies , sans distinction d'Ordre , parmi les sujets que l'on auroit lieu de juger , par leur état ou leurs occupations , être le plus au fait de chaque matiere ; on chargeroit ces Commissaires d'examiner l'état de ces trois parties , de rechercher avec soin les causes de leurs progrès ou de leur décadence , les obstacles qui peuvent les arrêter , & les moyens de les faire cesser ; ils correspondroient avec le Bureau général qui seroit établi à Rennes , où tous les Membres auroient séance & voix délibérative ; ils pourroient aussi s'assembler dans chaque Diocèse , quand ils le jugeroient convenable ; ils donneroient leurs avis au Bureau général , pour l'ajudication des prix sur ces trois objets , en cas qu'il fût arrêté d'en accorder pour augmenter l'émulation ; ils se communiqueroient respectivement leurs observations , sur-tout celles qui peuvent être d'une utilité générale , & se donneroient mutuellement les instructions relatives aux objets dont ils seroient chargés. Par ce moyen , si quelqu'un vouloit étendre dans une partie de la Province une culture qui n'y seroit pas

5
établie , & qui fût d'usage dans un autre canton , il seroit en état de se procurer facilement tous les éclaircissemens nécessaires pour la faire réussir ; on exhorteroit les Commissaires à faire des expériences , à les suivre avec attention , & à faire part de leurs succès. Chaque Membre seroit obligé de remettre au Bureau général , avant la Tenue prochaine , un Mémoire sur quelque partie de l'Agriculture , du Commerce ou des Arts. Ces Mémoires y seroient lus , examinés & comparés , & mettroient le Bureau général à portée de fournir aux Etats un Corps d'Observations très-précieuses sur des objets si intéressans & trop négligés. Les Etats auroient des connoissances sûres pour encourager les entreprises qui mériteroient de l'être , pour exciter l'émulation , & porter dans peu d'années l'Agriculture , les Arts & le Commerce au plus haut point où ils puissent parvenir.

C'est par une Société pareille que l'Irlande , qui étoit une des plus pauvres Contrées du monde , est devenue très-florissante. Nous ne sommes pas réduits au point d'anéantissement où étoit cette Isle ; nous pouvons donc espérer de réussir avec plus de facilité.

Cette Société a fait distribuer des instructions & des récompenses , & l'Irlande a pris une face nouvelle. Nous osons donc , Messieurs , vous indiquer un moyen qui a déjà réussi ailleurs , & dont le succès n'est pas douteux chez vous.

Nous ne nous sommes pas étendus sur les avantages qui en résulteroient pour le Commerce , ils sont trop évidens. Le Commerce est tellement lié à l'Agriculture , qu'on ne peut perfectionner l'un , sans que l'autre en soit augmenté.

Les vues que répandroient sur les Arts & dans les Manufactures tant de personnes éclairées , produiroient les plus heureux effets ; les Artistes apprendroient promptement les pratiques utiles des autres Pays ; ceux d'entre eux qui se distingueroient par leurs talens , obtiendroient une considération qui en est la plus agréable récompense.

Vous voyez , Messieurs , par le détail des opérations que nous avons eu l'honneur de vous exposer , qu'il est nécessaire d'en charger une Commission particulière ; la Commission Intermédiaire , déjà fort occupée de travaux très-différens , ne pourroit pas donner une attention continuelle à des objets qu'il faut suivre avec persévérance.

Duquel Mémoire lecture ayant été faite, les Etats ont approuvé & approuvent ledit Mémoire, & ont en conséquence chargé & chargent la même Commission du Commerce de dresser un Plan qui réglera les occupations & la correspondance des Associés, & d'indiquer aussi à l'Assemblée les Sujets qu'elle croiroit les plus propres pour cette Commission.

Et sur ce que la Commission a dit que ce Mémoire, qui venoit d'être reçu favorablement par les Etats, étoit de M. de Pontual, de l'Ordre de la Noblesse, secondé dans ce travail par M. de Prémion, Maire & premier Député de Nantes,

Les Etats ont remercié M. de Pontual & M. de Prémion.

Du Mercredi 2 Février 1757.

M. l'Abbé de Notre-Dame de Villeneuve a, pour lui & MM. ses Codéputés à la Commission du Commerce, présenté à l'Assemblée le projet de Règlement qu'ils ont, en exécution de la Délibération du 28 Janvier dernier, dressé pour la Société d'Agriculture,

de Commerce & des Arts , contenant quatorze Articles , comme leur ayant paru le plus convenable pour l'établissement de ladite Société :

S Ç A V O I R ,

ARTICLE PREMIER.

Les Associés de chaque Evêché s'assembleront dans la Ville Episcopale , pour convenir du lieu ; des jours d'Assemblée , & de la distribution du travail.

II.

Ils pourront choisir pour lieu d'Assemblée le Bureau de la Commission Inter-médiaire , en faire leur dépôt , & se servir des Commis , en observant de ne déranger en rien le travail de cette Commission , ou choisir tel autre lieu qui leur conviendra.

III.

Les Assemblées du Bureau de Rennes pourront se faire dans une Salle de l'Appartement de M. de la Landelle , qui a bien voulu l'offrir.

IV.

Ce Bureau s'assemblera une fois par semaine ; les autres Bureaux seront invités de s'assembler au moins deux fois par mois ; l'absence de quelqu'un des Membres ne doit point empêcher ceux qui sont à portée du Bureau de s'y rendre , pour

y suivre le travail commun. On espere que les absens dédommageront la Société par un redoublement de leur travail particulier.

V.

La liberté étant l'ame d'une pareille Association , le premier point de cette liberté est que chaque Associé travaille sur la partie qui lui plaira davantage. S'il s'en trouve d'assez zélés pour les embrasser toutes , on desire seulement qu'ils séparent les différens objets , pour la commodité du travail & de la rédaction.

VI.

L'objet des premieres opérations des Associés doit être d'examiner l'état de l'Agriculture , du Commerce & des Arts , de chercher avec soin les causes de leurs progrès ou de leur décadence , les obstacles qui peuvent les arrêter , & les moyens d'y remédier.

VII.

Chaque Membre sera obligé de remettre au Bureau de son Diocese , avant la Tenue prochaine , un Mémoire détaillé sur quelque partie de l'Agriculture , du Commerce ou des Arts.

VIII.

Tous les Citoyens seront invités de

remettre à Messieurs les Associés des Mémoires sur ces objets, ils seront reçus avec reconnoissance. On aura l'attention d'en remercier les Auteurs, & de faire connoître l'obligation qu'on leur a.

I X.

Les Associés de chaque Evêché auront un Registre pour chaque objet ; ces trois Registres demeureront toujours dans le lieu de dépôt pour servir d'instruction. On y insérera par extrait les Mémoires, dont les Originaux cependant seront conservés ; on enverra au Bureau de Rennes, trois mois avant les Etats, les articles qui pourront mériter l'attention générale, & les Associés de Rennes en formeront un CORPS D'OBSERVATIONS propre à être présenté aux Etats.

X.

Indépendamment de la correspondance qu'on exhorte tous les Associés à établir entre eux, il convient pour la facilité du service, que le Bureau de Rennes soit le centre de la correspondance générale, d'où les observations intéressantes qui y auront été adressées, seront répandues dans la Province.

X I.

Le but qu'on se propose est d'étendre les

connoissances utiles ; les *Associés* auront une attention particulière à donner à ceux qui les consulteront , des réponses satisfaisantes.

XII.

Quand une pratique aura été reconnue bonne , chaque *Commissaire* s'attachera à la répandre dans son canton , en l'éprouvant lui-même , en engageant ses amis à la suivre , & sur-tout en démontrant aux *Laboureurs* ou *Artistes* les avantages qui en résultent.

XIII.

La *Commission* sera chargée généralement de tout ce qui concernera dans la Province , l'*Agriculture* , les *Arts* & le *Commerce*.

XIV.

Messieurs les Associés sont priés expressément de communiquer aux *États* prochains les moyens qui leur paroîtront les plus propres pour perfectionner le présent *Réglement*.

M. l'Abbé de Notre-Dame de Villeneuve a aussi présenté une Liste des Sujets propres pour cette *Commission* , au nombre de six par chaque *Evêché* , sans distinction d'ordre , ainsi qu'il fut

proposé & agréé par les Etats le 28
Janvier dernier :

S Ç A V O I R ,
P O U R R E N N E S ,

Messieurs ,

De Nevet , }
Du Sel , } *à Rennes.*

Des Nétumieres , l'ainé , *à Vitré.*

Rallier des Ourmes , *à Vitré.*

De Montigny , Maire de Fougères ,
à Fougères.

Abeille , *à Rennes.*

N A N T E S ,

Messieurs ,

L'Abbé de Ramaceul , }
De la Biliais le Loup , } *à Nantes.*
Montaudouin , }
Senicourt-Grou , }
De Prémion , }
De Pontneuf , *au Croisic.*

V A N N E S ,

Messieurs ,

L'Abbé de Pontual , *à Vannes.*

De Kermadec , *à Aurai.*

De la Chapelle , *à Vannes.*

De Berthou , *à Guemené.*

Du Bodan , à *Vannes*.
 Perron , au *Port-Louis*.

Q U I M P E R ,

Messieurs ,

Royou , Recteur de Trébrivan , à
Carhaix.

De Penfeutenio de Kervereguin , à
Kerfilin , par Pont-l'Abbé.

De Silguy , fils , } à *Quimper*.
 De Kerlivio , }

Poulgoafec , à *Audierne*.

Chardon , à *Lokornan*.

S A I N T M A L O ,

Messieurs ,

L'Abbé Thé du Châtellier , } à *S. Malo*.
 De Pontual , fils , }

De Couetpeur , à *Rennes*.

De Bruc , à *Broons*.

Vincent de la Guimerais , } à *S. Malo*.
 Becard , }

D O L ,

Messieurs ,

De Montlouet , à *Dol*.

De Grenedan , à *Rennes*.

De la Cornillere , fils , à *Dol*.

Beaudouin , à *Châteauneuf*.

De la Turrie des Rieux , à *Dol*.

Du Rouvre , à *S. Malo*.

14
S A I N T - B R I E U C ,

Messieurs ,

Rabec , Chanoine , à *S. Brieuc* ,
De Tramin , à *Lamballe*.
Digautrais des Landes , } à *Quintin*.
Boitidoux ,
Armez du Pourpry , à *Pontrieux*.
De la Salle le Mée , à *S. Brieuc*.

T R É G U I E R ,

Messieurs ,

L'Abbé du Lezard , à *Tréguier*.
L'Abbé la Touche , Recteur de Saint-
Matthieu de Morlaix , à *Morlaix*.
De Kergariou , à *Lannion*.
Marzin , Maire de Morlaix , à *Morlaix*.
De Villeneuve Cillard , à *Tréguier*.
De Portville , à *Guingamp*.

L É O N ,

Messieurs ,

L'Abbé de Courson , Recteur de Ploüi-
der , à *Landernau*.
Podeur , Recteur de Commana , à
Morlaix.
De Kerfaufon de Coetanfscour , à
Landernau.
Mazurier , pere , à *Landernau*.
Daufmenil , à *Morlaix*.
De Kermabon Marzin , à *Roscoff*.

Duquel dît Projet de Règlement & de la Liste ci-dessus lecture ayant été faite, les Etats, après avoir remercié MM. de la Commission du Commerce, ont approuvé & approuvent le tout; ordonnent en conséquence que ledit Règlement & le Mémoire qui fut présenté aussi à l'Assemblée par ladite Commission le 28 Janvier dernier, seront envoyés à tous les Membres de cette Société pour s'y conformer dans tout leur contenu.

Du Jeudi 10 Février 1757.

RAPPORT PARTICULIER
De la Commission du Commerce.

MESSIEURS,

Vous nous avez fait l'honneur de nous charger de l'examen des observations que M. de Gournay, Intendant du Commerce, a faites dans la Province sur l'Agriculture, le Commerce & les Arts; nous allons vous rendre compte de nos réflexions sur les objets proposés par ce Compatriote éclairé.

ARTICLE PREMIER.

Presque tous les Arts qu'il est si important de perfectionner, ne peuvent faire

de grands progrès sans le Dessein ; c'est principalement par le goût supérieur dans cet Art que les Manufactures du Royaume se sont acquis la préférence sur celle des étrangers. Les Villes de Rouen & de Rheims ont fondé des Ecoles publiques de Dessein. Nos artistes & nos ouvriers retireroient beaucoup d'avantages d'un pareil établissement.

Sur le premier Article , les Etats ont , conformément à l'avis de la Commission , ordonné & ordonnent qu'il sera établi deux Maîtres de Dessein , un à Rennes , & l'autre à Nantes , lesquels feront tenus de donner , quatre jours de chaque semaine , & trois heures de chaque jour , des leçons publiques de leur Art à tous ceux qui se présenteront ; & que celui de Rennes qui aura moins d'Ecoliers , fera en outre tenu d'enseigner les Eleves de l'Hôtel des Gentilshommes , aux jours & aux heures qui lui seront indiqués ; & ont nommé & nomment le Sieur Caufiez pour Rennes , & le Sieur Volaire pour Nantes , sur lesquels MM. de la Société des Arts auront l'inspection , & ont lesdits Etats accordé 500 livres par an à chacun desdits Maîtres.

La Manufacture de Toiles , la plus importante de la Province , n'a fait depuis long-temps aucun pas vers la perfection. Perfectionner cette Manufacture , c'est en créer une nouvelle ; c'est étendre l'Agriculture & le Commerce ; pour y réussir , il ne faut peut-être qu'encourager les ouvriers.

Sur le second Article , concernant la Manufacture de Toiles , qui est la plus importante de la Province , les Etats ordonnent que pour la perfectionner il sera accordé un prix de 300 liv. à celui des Fabriquans de la Province qui aura le plus parfaitement imité , tant pour la qualité , longueur & largeur , que pour le blanc & le pliage , une piece de Toile d'Hollande de la premiere qualité , dont il sera déposé un Coupon pour modele à Quintin , à Pontivy , à Loudéac , & dans les principaux lieux de Manufacture de la Province ; & un prix de 200 livres à celui qui imitera le mieux une piece de la seconde qualité , dont il sera aussi déposé un Coupon dans les mêmes lieux , & ce , après que les Concurrens auront justifié que leur Toile a été fabriquée

dans la Province , & avec des fils du Pays.

III.

Les Manufactures de Papier sont en si petit nombre , qu'elles ne peuvent employer les matieres premieres de la Province ; leur travail grossier ne peut suffire au besoin du Pays ; l'ignorance & la paresse de nos Ouvriers est la seule cause du mauvais état de cette Fabrique ; il est nécessaire de leur donner des instructions & de leur proposer des récompenses ; ils pourroient imiter le Papier d'Hollande & celui de Gènes , dont les Espagnols font une si grande consommation , sur-tout au Mexique.

Sur le troisieme Article , concernant les Manufactures de Papier , les Etats ordonnent qu'il sera donné à ces Manufactures des instructions suffisantes sur leur fabrication ; qu'il sera déposé dans les principaux Moulins à papier , des modeles de celui d'Hollande & de celui de Gènes ; & que celui qui les aura mieux imités , sera récompensé aux Etats prochains , & qu'on aura pour cela égard à la qualité & à la quantité de ces Papiers perfectionnés.

Le Sieur le Cocq de Kermorvan a établi à Quimperlé une Manufacture de Couvertures. Cet établissement est utile par l'emploi de nos Laines , & parce qu'il nous procure à meilleur marché une chose que nous serions obligés de tirer de l'Etranger. Une pareille Fabrique mérite d'être encouragée , on doit même faire des efforts pour l'étendre.

Sur le quatrieme Article , les Etats ont accordé & accordent dès-à-présent au Sieur le Cocq de Kermorvan , une somme de 1000 livres pour soutenir son établissement ; ordonnent qu'il lui sera payé en outre 500 livres à la fin de la présente année 1757 , & pareille somme à la fin de l'année 1758 , à condition qu'il prouvera , par certificats valables , avoir formé chaque année dans sa Manufacture six élèves , choisis dans les Hôpitaux de l'Evêché de Quimper par MM. de la Société des Arts.

V.

L'usage des Prairies artificielles faites avec une espece de Trefle , connue sous le nom de Tremeine , & de gros Navets

ou Turneps , est très-avantageux ; il multiplie les pâturages , sans diminuer les cultures des grains. Cet usage est établi dans plusieurs parties de la Province ; il seroit utile de le rendre général.

On devroit aussi exciter la culture de la Garence & du Pastel ; ces Plantes sont nécessaires pour la teinture.

Le commerce de la Cire & du Miel est un objet d'autant plus considérable , que la Cire de Bretagne est la meilleure du Royaume. Ce commerce augmenteroit beaucoup , sans l'ignorance des Laboureurs de plusieurs cantons , qui étouffent les abeilles au lieu de les déloger.

Sur le cinquieme Article , les Etats ont chargé & chargent leur Procureur-Général - Syndic en Bretagne , de se procurer des Mémoires & Instructions , qui seront imprimés aux frais des Etats , & distribués dans la Province par MM. de la Société d'Agriculture , & qu'il sera aussi envoyé aux Correspondans de la Commission Intermédiaire des graines de Tremeine , de gros Navets , de Garence & de Pastel , lesquelles seront distribuées au prix coûtant , sur la demande qui en sera faite. Ordonnent de

plus , que le Mémoire imprimé sur la préparation du Chanvre , sera répandu par la même voie dans la Province , auquel effet l'Imprimeur des Etats a été chargé d'imprimer toutes les Lettres circulaires & les Avis que les Associés croiront nécessaires d'envoyer dans la Province.

V I.

Les Draps qui se fabriquent dans la Province , comme à Vannes & à Josselin , sont très-grossiers ; nous croyons cependant que nos Fabriquans , s'ils étoient instruits & encouragés , pourroient atteindre à la perfection des Draps de Lodeve & d'Elbeuf.

Sur le fixieme Article , les Etats ordonnent qu'il sera déposé dans chacune des Villes de Vannes & de Josselin , & dans les autres principaux lieux de Fabrique , un coupon de Draps de Lodeve & d'Elbeuf , pour servir de modele , & qu'il sera accordé une récompense de 10 livres par piece , à tous les Fabriquans de la Province qui auront bien imité le modele.

V I I.

M. le Recteur de la Paroisse de Saint Matthieu de Morlaix a dans sa maison

un Métier à deux Navettes , sur lequel le même Ouvrier fabrique à la fois deux Pièces de Toile. M. du Sel des Monts en a fait monter un pareil , que nous avons vu & dont nous avons reconnu l'utilité.

Sur le septieme Article , sur les offres faites par M. du Sel des Monts d'instruire chaque année trois jeunes garçons pris à l'Hôpital , à chacun desquels on donnera un Métier à deux Navettes , qui coûtent environ 70 livres piece , ordonnent les Etats qu'il leur sera fourni un Métier garni à chacun , pour commencer leur établissement , & ont chargé M. le Procureur - Général - Syndic en Bretagne , d'écrire à M. le Recteur de Saint Matthieu , pour l'engager à former aussi quelques élèves qui seroient traités de la même maniere.

VIII.

Il se fabriquoit autrefois à Ancenis des Etamines ; cette Manufacture utile pour l'emploi de nos Laines , est presque entièrement tombée.

Sur le huitieme Article , les Etats ont ordonné & ordonnent que , pour rétablir la Manufacture des Etamines

qui se fabriquoient autrefois à Ancenis , il sera accordé une récompense de 40 sols par chaque piece de 40 aunes , fabriquée à Ancenis , qui imitera bien un coupon d'Etamine du Mans de 50 sols l'aune & au-dessus , déposé pour modèle chez le Correspondant de la Commission ; & un prix de 50 livres à celui qui aura le mieux réussi , parce qu'au préalable il sera bien justifié que ces Etamines auront été faites à Ancenis.

I X.

La Demoiselle Vindack nous a fait voir un Rouet sur lequel elle file des deux mains à la fois , il seroit important d'étendre cette pratique.

Sur le neuvieme Article , les Etats ont accordé & accordent à la Demoiselle Vindack une récompense de 24 livres , pour chaque élève qu'elle formera , jusqu'au nombre de douze , & un Rouet à chacune de ces élèves.

X.

Pour augmenter le débit de nos Toiles , il seroit important de les pouvoir imprimer comme on fait en Silésie ; plus nous varierons leur forme , plus la consommation en sera augmentée.

Sur le dixieme Article , les États ont chargé & chargent leurs Députés & Procureur-Général-Syndic à la Cour , de faire des représentations pressantes pour obtenir la permission d'imprimer sur le lin.

X I.

Quoique la Province fasse par elle-même une grande consommation de Chapeaux fins , & que son commerce lui donne occasion d'en exporter des partis considérables , on n'y fabrique que des Chapeaux fort communs ; nous sommes cependant mieux placés , pour réussir dans cette fabrication , qu'aucune Province du Royaume. Nous sommes plus à portée des matieres premières ; nous éviterions de gros Droits , & nous augmenterions notre commerce avec l'étranger.

Sur le onzieme Article , les États ont promis & promettent une recompense de 4 pour cent de la valeur , aux Ouvriers qui feroient dans la Province des Chapeaux de Castor de la même qualité que ceux de Paris , & de 2 pour cent , à ceux qui feroient des demi-Castors aussi de la même qualité.

X I I.

Les Mines de Charbon de terre , qui

abondent dans cette Province , suppléeroient au bois qui commence à y manquer , & nous donneroient de nouvelles richesses , si l'exploitation n'en étoit pas gênée & comme défendue par les privilèges exclusifs accordés à différentes personnes.

Sur le douzieme Article , les Etats ont chargé & chargent leurs Députés & Procureur-Général-Syndic à la Cour de solliciter fortement la suppression des Privilèges accordés à ce sujet , comme étant contraires à la disposition de la Coutume , & de publier dans la Province , par MM. de la Société des Arts , que les Associations ou Souscriptions qui pourront se faire sur cet objet , seront protégées par les Etats.

XIII.

Il sort de la Province de grosses sommes d'argent pour payer les Pierres de moulage ; cette seule observation prouve combien il seroit avantageux d'en découvrir des carrieres dans la Province.

Sur le treizieme Article , les Etats , pour en exciter la recherche , promettent une recompense de 2000 liv. à celui qui aura tiré dans la Province les cent

premieres Paires de Meules reconnues bonnes , & de 1000 liv. pour la seconde centaine.

XIV.

La culture du Lin , si florissante dans la partie septentrionale de la Province , est fort négligée dans la partie du midi ; elle y suffit à peine à la consommation du colon. La Graine du Pays qu'on y sème , ne peut donner que des productions foibles & peu propres à encourager les cultivateurs ; il est nécessaire de leur faire connoître l'avantage de se servir des Graines étrangères.

Sur le quatorzieme Article , les Etats ordonnent qu'il sera fait fonds de la somme de 6000 liv. pour faire venir de la Graine de Lin de Riga & de Zélande , de la meilleure qualité , pour être distribuée dans les Evêchés de Rennes , Nantes , Vannes , Quimper , & dans la Partie méridionale de celui de Saint Malo , sur le pied de neuf livres le quintal , à laquelle distribution les Commissaires de l'Agriculture ont été chargés de veiller , & à ce que la semaille en soit effectuée.

XV.

Quoique les farines de Bourdeaux soient

très-souvent faites avec des Grains de la Province , elles sont si supérieures aux nôtres , que tant qu'il y en a dans les Colonies , celles de Bretagne ne se vendent point. Il est étonnant que les approvisionnemens de Brest & de l'Orient , & les assortimens pour nos Colonies , soient de farines de Bourdeaux faites avec des bleds de Bretagne. Nous ne devrions pas laisser échapper une branche de commerce si favorable à l'Agriculture , & qui est entre nos mains.

Sur le quinzieme Article , les Etats ont promis & promettent de récompenser à la prochaine Tenue ceux qui auront fait dans la Province des établissemens propres à fournir des Farines semblables à celles de Nérac.

XVI.

Sur le seizieme Article , les Etats ont aussi promis une récompense à la prochaine Tenue à tous ceux qui auront découvert de nouvelles carrieres de Pierres à Chaux , dans les lieux où il n'en a pas encore été trouvé.

XVII.

Les Etats ont chargé & chargent leur Procureur-Général-Syndic , résident en

Bretagne , de procurer les modèles & instructions , & les Graines dont il a été fait mention ci-dessus.

XVIII.

On commence sur nos Côtes à s'appliquer à la pêche du Hareng , ce qui peut devenir un objet de commerce considérable pour la Province.

Sur le dix-huitieme Article , les Etats , pour encourager la Pêche du Hareng , ont chargé & chargent leurs Députés & Procureur-Général-Syndic à la Cour , de solliciter au Conseil la franchise de tous droits sur les Harengs pêchés sur les Côtes de la Province qui sortiront , soit pour l'étranger , soit pour y entrer par d'autres Ports , & de faire en conséquence tout ce qui sera convenable pour que l'on puisse jouir de cet avantage dès cette année.

XIX.

Il a été bien démontré par un Mémoire des Consuls de Nantes , que la liberté du commerce du Levant seroit une nouvelle source de richesse pour la Province. La Ville de Marseille en a eu jusqu'ici le privilege exclusif ; les vœux de tous les Négocians se réunissent depuis long-

temps pour partager un commerce qui passe chez l'étranger , parce que Marseille seule ne peut suffire à son étendue , sur-tout depuis qu'elle a entrepris le commerce de nos Colonies.

Sur le dix-neuvieme Article , les Etats ont chargé & chargent leurs Députés & Procureur-Général-Syndic en Cour , de faire les plus vives instances pour obtenir la liberté de ce commerce , en demandant l'exemption du droit de 20 pour cent , sur les marchandises qui seront apportées du Levant dans la Province , & introduites dans le Royaume ; en demandant aussi à être soumis à toutes les précautions que le Ministre jugera nécessaires.

X X.

Nous vous avons proposé , Messieurs , beaucoup d'encouragemens pour augmenter l'industrie de nos Artistes , & perfectionner nos Manufactures : plus nous pourrons avoir de ces établissemens , & plus nous tirerons parti de nos avantages naturels ; c'est ce qui nous a portés à faire attention à la Requête du sieur Macoulif , que vous nous avez renvoyée. Ce Fabriquant s'est fait connoître à Nantes par des essais fort heureux. Il propose d'établir une Ma-

nufacture de différentes Etoffes de Laines qui ne se fabriquent point dans le Royaume, & qui font partie du grand Commerce d'Angleterre ; les essais que nous en avons vus , donnent des idées très-favorables de cette proposition ; il promet d'établir d'ici à la Tenue prochaine 70 à 80 métiers battans , & de les entretenir pendant dix ans ; il s'oblige à employer dans ces étoffes deux tiers au moins de Laines de la Province , à former chaque année douze Apprentifs , dont six seront pris dans les Hôpitaux , & les six autres au choix de la Société des Arts.

Sur le vingtieme Article , les Etats pour engager le sieur Macoulif à établir sa Manufacture dans la Province , lui ont accordé & accordent pendant dix ans une récompense d'un sol par aune d'étoffe, au-dessous de 40 sols l'aune ; de 2 sols depuis 40 sols jusqu'à 3 liv. l'aune ; & de 3 sols au-dessus de 3 livres l'aune , des étoffes semblables aux échantillons qu'il a fait voir à la Commission , & qui seront déposés , pour servir de comparaison , au Bureau de la Société des Arts.

XXII.

Les Raffineries de Sucre de la Pro-

vince , qui faisoient autrefois une branche considérable de commerce , sont presque entièrement tombées par les Droits dont on a chargé les Sucres qui s'y raffinent ; c'est une injustice envers les Raffineurs , & une perte évidente pour la Province. La Requête des Raffineurs de Nantes expose d'une manière frappante la nécessité de soutenir ces établissemens.

Sur le vingt-deuxieme Article , les Etats chargent leurs Députés & Procureur-Général-Syndic à la Cour , de solliciter pour & en faveur des Raffineries de Bretagne. 1°. La liberté d'envoyer , tant dans les Pays étrangers que dans les Provinces de France réputées étrangères , les Sucres qui s'y fabriquent , par acquit à caution , comme le font les Raffineries de Dieppe , Rouen , Bourdeaux , la Rochelle & Cette.

2°. La jouissance , pour les Sucres raffinés dans la Province , dont la matiere proviendra de la Traite des Noirs , de l'exemption de la moitié des droits sur toutes les Marchandises qui en proviennent.

3°. La réduction des droits des Sucres raffinés au taux de ceux du Sucre brut

qu'ils représentent , c'est-à-dire , à raison de 68 liv. 2 sols du millier.

4°. La liberté de faire entrer les Sucres raffinés par tous les Bureaux du Royaume.

Vous avez renvoyé , Messieurs , à la Commission du Commerce un Mémoire concernant les fabriques & le commerce des Toiles ; c'est l'ouvrage du Sieur de Coisy, Inspecteur-Général de ces Manufactures , dont les appointemens , ainsi que ceux de quatre Inspecteurs , de plusieurs Commis , & les frais de Bureau sont supportés par les Marchands & Fabriquans de la Province. Une partie de ces Droits se lèvent sur les Toiles , en les visitant ou en les marquant ; l'autre partie , qui est de 4200 livres , est levée par forme d'imposition , tant sur les Marchands de Draps , Soieries & Merceries des Villes de la Province , que sur les Fabriquans de Draps & de petites Etoffes. Cette somme est répartie par Ordonnance de M. l'Intendant.

Il nous a paru avantageux pour le commerce , de proposer aux Etats de se charger de payer cette somme de 4200 liv. laquelle est , pour ceux qui la supportent aujourd'hui , une source de plaintes amères & de découragement,

Nous

Nous avons pensé différemment sur les Droits de visite & de marque sur les Toiles. Ces Droits ont été établis depuis peu en créant les Inspecteurs des Manufactures. Si l'inspection est utile, il n'est pas douteux qu'elle sera plus exacte quand les appointemens des Inspecteurs dépendront de l'exercice de leur emploi; mais si elle est inutile, si l'on s'appercevoit même qu'elle pût diminuer le commerce au lieu de l'augmenter, ne pourrions-nous pas espérer que la Cour, en supprimant les Employés, éteindroit des Droits établis pour former leurs appointemens?

En suspendant notre Jugement sur l'Inspection, nous rendons justice à l'Inspecteur; son zèle nous a paru louable, ses connoissances sur le commerce de la Province, étendues. Vous avez pu, Messieurs, vous appercevoir dans notre rapport que nous avons même adopté quelques-unes des observations contenues dans le Mémoire qu'il a donné.

Sur le vingt-troisième Article, les Etats ont ordonné & ordonnent que, pour décharger les Marchands de Draps, Soieries & Merceries de la Province, & les Fabriquans de Draps & de petites Etoffes, de la somme de 4200 liv. qui se

levoit sur eux par forme d'imposition & par chacun an , il sera fait fonds dans la présente Tenue , de la somme de 8400 l. à raison de 4200 liv. pour chacune des années 1757 & 1758 , pour & au profit du Sieur de Coisy & autres Inspecteurs & Commis. Au moyen de la présente Délibération , lesdits Marchands & Fabriquans demeureront entièrement déchargés de ladite somme de 4200 liv. pour les mêmes années 1757 & 1758.

Sur le vingt-quatrième Article , les Etats ont exempté & exemptent , pendant vingt ans , de toutes impositions réelles les terres nouvellement défrichées , & l'on demandera qu'elles ne soient point aussi sujettes à la Dixme pendant le même espace de temps ; & ont en conséquence chargé & chargent leurs Députés & Procureur-Général-Syndic en Cour de solliciter un Arrêt du Conseil à cet effet , & dont l'exécution commencera du 1^{er}. Janvier 1757.

Les Etats ont accordé par le vingt-septième Article à la Manufacture de M. du Sel des Monts , l'encouragement proposé par la Commission , d'un sol par mouchoir , d'un sol par aune d'Etoffe de trois quarts de lé & au-dessous , & de

deux fols par aune au-deffus de trois quarts de lé (a).

Les Etats ont auffi accordé par le vingt-neuvieme Article , à différentes Communautés , pour le rétabliffement de leurs Ports , la fomme de 118000 liv. & ont nommé M. Magin, Ingénieur de la Marine , pour la direction de tous les travaux des Ports & Havres , des Fontaines publiques , & defléchement des Marais.

Sur le trente-deuxieme Article , au fujet des Habitans de Bourgneuf, les Etats ont ordonné & ordonnent que , lorsqu'à la réquifition des Négocians dudit lieu , quelques-uns des Navires étrangers ou François , qui viendront faire le commerce , & qui auront jetté leur lefte dans la Rade , pour éviter les frais du délestage à terre , auront été condamnés à l'amende prefcrite par les Ordonnances, & que les preuves en auront été adminiftrées aux Commiffaires des Etats , M. Magin fe rendra fur les lieux pour examiner ce qu'il feroit avantageux d'y faire , pour en rendre compte aux Etats prochains.

(a) Les observations que M. du Sel des Monts , nous nous avons trouvées dans ont été fort utiles.
le Mémoire imprimé de

Sur le trente-troisième Article, les Etats ont chargé & chargent M. Magin d'examiner l'état des Ports de Hennebont, Rhedon, Paimpol & la Rochebernard, pour rendre compte à la Tenue prochaine, des ouvrages qu'il conviendrait y faire, avec un état de la dépense.

Et finalement, les Etats ont chargé & chargent la Commission du Commerce d'extraire les parties dont il est nécessaire que le Public ait connoissance, pour les faire imprimer & distribuer aux frais des Etats.

Du Mardi 15 Février 1757.

M. de la Bourdonnaye a représenté que plusieurs Membres de l'Assemblée ont désiré qu'il fût proposé de nommer M. l'Evêque de Rennes, M. le Duc de Rohan, M. de Silguy, M. d'Amilly, premier Président du Parlement, M. le Bret, Intendant, M. le Président de Montboucher, M. le Président de Montluc, & M. de la Chalotais, Procureur-Général du Parlement, Associés de la Société de l'Agriculture, du Commerce & des Arts, ce qui a été agréé par les Etats.

B R É V E T

Qui confirme l'Etablissement d'une Société d'Agriculture , de Commerce & des Arts en Bretagne.

A Ujourd'hui vingt Mars mil sept cent cinquante-sept , le Roi étant à Versailles , s'étant fait rendre compte des Délibérations prises par les Etats de Bretagne , assemblés à Rennes les 28 Janvier , 2 & 15 Février derniers , par lesquelles ils auroient approuvé l'Etablissement proposé à l'Assemblée par les Sieurs Députés à la Commission du Commerce , d'une Société d'Agriculture , de Commerce & des Arts en ladite Province , laquelle seroit composée , dans chaque Evêché , de six personnes chargées de travailler au progrès de ces trois parties , & de correspondre avec un Bureau général établi à Rennes , le tout en la maniere portée par le Règlement pareillement proposé auxdits Etats ; & Sa Majesté jugeant à propos d'autoriser & d'encourager un Etablissement que l'expérience pourra conduire à une plus grande perfection , mais dont l'objet ne peut toujours être que fort

utile à ladite Province & à l'Etat ; Sa Majesté a approuvé & confirmé , approuve & confirme lescdites Délibérations des 28 Janvier , 2 & 15 Février derniers : permet aux Associés agréés par lescdits Etats de s'assembler dans les temps & les lieux , & en la maniere portée par ledit Règlement , pour vaquer aux opérations y énoncées , sans que , pour raison de ce , il puisse leur être apporté aucun trouble ni empêchement ; & pour assurance de sa volonté , Sa Majesté m'a commandé d'expédier le présent Brevet , qu'Elle a signé de sa main & fait contresigner par moi Conseiller Secrétaire d'Etat & de ses Commandemens & Finances.

Signé , LOUIS.

Et plus bas , PHELYPEAUX.

OBSERVATIONS

PRÉLIMINAIRES.

DEs Citoyens qui ont éclairé la Nation par des Ouvrages économiques ou politiques , ont désiré que des Chefs instruits fussent placés par l'Etat à la tête de l'Agriculture (a). Ils ont senti que c'étoit le seul moyen de faire disparaître les préjugés , d'y substituer des principes , & d'augmenter les richesses de l'Etat. Ce sont en effet les productions de la terre qui entretiennent les Arts & les Fabriques ; le Commerce même ne peut avoir un plus ferme appui. Une Société consacrée à l'Agriculture , aux Arts , au Commerce , seroit donc partout l'établissement le plus utile , le plus propre à fortifier les sources de l'aisance publique.

Il étoit digne des Etats de Bretagne , de donner cet exemple à la France , ou

(a) Voyez les avantages & les désavantages de la France & de la Grande-Bretagne, page 184 & suiv.

Les recherches & considérations sur les Finances de France, tome I, page 306.

plutôt de lui fournir ce nouveau secours ; secours d'autant plus puissant , qu'il tend à développer le germe de toutes les richesses , & par conséquent à multiplier les forces de la Nation.

Un projet dont l'exécution suppose tant de persévérance , ne peut être formé & soutenu que par ces grands Corps qui , sous l'autorité du Roi , veillent au bonheur d'une portion de ses peuples. Ces Corps respectables rapportent tout au bien public : leur zele n'est jamais ralenti par les obstacles , & ils savent employer avec sagesse les moyens propres à vivifier les branches utiles qui languissent.

Une administration si bienfaisante ne peut que recevoir l'approbation du Souverain. Aussi la Société d'Agriculture , de Commerce & des Arts étoit à peine instituée , que sur le compte qu'en rendit à Sa Majesté M. le Duc d'Aiguillon , Elle fit expédier un Brevet qui en autorise les assemblées. Ce Brevet est d'autant plus cher à la Société , qu'en applaudissant aux vues de la Province , il présume les succès qui doivent en résulter , & annonce au Royaume que la Nation entière en partagera les fruits.

M. le Duc d'Aiguillon , en l'adressant

à la Société , lui marque que *Sa Majesté*, persuadée du zèle des *Associés* pour le bien public , l'a chargé expressément de les assurer de sa protection. Le vœu de la Province , l'approbation , la protection du Roi ; quels motifs pour des citoyens chargés de contribuer au bonheur de leur Patrie ! Quel appui contre les obstacles que pourroit présenter une carrière si vaste & si difficile à fournir !

La Bretagne est la Province du Royaume qui a le plus de facilité pour le commerce. Riche de ses propres productions ; enrichie par celles de plusieurs Provinces qui y descendent par la Loire , ses Ports nombreux & sûrs la mettent en état de communiquer avec tous les peuples. Le commerce & la navigation s'y sont établis d'eux-mêmes ; mais les Arts si nécessaires au Commerce & l'Agriculture , qui est à la fois la base d'un grand Commerce & le premier des Arts , n'y ont pas fait les mêmes progrès. On ne peut donc s'appliquer trop promptement à l'accroissement des Arts , & sur-tout à la perfection de l'Agriculture. Elle seule peut assurer des succès soutenus. Cette vérité qui appartient à tous les temps , à tous les pays , semble être devenue

plus lumineuse , depuis que les intérêts du Commerce ont une influence si marquée sur les principales opérations politiques. Chaque Gouvernement s'applique aujourd'hui à faire les plus abondantes exportations , & travaille à n'importer que le moins qu'il est possible.

A mesure que l'esprit de Commerce s'étend , on voit augmenter la concurrence. Ainsi les profits des Nations commerçantes doivent diminuer. Peut-être arrivera-t-il , comme l'observe le Traducteur du *Négociant Anglois* (a) , que la balance du Commerce des Nations sera uniquement celle du produit de leurs terres & de leurs Colonies. Cette perspective doit exciter à donner l'attention la plus suivie à l'Agriculture.

L'Angleterre a saisi de bonne heure l'importance de cet objet. Ces vastes Communes qui affaмоient un peuple obstiné à les regarder comme une portion de ses richesses ; qui étoient d'autant plus respectées , qu'aucun particulier ne pouvoit les réclamer comme propriétaire , & que par ce côté elles sembloient être le symbole de la liberté Angloise ; ces

(a) *Discours préliminaire* , page xciv.

vastes Communes par l'autorité législative ont été défrichées. D'abondantes moissons , de riches prairies ont pris la place de ces déserts , & le peuple même ne cesse de regretter les pertes que causoient son ignorance & son opiniâtreté. Peu de temps après cette révolution , la somme des récoltes & du bétail fut presque doublée ; & la population qui marche toujours à la suite de l'abondance , devint bientôt la récompense d'un travail soutenu , protégé & encouragé par le Gouvernement. L'Irlande , & ensuite l'Ecosse imiterent un exemple si propre à réveiller le penchant de tous les hommes vers les richesses. Des Sociétés de Particuliers se mirent à la tête de l'Agriculture ; les Parlemens de ces deux Royaumes récompensèrent ceux dont l'industrie avoit augmenté la somme des biens de leur Patrie. Dans peu d'années l'émulation & le travail créèrent , pour ainsi dire , de nouveaux pays.

Le Dannemarck , la Suede ont fait aussi de l'Agriculture un objet principal d'administration politique. Des Sociétés , des Académies ont été instituées uniquement pour veiller sur les progrès de cet Art important. La Suede a même

porté le zèle au-delà des bornes ; elle a employé & la violence & les châtimens pour exciter les peuples à cultiver : moyens toujours dangereux. Il est difficile de persuader aux hommes qu'on les conduit au bonheur , lorsqu'on leur fait prendre une route semée d'épines & gardée par des satellites armés de fouets.

L'Italie , la fertile Italie a craint de ne pas suffire à ses besoins , lorsqu'une émulation générale auroit produit l'effet qu'on en devoit attendre , & dont on voit de si grands fruits. Elle a placé au milieu de ses Académies , occupées jusqu'alors de sciences spéculatives , de belles-lettres ; elle a placé des Académies d'un genre tout nouveau , puisqu'elles sont purement utiles. Elles sont consacrées à un genre d'utilité auquel on semble donner d'autant moins d'attention , qu'il répond plus à des besoins de première nécessité. L'ignorance & l'ingratitude placent toujours un Art au même niveau que les mains grossières qui l'exercent. Mains respectables par la nature des secours qu'elles fournissent à l'humanité ; méprisées , parce qu'aucun éclat n'appelle les yeux sur ce qu'elles touchent. La multitude ne sçaura jamais que c'est

du sein des travaux en apparence les plus abjects , & souvent du sein de la misère & des larmes , que sortent les richesses , la force & la splendeur des Empires.

La France éblouie par le succès de ses Manufactures , qu'elle doit au grand Colbert ; par l'étendue de son Commerce extérieur , qu'elle doit à son heureuse position , à son génie actif & entreprenant , n'a pas assez profité de la politique de ses voisins. L'Agriculture , qui seule pouvoit soutenir ces Manufactures , ce Commerce , & les mettre à l'abri des coups de la concurrence , a été trop négligée. La vigilance de nos voisins sur cette partie leur a fourni les moyens d'avoir bientôt les mêmes fabriques que nous , & de se passer de nos secours. Leur Commerce s'est accru avec leur Agriculture ; ils exportent leurs marchandises chez des Nations qui n'en recevoient autrefois que des François.

Les Anglois , par exemple , & c'est eux qu'il est essentiel de citer , parce qu'ils sont les meilleurs cultivateurs de l'Europe , & qu'en fait de Commerce la France n'aura jamais de rivaux si dangereux , les Anglois ont imité toutes nos étoffes de soie ; ils fabriquent le coton

sous toutes les formes connues. Voilà deux branches principales qu'ils ont naturalisées chez eux. Tout le monde connoît la supériorité que donnent leurs laines à leurs Manufactures de draps , & combien leurs avantages naturels sur cet objet sont augmentés depuis qu'ils ont multiplié leurs pâturages. Enfin le lin & le chanvre , dont ils ne s'étoient jamais occupés , sont devenus par leur application des productions communes dans leur Isle. L'attention soutenue qu'ils ont donnée à la préparation de ces matieres , les a mis en état de se passer des toiles de France , & de partager le commerce étranger qui nous enrichissoit.

Cet article intéressant particulièrement la Bretagne , il est juste d'y porter des regards plus attentifs. Le lin & le chanvre croissent avec abondance dans cette Province. Elle a toujours retiré de grands avantages du commerce de ses toiles de lin. Ses chanvres fournissent & des cordages & des toiles à voiles à la Marine de ses Ports. Ces toiles que nous nommons *Noyales* *a*), étoient exportées

(a) Le Bourg de Noyal , qu'on y en fabriquoit beaucoup , leur coup.
 a fait donner ce nom , parce

en Angleterre même ; enforte que ce Royaume tout maritime, empruntoit de nous un des principaux moyens de sa navigation. Nous voyons par l'*Essai sur l'état du Commerce d'Angleterre*, que ce n'est qu'à la fin du dernier siècle que les Anglois songerent à se délivrer de ce tribut qu'ils payoient à notre culture & à notre industrie. Ils entreprirent des Manufactures de toiles à voiles, & conserverent chez eux le nom de *Noyales*, qui est si propre à réveiller notre attention sur nos pertes (a). L'Angleterre

(a) Voici les termes de John Cary, qui publia cet Ouvrage en 1695 ; il le retoucha dans la suite, & le présenta au Parlement en 1715.

» Je ne dois pas omettre
 » que des Particuliers ont
 » entrepris depuis peu avec
 » un succès étonnant, des
 » Manufactures de *Toiles*
 » *Noyales*, ou Toiles à voi-
 » les ; leur progrès mérite
 » d'être favorisé. *Tome 1,*
p. 193. On trouve dans le
tome 2, page 200. » On n'a
 » commencé à travailler des
 » Toiles à voiles en Angle-
 » terre, que sous Guillau-
 » me III. (il monta sur le
 » Trône en 1689, & mourut

en 1702.) » Bientôt cette
 » Fabrique fut portée à sa
 » perfection..... En 1742,
 » le Parlement publia un
 » acte pour l'encourage-
 » ment de la *Fabrique de*
 » *Toiles à voiles.* Cet acte
 » ordonne la levée d'un
 » Droit additionnel d'un sol
 » par aune de toutes sortes
 » de Toiles en pieces, &
 » nommément sur les Toi-
 » les à voiles de Fabrique
 » étrangere, importées en
 » Angleterre. Le produit
 » est employé en une gra-
 » tification de deux sols par
 » aune pour l'*exportation* de
 » toutes Toiles à voiles,
 » en pieces, fabriquées en
 » Grande-Bretagne.

n'achete plus nos toiles à voiles. On peut juger du progrès qu'a fait chez eux la culture & la fabrication du chanvre, par la consommation d'une Marine qui a toujours été nombreuse, & qui a plus que doublé depuis le temps où John Cary écrivoit.

Le lin n'a peut-être pas éprouvé une révolution si fâcheuse, puisque nous fabriquons encore beaucoup de toiles de lin. Mais nous ne pouvons nous dissimuler nos pertes sur cet article. L'Angleterre, l'Irlande, l'Ecosse, n'avoient jamais eu de Fabriques de cette espèce que pour une partie de leurs consommations les plus communes. Aujourd'hui l'Europe & les Colonies Espagnoles achètent de leurs toiles pour des sommes immenses. Ainsi la consommation du linge étant presque décuplée, nous perdons & ce que nous aurions pu fournir de plus dans l'augmentation progressive de cette consommation, & le bénéfice que nous faisons sur ces mêmes nations, qui exportent à présent leurs toiles en concurrence avec nous. Il faut ajouter à cette perte, qui est très-considérable, celle que nous éprouvons depuis long-temps sur les fils blancs & sur les fils teints que
nous

nous procuroient nos lins. Les fils teints en particulier formoient une branche de commerce très-étendue , puisque la Bretagne les fournissoit presque seule. Ces fils conservent encore le seul nom qui leur convint autrefois. Ils se nomment par-tout *Fils de Bretagne*. Mais il n'est que trop vrai que cette Fabrique est presque ruinée , par le défaut de fortune , d'industrie ou de capacité des Teinturiers de Rennes , qui n'ont pas sçu la soutenir (a).

Toutes les branches de notre Commerce ont essuyé à-peu-près les mêmes échecs. Nos sels ne sont plus employés dans les salaisons Angloises ; ils préfèrent ceux de Portugal. Les Hollandois ont presque abandonné ceux de Guerrande & du Croisic. Nos eaux-de-vie , nos bleds , nos cires , dont la Ville du Mans retire le plus grand profit (celui des préparations & de la main d'œuvre ,) voilà des objets vraiment dignes de la vigilance & de la protection des Etats ; car il est démontré que tout Commerce qui

(a) M. de Livoy, à qui la Société doit un Mémoire sur le lin vivace ou perpétuel , a formé le projet de s'assurer des causes de la diminution du Commerce des fils teints , & de chercher des moyens de le ranimer.

diminue , entraîne nécessairement la diminution de la culture de la matiere sur laquelle il est fondé. Le cultivateur mesure ses entreprises sur l'assurance d'une vente plus ou moins abondante. Dès que les Arts prépareront peu , & que le Commerce ne fera que de foibles exportations , on doit compter qu'il n'y aura que peu de culture.

Ce principe ne contredit point celui qu'on a déjà établi , que l'Agriculture est le premier Art , celui qui est le fondement de tous les autres , & par conséquent celui qu'il est le plus essentiel de protéger. L'Agriculture , les Arts & le Commerce forment un cercle ; ce seroit détruire ce cercle que d'entamer une de ses parties. Le Commerce seroit ruineux s'il se réduisoit au transport des matieres brutes ; les étrangers les prépareroient , & viendroient ensuite nous les revendre fort cher. Les Arts si nécessaires au Commerce , seroient inutiles dans un Etat , si les productions de la terre ne fournissent pas les matieres sur lesquelles ils s'exercent. C'est donc évidemment l'Agriculture qui est le principe de tout Art , de tout Commerce. Elle subsiste par elle-même , parce qu'elle est d'étroite

nécessité pour la conservation des hommes , le reste ne subsiste que par elle. Ainsi , quoique la culture diminue lorsque le Commerce languit , il n'en est pas moins vrai qu'une Agriculture florissante appelle les Arts , en leur fournissant des matieres à meilleur marché. Les Arts à leur tour , lorsqu'ils sont bien entretenus , ouvrent mille routes au Commerce par où s'écoule le superflu des productions & de l'industrie nationale , & par où rentrent l'aisance & les richesses.

Cette courte exposition développe suffisamment les motifs qui ont porté les Etats à réunir des objets qu'une politique fondée sur la nature des choses , regardera toujours comme inséparables. La Société qu'elle a établie , a pour but *l'Agriculture , les Arts & le Commerce* , c'est-à-dire , la réunion de tout ce qui peut apporter de l'aisance parmi le peuple , & par conséquent des richesses dans le Royaume.

Plus les vues des Etats sont solides & étendues , plus ils auront senti l'impossibilité de les remplir dans l'espace de dix-huit mois. Les Membres de la Société eux-mêmes ne se sont pas dissimulé le poids du travail que la Province at-

tend de leur amour pour la Patrie , de leur reconnoissance sur le choix dont ils les ont honorés. Ils n'ont été arrêtés que par des obstacles infurmontables. Les circonstances de la guerre ont jetté les Arts & le Commerce dans un état de langueur , très-propre à faire méconnoître la juste mesure de nos forces & de notre foiblesse sur ces deux parties. Un examen solide à cet égard demande le retour de la paix. Alors nos Arts & notre Commerce ne sont point défigurés par des événemens qui leur soient étrangers. Ils se montrent tels qu'ils sont. D'ailleurs l'activité de la Nation pour réparer les pertes causées par la guerre , indique plus sûrement les branches qui sont susceptibles d'appui , & , ce qui n'est pas moins important , le genre d'appui le plus convenable pour les faire prospérer.

L'Agriculture se ressent aussi des secousses de la guerre , & par le vil prix des denrées dont le Commerce ne peut plus la décharger , & par la diminution de culture que cause nécessairement la vilité de prix des productions. Cependant quelques parties qui soutiennent le Commerce intérieur , demeurent à peu

près intaâtes. Elles ne diminuent qu'en proportion de la frugalité & de la retenue du consommateur , causée par l'influence de la guerre sur la fortune des particuliers. La Société s'est donc attachée plus particulièrement à ce qui concerne l'Agriculture , quoique la guerre ait causé des altérations sensibles dans cette branche essentielle.

C'est par l'Agriculture que commencera le *CORPS D'OBSERVATIONS* que les Etats ont chargé la Société de leur présenter. L'article des Arts , celui du Commerce viendront ensuite. Si ces derniers ne sont pas aussi considérables qu'on l'eût désiré , c'est une suite du malheur des temps : on ne doit rien imputer au défaut de zele. Ce que fournira la Société , suffira peut-être pour prouver à la Province que ses intentions seront remplies dès que des temps plus heureux permettront de s'y appliquer plus universellement & avec moins de contradictions.

Mais , avant de présenter un Corps d'Observations , la Société rendra compte aux Etats de l'attention qu'elle a donnée aux objets qu'ils ont cru devoir encourager plus particulièrement. Elle va

rassembler sous quelques articles des Délibérations du 10 Février 1757, des faits qui peuvent contribuer à assurer le succès des dispositions bienfaisantes de la Province.

ARTICLE PREMIER.

Écoles de Dessin à Rennes & à Nantes.

Ces Écoles ayant été mises sous l'inspection de la Société, le premier soin du Bureau de Rennes fut d'examiner *sur quelle partie du Dessin le Maître donneroit des leçons à ses élèves.* On crut devoir penser que le vœu de la Province étoit plutôt de former de bons Artisans, que d'accroître le nombre des Artistes. Le fils d'un Serrurier, d'un Charpentier, d'un Maçon, qui dessineroit passablement la figure, abandonneroit la profession de son pere; il voudroit devenir Peintre ou Architecte. Le nombre de nos Artisans diminueroit: celui des mauvais Artistes, qui n'est déjà que trop grand, augmenteroit encore: les ouvriers demeureroient dans l'état d'incapacité d'où les Etats cherchent à les tirer.

On jugea donc qu'on devoit regarder comme les meilleures leçons, celles qui deviendroient d'une utilité plus générale. Le Maître fut chargé d'apprendre

à ses écoliers à tracer des surfaces régulières ; des assemblages de charpente , de ferrurerie , de menuiserie ; des coupes de Machines ; des Machines entières , comme un Moulin à bled , un Métier de Tisserand ; des pièces d'horlogerie , &c. & enfin quelques morceaux d'ornement. Les motifs qui déterminèrent le Bureau de Rennes , sont exposés dans un Mémoire qui fut envoyé au Bureau de Nantes.

Les difficultés inséparables des nouveaux établissemens ont empêché le Maître de suivre exactement le plan qu'on lui avoit tracé. Les élèves se sont attachés par préférence à dessiner des fleurs & de l'ornement ; quelques-uns même ont voulu dessiner la figure. Peut-être eût-il été dangereux de contrarier leur goût avant que l'École de Dessin fût assez affermie. Le Bureau permit au Maître de se prêter aux circonstances.

Il donna le 27 Août 1757 une liste de 97 écoliers. Il remit successivement de semblables listes ; la dernière qui est du 3 Septembre 1758 , contient les noms de cent élèves.

Le Bureau le chargea d'apporter de temps en temps quelques Dessins de son

École. Quelque imparfaits que soient ces Dessins , on y remarque de l'application & des progrès de la part de ceux qui les ont faits.

Le Bureau de Nantes a permis au Maître de Dessin d'enseigner indistinctement la figure , le payfage , l'ornement , la perspective.

Cette École a presque toujours été composée de 250 élèves. Le Maître a remis au Bureau de Nantes plusieurs de leurs Dessins. La Société a réuni ceux des deux Ecoles dans un Porte-feuille , afin que les Etats puissent juger eux-mêmes des espérances que donnent ces établissemens (a).

ARTICLE II.

Imitation des Toiles d'Hollande , de la premiere & de la seconde qualité.

La Société fut avertie par M. de la Bourdonnaye , Procureur-Général-Syndic , que des Fabriquans de Quintin feroient leurs efforts pour mériter les prix de 300 liv. & de 200 liv. promis par les Etats à ceux qui imiteroient les deux premieres qualités de toile d'Hollande.

(a) Les Etats , par une Délibération du 17 Février 1759 , ont établi une Ecole de Dessin à Saint-Malo ; semblable à celles de Rennes & de Nantes.

On en chercha inutilement à Rennes & à Nantes pour servir de modèles. On fut obligé d'en faire venir de Rouen. Les coupons furent étiquetés & scellés du sceau de la Société, afin qu'on ne pût y substituer des toiles d'une autre qualité. On remit des échantillons à M. Geslin, Substitut de MM. les Procureurs-Généraux-Syndics, que M. de la Bourdonnaye avoit chargé de les faire passer aux Fabriquans qui offroient de les imiter.

La Société a conservé un échantillon de chaque espèce de toile qui a été donnée pour modèle ; ainsi les Etats jugeront si elle a bien choisi l'objet de l'imitation qu'ils ont désirée. Ceux qui croiront mériter les prix proposés, se présenteront sans doute aux Etats avec les modèles qui leur ont été remis (a). La

(a) Deux Fabriquans présenterent à MM. de la Commission du Commerce deux pieces de toile de dix à douze aunes, façon d'Hollande ; l'une étoit en écru, l'autre avoit été fabriquée avec du fil blanc. Ces Fabriquans n'avoient point rempli les conditions imposées par la Province d'imiter *tant la qualité, la longueur & la largeur, que le blanc & le pliage*. Cependant elles étoient assez bien fabriquées pour mériter un encouragement. Ce fut l'avis de MM. de la Commission du Commerce ; & les Etats, par une Délibération du 17 Février 1759, accorderent une gratification de 100 liv. aux deux Fabriquans.

Société qui n'a pas vu leur ouvrage , ne peut rendre compte du succès de leurs efforts pour répondre aux intentions de la Province.

ARTICLE III.

Manufactures de Papier.

Avant que de donner des instructions aux Papetiers sur les moyens de perfectionner leurs Fabriques , la Société crut qu'il étoit nécessaire de découvrir , s'il étoit possible , l'obstacle qui empêchoit celles de Fougères , d'Antrain , de Bazouges & des environs , de faire des papiers plus blancs , mieux collés & d'une plus haute qualité. La recherche de cet obstacle donna lieu d'entrevoir que les instructions seroient inutiles , jusqu'à ce que la cessation de la guerre permît d'attaquer la routine & les préjugés des Fabriquans par leur intérêt.

Quelques Associés ont interrogé ceux de ces Fabriquans qui ont le plus d'intelligence. Ils ont répondu unanimement que , trouvant le débit de leur marchandise , ils ne s'exposeroient pas à faire de beau papier dont la vente ne seroit pas sûre. Ils alléguent d'ailleurs qu'ils manquent de drapeau fin ; que les

Papetiers des Provinces voisines enlèvent presque tout celui de Bretagne ; que la petite quantité que peuvent en avoir les nôtres , ne vaut pas la peine d'en faire le triage. Rien ne prouve mieux la possibilité de perfectionner nos papiers. Le drapeau fin que tirent les Provinces voisines est renchéri par les frais de voiture. Lorsque nous consommons le papier qui en a été fabriqué , nous avons à payer de nouveaux frais de transport. Nos Fabriquans étant dispensés de ces doubles frais , pourroient vendre à meilleur marché , & par-là s'assurer la préférence. Le drapeau fin resteroit en Bretagne ; il y seroit assez abondant pour exciter au triage ; & le bon marché , joint à la bonne fabrication , assureroit la consommation. Mais la crainte de perdre sur les Essais ne permet pas aux Fabriquans de sentir l'avantage qu'ils trouveroient à suivre ces principes. Il paroît qu'on ne doit espérer de les y amener , que lorsque la cessation de la guerre permettra les exportations.

La Société en a une preuve dans l'imitation qui a été faite à Clifson de cette espèce de papier de Gènes , dont les *Espagnols font une si grande consumma-*

tion ; imitation que les Etats ont promis de récompenser par l'article dont il s'agit ici. M. de Montaudouin , Associé du Bureau de Nantes , s'est chargé de prendre pour son compte trente rames de ce papier. Le Sieur Bureau , Fabriquand , n'ayant plus à craindre de perdre sur l'essai proposé , a fait une bonne fourniture. M. de Montaudouin , qui a envoyé ces trente rames en Espagne , instruira la Société du jugement qu'en porteront les Espagnols. La Société pense que ce Fabriquand mériterait d'être encouragé par la Province (a). Si la paix permettoit aux Négocians de nos Ports de courir les risques de quelques essais , il y a lieu de croire que toutes nos Papeteries feroient perfectionnées en peu de temps , & que les Fabriquans trouveroient dans leurs bénéfices , des motifs d'émulation que de légers encouragemens feroient prospérer.

Malgré l'attachement de nos Papetiers à leur routine , la Société a remis des modèles de papier d'Hollande & de Gènes à M. Geslin qui les a envoyés à différens Fabriquans. S'ils se sont exercés à les imi-

(a) Les Etats , sur la comparaison du Papier du Sieur Bureau avec le modèle , lui ont accordé une gratification de 100 livres , par délibération du 17 Fév. 1759.

ter , & que leurs soins aient réussi , la promesse d'une récompense les portera sans doute à présenter aux Etats le fruit de leur industrie.

La Société croit devoir terminer cet article par une observation digne d'attention. On se plaint universellement dans la Province de la défectuosité des papiers timbrés ; ils sont jaunes , chargés de corps étrangers , d'une mauvaise odeur , & si mal collés , que l'encre les pénètre avec la plus grande facilité. Ce dernier défaut intéresse toutes les familles. Les minutes des Tribunaux , celles des Notaires , les Registres de Baptêmes , Mariages & Sépultures , les titres des Seigneuries , enfin tous les Actes qui assurent l'état & la fortune des hommes , sont écrits sur ce papier défectueux. Un seul Papetier établi à Fougères est chargé de le fabriquer. S'il est intéressé à n'y employer que les plus mauvaises matières , & à n'y donner que le moins de perfection qu'il lui est possible , le Fermier peut avoir autant d'intérêt à se faire fournir du papier au plus bas prix , & par conséquent de la plus mauvaise qualité.

Il paroît que les Etats peuvent attaquer cet abus avec d'autant plus d'avantage

que la Bretagne est la seule Province du Royaume où l'on ait osé le porter si loin. Pour s'en assurer , on a fait venir de toutes les especes de papiers timbrés dont on fait usage dans la Généralité de Paris , dans celle de Caën , dans celle de Tours qui fournit les Provinces d'Anjou & du Maine. On y a joint du papier timbré de Bretagne. La comparaison de ces papiers suffit pour sentir la nécessité d'astreindre le Fermier de la Formule , à servir le Public avec l'attention qui lui est dûe par-tout , & dont on ne s'est écarté qu'en Bretagne. Il n'est pas possible de présumer que ce Fermier ait un titre particulier , pour se servir de papier inférieur à celui des Fermiers du même droit dans les autres Provinces.

Quelque étrangère que puisse paroître cette observation aux travaux de la Société , elle y a plus de rapport qu'on ne feroit d'abord porté à le croire. L'immense consommation qui se fait de ce papier , (& c'est le plus défectueux de nos fabriques) accoutume les Officiers de Justice à se contenter de mauvais papier en tout genre. Les Fabriquans qui trouvent le débit de leur mauvais papier , ne songent point à mieux servir

le consommateur. Si la beauté du papier timbré accoutumoit les gens de Justice (qui font , sans comparaison , la plus grande consommation de papiers ordinaires) à se rendre plus difficiles , les Papetiers s'attacheroient par intérêt à perfectionner leurs Fabriques. Ce seroit un grand pas vers le Commerce d'exportation ; & ce Commerce est le fruit le plus desirable des encouragemens proposés par les Etats (a).

ARTICLE IV.

Manufacture de Couvertures de laine.

On s'est informé de l'état actuel de la Manufacture de Quimperlé. Une personne qui ne veut pas être nommée , a mandé que cet établissement étoit dans le même état qu'avant la gratification accordée par la Province , c'est-à dire , *une ombre de Manufacture* ; qu'on n'y a pas fait une Couverture depuis un temps infini ; qu'il n'y a ni pauvres , ni ouvriers.

(a) Les Etats ayant acquis les droits de Timbre des papiers & parchemins, ont fait un arrangement provisionnel, par lequel ils en ont laissé la régie au Fer-

mier des Devoirs, pendant les années 1759 & 1760. Cet arrangement n'auroit pu s'accorder avec ce que la Société proposoit avant l'acquisition.

Sur cet avis , on pria un Gentilhomme de la Province de vérifier les faits. Il voulut bien se transporter à la Manufacture. Il répondit qu'il n'avoit trouvé d'ouvriers d'aucune espèce , qu'un seul enfant qu'on lui dit être un des élèves que les États avoient ordonné de former ; qu'il vit quatre métiers montés , & dans un seul une Couverture commencée ; qu'on lui montra des Couvertures fabriquées depuis peu , de très-bonne qualité ; que l'approvisionnement des matieres ne valoit pas la peine d'en parler , qu'il se réduisoit à quatre ou cinq fuseaux ; que les chaudières pour la teinture avoient travaillé deux ou trois fois pendant l'automne de 1758 ; que dans le même temps il y avoit eu deux ou trois ouvriers qui depuis ont quitté cette Fabrique ; qu'aujourd'hui elle est dépourvue de tout ; que le Sieur *** rejetta l'état de *délabrement* où se trouvoit sa Fabrique, sur son Teinturier , qui en le quittant , lui avoit enlevé ses ouvriers.

La Société a été d'autant plus sensible à l'abandon presque total de cet établissement , qu'il pouvoit devenir d'une grande utilité pour la Province. Elle ne peut s'empêcher de représenter aux
États ,

Etats , que le feul moyen de la ranimer feroit de fubftituer un encouragement pour chaque Couverture fabriquée , à des gratifications dont on abufe prefque toujours. Au cas que les Etats prennent ce parti , il feroit néceffaire de déterminer les qualités & les différentes grandeurs des Couvertures , & d'y proportionner l'encouragement.

ARTICLE V.

Prairies artificielles. Graines de Trefle , de Turneps , de Garance , de PafTel. Préparation du Chanvre.

La Société a donné fur les Prairies artificielles , des inftructions & des exemples. A l'égard des gros Navets , ou Turneps , M. de la Chalotais & M. de Montluc en ont femé avec le plus grand fuccès. On fit venir de la graine de Londres en 1757 ; mais les embarras de la guerre forcerent à la tirer par la voie d'Hollande , enforte qu'elle fut femée trop tard. Cependant M. de la Chalotais eut des Navets de vingt-un pouces de tour. On réferva de la graine pour cette année (1758). Elle a produit des Navets de deux pieds de tour , du poids de cinq & fouvent de fix livres.

M. de la Chalotais & M. de Nevet ont fait venir des racines de Garance de Lille en Flandres. La plus grande partie a péri. Ce qui a résisté , a très-bien réussi ; mais ce n'est point assez pour former des Garancieres. On a assuré au Bureau de Vannes , que le Sieur Rouyer , Teinturier , établi à Lorient , se servoit souvent de Garance qui croît naturellement dans la Paroisse de Plouhinec , & sur-tout dans la Falaise.

A l'égard du Pastel , la Société n'a pu en faire cultiver ; mais elle a été avertie qu'on l'avoit devancée , à cet égard , à Lorient. Le Sieur Rouyer en a semé dans son jardin , qui a très-bien réussi , & dont il dit avoir fait usage dans ses teintures. On a envoyé à la Société de la graine de très-bonne qualité , qu'on dit avoir été recueillie en Bretagne.

Les Etats ayant eux-mêmes ordonné l'impression (a) du Mémoire de M. Marcandier , sur la culture du Chanvre , les Exemplaires en furent remis à la Société. Elle crut devoir retarder de les répandre dans la Province , par des motifs qui s'accordoient avec les inten-

(a) Voyez ci-devant l'Article V des Délibérations des Etats , page 21.

tions qu'avoient les Etats , lorsqu'ils en ordonnerent l'impression.

Le Mémoire de M. Marcandier ne contient aucun détail sur les déchets que donnent les chanvres préparés suivant sa méthode. Il appuie d'ailleurs avec une espèce d'affectation sur les différens usages auxquels les étoupes sont propres. Ces deux circonstances firent craindre qu'en suivant ses procédés , il ne se trouvât une perte trop considérable sur les chanvres. M. d'Amilly se chargea de demander à M. Dodard , Intendant de Berry , ce que la Société devoit espérer ou craindre à cet égard. La réponse de M. Dodard justifie la circonspection de la Société sur cette préparation. Elle porte que cette méthode ne s'accrédite point dans le Berry , parce que les ouvriers *la trouvent trop dispendieuse , non en argent mais en matières ; que la filasse qu'on en retire , revient à 3 liv. la livre pesant.*

Dans le temps qu'on reçut cette réponse , M. de *** s'occupoit à vérifier les procédés de M. Marcandier. On prit le parti d'attendre le résultat de son expérience. Il vint en effet à une des assemblées de la Société , & il fit l'exposé d'un essai en petit , qui paroissoit favorable

à la nouvelle méthode. Mais comme les expériences en petit ne peuvent donner que des résultats équivoques, on l'invita à faire un essai en grand. Il promit de s'en occuper. Ses affaires l'en ont sans doute détourné. Ainsi le Bureau n'a eu aucune raison de se défaire de la crainte de nuire aux cultivateurs, en leur recommandant une pratique qui est certainement avantageuse du côté de la beauté du chanvre, mais qui peut être ruineuse par le défaut de quantité de filasse. La Société comptoit profiter des épreuves faites en grand par MM. de Beauregard & Despinose. Ils en ont été si satisfaits qu'ils ont négligé de tenir des notes des déchets & des produits.

ARTICLE VI.

Draps de Vannes & de Josselin.

Les Etats ont ordonné qu'on déposeroit des coupons de Draps de Lodeve & d'Elbeuf chez les Fabriquans : Et pour exciter l'émulation, ils ont promis une récompense de 10 liv. par pièce à ceux qui auroient bien imité le modèle.

M. de la Bourdonnaye, Procureur-Général-Syndic, ayant fait proposer cet encouragement dans les différentes Manu-

factures de Draps , les Fabriquans répondirent qu'ils ne changeroient rien à leur commerce par plusieurs raisons qui sont ,

1°. La crainte de plus fortes impositions , s'ils fabriquoient de plus belles étoffes.

2°. Que la tissure de leurs Draps n'est pas la même que celle des Draps de Lodeve & d'Elbeuf.

3°. Que les laines du Pays ne pouvoient se filer assez fines.

4°. Que les foulons n'étoient pas les mêmes.

5°. Que les métiers étoient différens.

6°. Qu'ils étoient sûrs de vendre leurs Draps sortant du métier tels qu'ils sont ; que peut-être ne trouveroient-ils pas à les vendre si facilement , faits sur le modèle de ceux de Lodeve & d'Elbeuf.

Pour mieux juger des motifs de la répugnance que montroient ces Fabriquans pour l'imitation des Draps de Lodeve & d'Elbeuf , M. de la Chalotais fit venir de Vannes & de Josselin les laines brutes , peignées & filées , qu'ils emploient , & un coupon des Draps qu'ils fabriquent.

Ces Draps qui sont croisés & fabriqués sur des Métiers à doubles marches , sont très-bien tissus , mal foulés & composés d'assez belles matières. La plupart

des laines dont ils font usage , sont tirées d'Espagne & de Barbarie , mais ils ne sçavent ni les peigner ni les filer. Leurs laines brutes qui devoient se perfectionner à chaque préparation , y sont visiblement détériorées. Le peigne les salit & les durcit , & la fileuse fait des duites si grosses , si inégales , qu'à peine la matière première est-elle reconnoissable.

Comme il est évident que ce sont les peigneurs & les fileuses qui manquent à ces Manufactures , les encouragemens devoient être appliqués principalement à ces deux préparations. Rien n'est plus essentiel que de perfectionner la filature en tout genre. C'est par cette voie que se sont améliorés dans le Royaume les Draps , les étoffes de laines , les toiles de lin & de chanvre ; c'est par une application soutenue sur cette main d'œuvre , qu'on pourroit s'assurer de grands bénéfices sur les cotons de nos Colonies. Ils sont d'une qualité supérieure & à meilleur marché que dans toute autre Province du Royaume. Il ne nous manque que de sçavoir les filer & les fabriquer.

La Société s'est assurée que la Bretagne fournit une assez grande quantité de très-bonnes laines. Nos ouvriers n'ont be-

soin que d'en sçavoir faire le triage , & que d'être excités par la beauté & par l'égalité du fil. C'est aux Etats qu'il appartient de donner la vie à une branche de fabrication , d'autant plus importante qu'elle est étroitement liée à l'Agriculture par l'amélioration que reçoivent les terres de la multiplication des moutons.

ARTICLE VII.

Métiers à deux Navettes.

La Société n'a eu aucune connoissance qu'il se soit formé des élèves à Rennes , ou à Morlaix , dans l'art de se servir de la *Navette Angloise* , ou ce qui est la même chose , dans l'art de faire fabriquer dans un Métier deux pieces de toile à la fois , par un même ouvrier (a).

(a) Le Sieur Tribert, Inspecteur des Manufactures à Morlaix, a fait faire deux pieces de toile, en même temps & sur un même Métier, par le nommé du Ronzoy, Soldat du Régiment de Bourbon. Elles furent présentées à MM. de la Commission du Commerce, avec des preuves authentiques que ces deux pieces avoient été fabri-

quées en huit jours, & qu'il en eût fallu quatorze pour les faire l'une après l'autre sur un Métier ordinaire. Ces toiles étoient bien fabriquées. Sur le compte qui en fut rendu aux Etats, ils ordonnerent qu'on solliciteroit le congé du Soldat aux frais de la Province, & qu'on lui acheteroit un Métier à deux Navettes, s'il vouloit rester en Bretagne.

ARTICLE VIII.

Etamines d'Ancenis.

Les Associés du Bureau de Nantes se sont informés de l'effet qu'avoit produit l'encouragement proposé par les Etats pour rétablir cette Fabrique. On leur a assuré que les ouvriers qui restent, quoique très-instruits dans leur profession, sont hors d'état de rien entreprendre. Un Citoyen d'Ancenis crut qu'il parviendrait à faire naître l'émulation, en écrivant à des Ouvriers de Tours les propositions que faisoit la Province à ceux qui voudroient former cette entreprise : il n'a reçu aucune réponse de ces Ouvriers.

ARTICLE IX.

Rouet à filer des deux mains à la fois.

La demoiselle Vindack n'a point formé d'élèves.

ARTICLE X.

Impression sur les Toiles de lin.

Cet Article est extrêmement intéressant pour la Bretagne. La permission d'imprimer des Toiles de lin, comme on le fait en Silésie, à Hambourg, en Ecosse, en Irlande, &c. augmenteroit nécessairement la culture de ses lins, leur fila-

ture & leur fabrication. Ce feroit une ressource inestimable pour une multitude de mains désoeuvrées , & sur-tout pour les femmes qui , dans les campagnes , & souvent dans les villes , manquent du nécessaire , faute d'occupations assorties à la foiblesse de leur complexion & à la vie sédentaire à laquelle elles sont destinées.

La Société impatiente de connoître les intentions du Gouvernement sur ce sujet , n'a rien négligé pour s'en faire instruire avec exactitude. Elle a sçu que l'impression des Toiles en général , étoit tolérée , & que le sieur Ferrey étoit allé à Nantes , en vertu d'une permission tacite , pour y former un établissement de cette espèce. En effet l'établissement du sieur Ferrey a été commencé. Son projet est de teindre *en réserve* , ou à la *réserve* ; ce qu'il prétend être la même chose qu'*imprimer des Toiles*.

Le Bureau de Nantes qui a examiné le travail du sieur Ferrey , dit qu'il imprime *sur le coton*. Ainsi sa Manufacture ne rempliroit pas les vues des Etats , qui sont d'obtenir la liberté d'imprimer *sur le lin*. On ajoute que ses Toiles imprimées sont chères ; inconvénient inséparable des permissions tacites ou expresse , accor-

dées à des particuliers. Le vœu des Etats pour l'augmentation de la culture du lin, de la filature & de la fabrication, ne peut être rempli que par une permission générale. Il n'y a que les permissions de cette espèce qui soient utiles à l'Etat, parce qu'elles établissent la concurrence, & multiplient les mains occupées; moyens uniques de faire naître l'aisance & le bon marché.

On peut juger des bénéfices que produiroit à la Province, & par conséquent à l'Etat, la permission d'imprimer sur le lin, par ceux des Irlandois sur le même objet. » On enlève de leurs Toiles pour
 » plus de deux millions de verges par an,
 » depuis qu'il est permis d'en imprimer
 » & d'en peindre. » (*John Cary, tom. I, pag. 198.*)

Le même Auteur dit, *pag. 416* :
 » La défense des Toiles peintes *des Indes*
 » en Angleterre, a donné aux Manufac-
 » tures *un encouragement infini*. Il s'est
 » formé une nouvelle profession à Lon-
 » dres de gens qui s'occupent à *peindre*
 » & à *imprimer des Toiles d'Irlande*, à
 » l'imitation des *Indiennes*. La vogue
 » s'en soutient toujours. »

Il semble donc que les Etats ne peu-

vent trop insister sur la nécessité d'accorder à la Bretagne la permission d'imprimer sur le lin. C'est une plante que ses habitans cultivent , qu'ils préparent , qu'ils filent , qu'ils fabriquent , & dont ils ne tireront bien parti , que lorsqu'ils auront la liberté de varier la forme de leurs Toiles. Cette nouvelle industrie sera une ressource pour une infinité de malheureux qui manquent de travail. On doit d'ailleurs envisager que ce seroit une branche de Commerce inappréciable , si les Espagnols , chez qui l'usage du coton est interdit , s'accoutumoient à porter des Toiles de lin peintes. Il est d'autant plus naturel de compter sur cet article d'exportation , que ces Toiles seroient de toutes les étoffes la plus convenable à un Pays chaud.

ARTICLE XI.

Chapeaux de Castor.

Les circonstances de la guerre mettant obstacle à l'importation de la matière première , il eût été bien difficile de porter nos Fabriquans de Chapeaux à profiter de l'encouragement offert par les Etats. Un obstacle d'un autre genre se présentera même lorsque la France jouira

de la paix ; c'est le privilège exclusif de la Compagnie des Indes pour la traite des Castors. Ce privilège produit l'effet inséparable de tout exclusif. En écartant la concurrence , il cause la rareté , & par conséquent le surhaussement du prix de la matière. Par contre-coup l'industrie s'en ressent ; les Fabriques sont moins nombreuses , & elles vendent plus cher , parce qu'elles vendent moins & avec moins de concurrens. Le Commerce d'exportation devient impossible , 1°. par le défaut d'une fabrication assez abondante pour excéder la consommation intérieure ; 2°. par l'impossibilité de soutenir la concurrence de l'Etranger qui , n'ayant pas les mêmes obstacles à vaincre , fabrique plus & à meilleur marché.

Tant que le privilège exclusif subsistera , il est impossible que la Manufacture de Chapeaux de Castor s'établisse dans la Province , sans prendre des arrangements avec la Compagnie des Indes. Elle ne distribue les peaux qu'aux Chapeliers de Paris , de Lyon & de Rouen. Il arrive souvent que la quantité que doit avoir chaque Maître de ces Fabriques , est répartie sur des rolles arrêtés de concert entre les Communautés de ces Fa-

briquans. Il est donc sensible qu'un arrangement avec la Compagnie des Indes est un préliminaire indispensable. Dans l'état actuel de la vente du Castor , quelque considérable que pût être l'encouragement qu'accorderoient les Etats , nos Fabriques auroient bien de la peine à soutenir une concurrence profitable avec celles de Paris , de Lyon & de Rouen.

ARTICLE XII.

Mines de Charbon de terre.

La Société regarde l'exploitation des Mines de Charbon de terre comme un objet de la plus grande utilité. Ce fossile supplée le bois dans mille occasions ; & le bois doit être aujourd'hui un objet d'épargne , parce qu'il diminue de jour en jour d'une manière sensible. Rien n'est plus intéressant pour une Province maritime. Ainsi les Etats procureroient de nouvelles richesses , s'ils se portoient à exciter l'exploitation des Mines de Charbon de terre , par une gratification proportionnée à l'extraction qui en seroit faite (a).

(a) Les Etats ont promis par une Délibération du 17 Févr. 1759 , d'accorder des récompenses , à la prochaine tenue , à ceux qui auront exploité dans la Province de nouvelles Mines de Charbon.

ARTICLE XIII.

Recherche des Pierres de Moulage.

M. le Brigand, Procureur-Fiscal de Pontrieux, a envoyé à la Société un morceau assez gros d'une espèce de Pierre qui ressemble extrêmement à ces Pierres de *Moulage*, qu'on nomme dans l'Evêché de Rennes, *Brie de Rouen*. S'il étoit prudent de juger de la nature des corps par leurs caractères extérieurs, on n'eût pas balancé à regarder la Pierre dont il s'agit, comme un *Moulage* propre à bien moudre toutes les espèces de grains; mais l'expérience est le seul guide qu'on doit suivre dans ces occasions. Personne n'a voulu risquer de faire des Meules avec cette Pierre, aux environs de Pontrieux d'où elle est tirée. On eût encore moins trouvé de gens disposés à en faire faire cent paires de Meules pour acquérir la récompense de 2000 liv. promise par les Etats. Ainsi la découverte de M. le Brigand est demeurée sans suites.

Si les Etats faisoient la légère dépense de faire faire une ou deux paires de Meules de la Pierre dont il s'agit; qu'elles fussent livrées à une personne zélée & intelligente, qui observât 1°. si le bled

qu'elles moudroient , donne d'aussi belle farine que lorsqu'il est moulu avec les Meules connues ; 2°. si elles ne s'usent pas plus promptement ; la Société pense qu'il seroit plus aisé de trouver des personnes disposées à mériter la récompense proposée.

ARTICLE XIV.

Graines de Lin de Riga & de Zélande.

Les froids vifs du mois d'Avril , & la séchereffe excessive & constante du mois de Mai 1758 , ont été fort nuisibles aux Lins. Le canton de Bécherel , où il s'en fait chaque année une récolte si considérable , a beaucoup perdu par les froids & par la séchereffe dont on vient de parler. M. de Montluc a assuré au Bureau de Rennes que cette plante n'avoit pas mieux réussi dans les Evêchés de Léon & de Tréguier.

Les Graines étrangères distribuées par ordre des Etats , se sont ressenties de ces contre-temps ; cependant celles qui y ont résisté , ont donné des Lins si supérieurs à ceux qu'on étoit dans l'usage de recueillir (sur-tout dans le Comté Nantois) que le bienfait des Etats , a produit tout l'effet qu'ils s'en étoient promis.

Le vœu de la Province étoit de faire connoître dans la partie méridionale de la Bretagne , l'avantage de se servir de Graines étrangères. Le succès a été si marqué , que le Bureau de Nantes croit qu'il n'est plus nécessaire de faire distribuer de la Graine au-dessous du prix qu'elle a coûté. Il pense que pour achever d'accréditer celle de Riga & de Zélande , il suffiroit que les Etats fissent un fonds pendant quelques années pour en faire distribuer au prix coûtant. On ajoute , & cette réflexion est très-digne d'attention , que si cette faveur s'étendoit par-tout , ce seroit le moyen *de faire cesser les gains excessifs de ceux qui se sont emparés de cette précieuse branche d'Agriculture & de Commerce.*

On croit assez généralement qu'en Bretagne le Commerce de cette Graine n'est qu'un monopole. Plusieurs Membres de la Société ont cherché à pénétrer en quoi ce monopole consiste , & par quels moyens on pourroit le faire cesser. Ils n'ont pu rien découvrir de précis ; mais les soupçons , loin de diminuer , n'ont fait qu'augmenter : ainsi il seroit fort important de faire à ce sujet de nouvelles recherches.

On

On prétend que les Marchands de graine de lin du Nord , font acheter secrètement & par différens Commissionnaires , toute la graine du Pays. Leur prétexte est de la revendre aux Hollandois pour en extraire l'huile. Ce manège a fait soupçonner que l'art de ces Marchands se réduisoit à bien imiter les barils de graine étrangère ; à vendre dans l'Evêché de Léon celle de l'Evêché de Tréguier ; & à Tréguier les graines de Léon.

Cette conjecture est fondée sur l'expérience que disent avoir plusieurs Laboureurs , qu'en semant de la graine du Pays , qu'on avoit bien laissé mûrir , elle produisoit autant & d'aussi beau lin que celle du Nord. Qu'il falloit seulement avoir l'attention de ne la pas semer dans le même terrain où elle avoit été récoltée , mais d'une Paroisse dans une autre. Cette observation qui s'accorde avec des expériences connues sur d'autres végétaux qu'on veut empêcher de dégénérer , sera détruite ou confirmée par des expériences qui seront faites en 1759. Au reste on verra dans le Corps d'Observations , que M. de la Chalotais compte répéter un procédé pour régénérer les

graines de lin épuisées. Le lin est une production si essentielle pour la Bretagne, que la Société donnera toute son attention aux moyens d'en multiplier la culture ; soit en découvrant & en faisant cesser le monopole dont on se plaint ; soit en publiant des instructions sur la manière de tirer un aussi bon parti de nos graines que de celles du Nord.

ARTICLE XV.

Farines de Nérac.

La Société n'a reçu aucun avis qui lui ait donné lieu de penser qu'on cherchoit à former des établissemens propres à fournir des Farines semblables à celles de Nérac. La cessation de la plupart des entreprises de Commerce ne pouvoit qu'éloigner les particuliers de celles dont le succès dépend de l'activité du Commerce même. Il n'est donc pas étonnant que personne n'ait travaillé à mériter la récompense promise. Mais comme cet objet est très-intéressant pour les approvisionnemens de Brest , de Lorient , & pour les assortimens de nos Colonies , la Société pense qu'il seroit avantageux que les Etats prissent la même Délibération qu'en 1757 sur cet Article. La Paix ra-

nime l'industrie en tout genre. On peut donc espérer que dans des temps plus favorables , on verra former des établissemens que la Province promet de récompenser.

On croit devoir observer à cette occasion , que les Mémoires sur lesquels les Etats ont pris leur quinzieme Délibération , n'étoient pas assez exacts. Ils portoient que les *Farines de Bourdeaux* sont très-souvent faites avec des Grains de la Province. Il est vrai que Bourdeaux tire des bleds de Bretagne , mais ils ne s'emploient qu'à la consommation des habitans. Les Farines que fournissent Moissac & Nérac pour les Colonies & pour les Equipages des Vaisseaux , sont faites avec des bleds de Quercy dont la qualité est supérieure. Il paroît donc que la qualité du bled influe principalement sur la beauté des Farines. On emploie exactement les mêmes moyens à Nérac & à Moissac ; cependant les Farines de Moissac sont préférées. Cet avantage vient de ce que le bled est supérieur à celui dont on fait usage à Nérac.

Cependant il est certain qu'on pourroit perfectionner nos Farines. Le soin de bien laver le froment avant que de le

moudre , y contribueroit beaucoup. On en a fait l'expérience à Nantes.

M. Buis avoit fait construire un moulin à eau à deux meules , qu'il avoit placé au milieu de la Loire. Ce moulin , faute d'attention pendant l'absence du Propriétaire , coula à fond. Plusieurs Capitaines ont assuré que les Farines de M. Buis s'étoient très-bien conservées , même dans des voyages de Guinée. Si les Etats accordoient un encouragement à ce sujet ; M. Buis lui-même pourroit faire reconstruire un ou deux moulins. Cet encouragement favoriseroit à la fois & notre Agriculture & notre Commerce.

ARTICLE XVI.

Découvertes de Carrières de Pierres à chaux.

Plusieurs Membres de la Société ont fait des recherches pour découvrir de la Pierre à chaux ; jusqu'à présent elles ont été infructueuses. Quelque utiles que fussent ces découvertes , on ignore si d'autres personnes se sont appliquées à en faire , ou du moins qu'elles aient été suivies de succès.

ARTICLE XVII.

Achat de Modèles & de Graines.

Cet article étant une des charges de M. le Procureur-Général-Syndic , la Société ne doit en faire mention que pour témoigner la reconnoissance qu'elle doit à M. de Quelen & à M. de la Bourdonnaye. Ils se sont portés avec toute l'activité & tout le zèle possibles , à procurer à la Société ce qui pouvoit contribuer au succès des opérations dont elle a été chargée.

ARTICLE XVIII.

Pêche du Hareng.

Les progrès de cette Pêche ont été portés fort loin en 1756 par le zèle avec lequel M. Guillaume , Recteur de Piriac , s'est livré à exciter & à instruire les Pêcheurs. En 1757 elle a réussi au-delà de toute espérance ; enfin son produit en 1758 n'est pas moins considérable. Cette branche de Commerce n'a besoin que de légers encouragemens pour se soutenir & même pour s'accroître. Le développement des faits placé dans le Corps d'Observations , dispense de s'étendre davantage sur les bénéfices de cette Pêche.

La Société ne parlera ici que d'un genre d'encouragement qui exige les plus vives sollicitations en Cour de la part des Etats.

Ils ont chargé MM. leurs Députés & Procureur-Général-Syndic de solliciter „ la franchise de tous Droits sur les Ha- „ rens pêchés sur les Côtes de la Pro- „ vince qui sortiront , soit pour l'Etran- „ ger , soit pour y entrer par d'autres „ Ports. „ Ils n'ont pu obtenir cette grace.

Cependant la Pêche a pris de nouvelles forces ; elle a commencé un mois plutôt en 1758 que dans les autres années. Le nombre des bateaux pêcheurs s'est accru. Mais un événement inattendu a pensé jeter dans le découragement les personnes qui montroient le plus de zèle & d'émulation.

La Gazette de France du 9 Septembre 1758 porte que Sa Majesté a fait assurer les Etats-Généraux de ses dispositions à accorder à leurs Sujets un *bénéfice sur l'importation dans ce Royaume , des Harengs de Pêche Hollandoise* ... qu'en conséquence Elle a ordonné que l'article IX du Traité de Commerce , du 21 Décembre 1739 , sera exécuté selon sa forme & teneur , provisionnellement & jusqu'à nouvel ordre...

Il est si difficile de soutenir la concurrence des Hollandois sur cet Article , que le plus léger bénéfice que leur accorderoit la France sur l'importation , ruineroit nécessairement nos Pêcheurs & nos Marchands. Aussi le mot *bénéfice* employé dans la Gazette de France a-t-il effrayé & les Pêcheurs & les Particuliers qui commençoient à s'occuper de ce Commerce. On s'est hâté de les rassurer à cet égard , en leur envoyant un Mémoire qui renferme ce qui s'est passé en France au sujet de cette partie du Commerce des Hollandois , & dont on va donner le précis.

Le Tarif de 1664 fixa les Droits d'entrée des Pêches Françaises ou étrangères à 16 liv. le leth (a). M. Colbert qui s'aperçut de l'avantage que retiroient les Hollandois d'une fixation par laquelle ils étoient traités comme les François , fit rendre un Arrêt le 7 Février 1671 , par lequel il chargea de 40 liv. chaque leth de Hareng étranger.

Pour rendre l'entrée de ce Poisson plus difficile , il fut défendu en 1687 & 1691

(a) Le leth est de douze barrils , contenant chacun un millier de poissons.

d'apporter du Hareng dans aucun Port du Royaume , autrement qu'en *Vrac* (a) & salé de sel de Brouage. Cette obligation devint si onéreuse aux Hollandois , qu'un de leurs principaux soins à la Paix de Rîfwich , fut d'en obtenir la révocation. Ils ne se plainquirent point du droit de 40 liv. par leth , établi par l'Arrêt de 1671 ; ainsi il a toujours subsisté. Malgré cette augmentation de Droits , ils firent entrer en France une quantité de Harengs si considérable , que les propres Sujets du Roi ne purent trouver le débouché & la consommation des leurs ; ils furent obligés de demander la permission de les envoyer à l'Etranger sans payer aucun droit ; ce qui leur fut accordé par un Arrêt du 5 Octobre 1700.

La guerre pour la succession d'Espagne priva les Hollandois des avantages qu'ils avoient obtenus par le Traité de Rîfwich ; mais ils firent insérer mot à mot le même article dans le Traité d'Utrecht. Il fut employé de la même maniere dans le

(a) On appelle hareng en vrac celui que les Pêcheurs apportent dans les Ports, tel qu'il a été mis dans les barrils après la Pê-

che ; c'est-à-dire , sans être paqué , lité , ou arrangé dans les barrils , ni achevé d'être salé.

Traité de Commerce de 1739, article IX (a). Ainsi la grace que viennent d'obtenir les Hollandois, leur avoit été accordée en 1687, & ils en ont toujours joui, excepté pendant la guerre pour la succession d'Espagne.

Des raisons de cette espèce ne rassurent pas toujours des personnes plus accoutumées à calculer leurs profits qu'à combiner des articles de Traités de Paix & de Commerce, & des Arrêts du Conseil. Il faut d'ailleurs avouer qu'une Pêche naissante, telle que celle de Bretagne, a besoin d'encouragemens plus marqués

(a) *Art. IX.* » Il sera
 » permis aux Sujets des
 » Etats-Généraux d'ap-
 » ter, faire entrer & débiter
 » en France & dans les
 » pays conquis, librement
 » & sans aucun empêche-
 » ment, du hareng salé,
 » sans aucune distinction,
 » & sans être sujets au *rem-*
 » *paquement*. Et ce, nonob-
 » tant tous Edits, Décla-
 » rations & Arrêts du Con-
 » seil à ce contraires, &
 » nommément ceux des 15
 » Juillet & 14 Septembre
 » 1687, portant défenses
 » d'apporter ni faire entrer
 » dans les Ports de France,

» & Places conquises, du ha-
 » reng autrement qu'en *vrac*
 » & salé de sel de Brouage;
 » & qui ordonnent que ledit
 » hareng sera apporté dans
 » les Ports de Mer en *vrac*,
 » dans des barrils, dont
 » les dix-huit composeront
 » douze du hareng paqué.

Nota. On nomme *rem-*
paquement l'obligation où
 sont les Pêcheurs qui appor-
 tent en France leur hareng
 en *vrac*, de le tirer des
 barrils, pour le saler une
 seconde fois, & ensuite le
 paquer, c'est-à-dire, le
 ranger par lits dans les mê-
 mes barrils.

qu'une Pêche établie depuis long-temps. On avoit espéré que l'exemption de Droits à l'entrée dans les cinq grosses Fermes, feroit accordée ; & l'on regardoit cette faveur comme le seul moyen de soutenir la concurrence. Ce n'étoit donc pas assez pour ranimer l'émulation, que de prouver que les Hollandois n'avoient obtenu aucun bénéfice nouveau sur l'importation de leurs Harengs.

M. le Duc d'Aiguillon qui sentit mieux que personne la nécessité d'animer notre Pêche par une exemption de Droits, demanda un Mémoire sur les motifs qui pouvoient porter Sa Majesté à accorder cette exemption. Il voulut bien offrir d'employer son crédit pour tâcher d'obtenir cette grace.

Le Mémoire qui fut remis à M. le Duc d'Aiguillon, porte en substance que les Hollandois ont l'argent à deux & demi, & au plus à trois pour cent, pour toutes leurs entreprises de Commerce, ce qui diminue beaucoup les frais & les dépenses de leurs Pêches ; au lieu que nos Négocians n'obtiennent l'argent qu'à cinq & souvent à six pour cent ; que cette différence suffiroit pour nous éloigner de la concurrence, puisque les Hollandois peu-

vent gagner plus que nous en vendant à meilleur marché ; que leurs armemens se font à moins de frais que ceux d'aucune nation ; avantage fondé 1°. sur les importations & les exportations qu'ils font dans le Nord & dans la Mer Baltique : 2°. sur le moindre nombre d'hommes employés à former leurs équipages : 3°. sur la frugalité de leurs matelots, &c. qu'ils ont d'ailleurs une habitude sur toutes les préparations qu'exige le Hareng, qui les rendant meilleures, plus promptes & par conséquent moins chères, met un grand obstacle à la concurrence ; que la quantité immense (a) de Harengs qu'ils font en état de verser dans l'Europe, les met

(a) Les Hollandois n'envisagent pas leurs Pêches de Hareng, comme nous envisageons communément les nôtres. Cette République regarde cet article de Commerce comme un objet principal : aussi s'en est-elle toujours occupée avec le plus grand soin. Dès 1610, le Chevalier Walter Raleigh donne un compte qui n'a pas été démenti par Jean de Wit, du Commerce qu'ils faisoient en Russie, en Allemagne, en Flandres & en France, de Harengs

pêchés sur les Côtes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, montant pour une année à 61,157,000 livres. Un état de leur Pêche du Hareng en 1748, nous apprend qu'elle leur produisit 39,100,000 livres, qu'ils occupèrent 14 mille Matelots, & qu'à l'occasion de cette Pêche ils employèrent 86,000 personnes.

Voyez les Rem. sur les avant. & les désavant. de la France & de la Gr. Bret. par rapport au Commerce, page 141 & suiv.

à portée de soutenir le bon marché. Celui qui vend beaucoup, peut se contenter de petits profits, parce qu'il les multiplie. Celui qui vend peu & avec de petits profits, est forcé d'abandonner un Commerce qui ne lui rend pas assez pour le faire subsister. Ces raisons ne permettent pas d'espérer que la Pêche de Bretagne puisse prospérer sans une exemption de Droits. Au reste il est de l'intérêt du Roi d'accorder une exemption par les raisons suivantes.

La France a besoin de Matelots ; les Peuples ont besoin de moyens qui les mettent en état de subsister, & de payer les impositions. L'encouragement des Pêches produiroit en grande partie ce double effet. L'exemption de droits exciteroit à la Pêche par l'appas du gain ; elle porteroit beaucoup de gens à embrasser la profession de Matelot, qui sans cet appas, se jetteroient dans d'autres professions. Plus il y aura de Pêcheurs, plus ils fourniront d'occupations à des mains qui sont actuellement désœuvrées, & surtout aux femmes & aux filles qui sont si propres aux préparations du Hareng, & à qui il est si difficile de fournir du travail. Enfin l'abondance de Pêcheurs & de gens exercés à préparer le Poisson, fera néces-

fairement diminuer le prix du Hareng. Ainsi la réunion de ces effets que produiroit infailliblement l'exemption de Droits, en entrant dans les Provinces des cinq grosses Fermes, nous mettroit bientôt à portée de soutenir la concurrence.

M. le Duc d'Aiguillon a bien voulu se charger d'appuyer ces raisons de son crédit, & de représenter que la Pêche de Bretagne, n'ayant point d'établissmens formés, & les préparations étant imparfaites faute d'habitude, elle ne peut se soutenir sans être protégée : que si la protection lui manque sur-tout dans les premiers momens d'émulation, il faut renoncer aux bénéfices qu'en retireroit & l'Etat & le peuple.

ARTICLE XIX.

Commerce du Levant.

La charge donnée par les Etats à MM. leurs Députés & Procureur-Général-Syndic en Cour, » de faire les plus » vives instances pour obtenir la liberté » du Commerce du Levant..... & de » demander à être soumis à toutes les » précautions que le Ministère jugeroit » nécessaires », est une preuve frappante des avantages qu'ils ont pressenti que

la Province retireroit de cette liberté.

On ne pouvoit choisir un moment plus favorable pour faire cette démarche. Les Etats de Languedoc sollicitoient la même faveur pour le Port de Cette : Et les principales Villes maritimes du Royaume se joignoient à ces sollicitations , pour que la liberté devint générale dans le Royaume. Les raisons de part & d'autre ont été exposées & discutées dans des Mémoires imprimés.

Personne n'ignore l'abus que fait la Ville de Marseille de son privilège exclusif. Le Commerce du Levant , qui appartient à la Nation , qui contribueroit si fort à l'enrichir , est devenu le patrimoine de quelques Particuliers qui , pour s'assurer une fortune plus rapide , le conduisent successivement à sa ruine. Réduction dans le nombre des Fabriquans ; dans la quantité des matieres & des choses fabriquées ; fixation du prix des marchandises ; limitation dans le nombre des Commissionnaires François , à qui il est permis de s'établir dans les Echelles ; tout enfin ce qui peut établir la fortune de quelques Particuliers sur le renversement du Commerce de l'Etat , a été mendié & obtenu sous prétexte du

bien public (a). Il est d'ailleurs incontestable que la Ville de Marseille est forcée de laisser passer à l'Etranger ce même Commerce qu'elle refuse de partager avec les autres Ports de France. Elle peut d'autant moins le soutenir seule, qu'elle a diminué ses forces en entreprenant le Commerce de nos Colonies, qu'elle avoit laissé d'abord aux Ports du Ponent. C'est l'Angleterre, c'est la Hollande que Marseille favorise, en écartant les autres Ports du Royaume, d'un Commerce si lucratif & si bien disposé pour soutenir & même pour exiger une nombreuse concurrence.

Il semble que les circonstances où se trouve la Province, doivent la porter à faire de nouveaux efforts pour obtenir la liberté de commercer dans le Levant. Elle a éprouvé plus qu'aucune autre les suites funestes de la guerre, puisque ses Ports se trouvent aujourd'hui sans Vaif-

(a) On peut lire sur cette matiere, les *Questions sur le Commerce des François au Levant*, 1755. Les *nouveaux Motifs pour porter la France à rendre libre le Commerce du Levant*, 1755. La *seconde Partie des Remarques sur*

plusieurs branches de Commerce & de Navigation, qui ne traite que du Commerce du Levant. On verra ce que perd le Royaume depuis que quelques Particuliers de Marseille se sont emparés de ce Commerce.

seaux , sans Matelots , sans Commerce. Tout est devenu la proie des pirateries de l'ennemi. C'est dans des temps aussi critiques , qu'il est essentiel de se ménager , pendant la durée de la guerre , des moyens de laisser agir toute l'industrie de la Nation , au premier moment de la paix. Ce n'est que par cette prévoyance , qu'on peut réparer promptement des pertes qui forment dans l'Etat une plaie profonde , & qu'on ne peut trop tôt fermer.

Dans ses Mémoires contre le Languedoc & contre différentes Villes maritimes , Marseille a beaucoup insisté sur l'avantage d'avoir un *Lazaret* ; avantage dont elle jouit seule , parce que la longue durée de son privilège exclusif eût rendu les établissemens de cette espèce , inutiles par-tout ailleurs. Mais lorsque les Etats , par l'Article XIX. de leurs Délibérations du 10 Février 1757 , ont autorisé MM. leurs Députés & Procureur-Syndic en Cour , à se soumettre à toutes les précautions que le Ministère jugera nécessaires , ils ont fait tomber d'avance l'objection fondée sur le défaut d'un *Lazaret*.

La Société pense que le bien de la Province demande que les Etats prennent
encore

encore la même Délibération sur cet Article. Le succès de leurs démarches intéresse non-seulement la Bretagne , mais le Royaume entier.

ARTICLE XX.

Manufacture d'Etoffes de laines d'Angleterre.

Le Sieur Macaulif est venu à Rennes. Il y a fait monter quelques Métiers. La Société a sçu qu'il y avoit de la division entre ce Fabriquant & ses Associés. Elle n'a vu aucune des Etoffes qu'il a pu fabriquer pour profiter de la gratification que les Etats lui ont accordée.

ARTICLE XXII.

Raffineries de Sucres de la Province.

Les Raffineurs d'Orléans se sont fortement opposés aux sollicitations que les Etats avoient chargé MM. leurs Députés & Procureur-Général-Syndic à la Cour , de faire en faveur des Raffineurs de Bretagne.

Cette affaire a été engagée sur une Requête présentée aux Etats de 1756 , par les Raffineurs de Nantes. Ceux d'Orléans y ont fait une réponse imprimée.

M. de Montaudouin , Associé du Bureau de Nantes , a réfuté cette réponse. Ces trois Pièces ont été imprimées ensemble. Si la contestation n'est pas décidée lorsque les Etats s'assembleront , la Société pense , d'après les moyens employés de part & d'autre , que la Province appuieroit une cause juste , en prenant une nouvelle Délibération favorable à la demande des Raffineurs de Bretagne (a).

ARTICLE XXIII.

Fonds faits pour le payement des Inspecteurs des Manufactures.

Cet Article , décidé par les Etats mêmes , ne pouvoit plus occuper la Société.

ARTICLE XXIV.

Exemption de la Dixme pendant vingt ans , sur les Terres nouvellement défrichées.

L'Arrêt du Conseil que sollicitent les Etats , seroit utile par-tout. A l'égard

(a) Par Délibération du 17 Février 1759 , les Etats ont répété la charge qu'ils avoient donnée en 1757 à MM. leurs Députés & Procureur-Général-Syndic à la Cour.

de la Bretagne , il semble qu'il seroit absolument nécessaire. Ce seroit un encouragement pour l'Agriculture , dont les effets ne tarderoient pas à se faire sentir.

La Province renferme une quantité étonnante de Terres à défricher. Les défrichemens coûtent beaucoup. Rien ne décourage plus les personnes qui font des entreprises de cette espèce , que le partage des premières récoltes. Elles fussent à peine pour dédommager des avances qu'il a fallu faire. Encore ce dédommagement ne vient-il que successivement & par parties. Il y a lieu de présumer que les Décimateurs , qui perdroyent beaucoup si on se décourageoit sur les défrichemens , feroient avec plaisir le sacrifice de leur droit pendant quelques années , pour s'assurer une augmentation permanente dans leurs revenus.

Il n'y a qu'une Loi expresse qui puisse applanir les difficultés de détail qui pourroient naître à cette occasion. Ainsi la Société croit que l'encouragement de l'Agriculture , sur l'important Article des défrichemens , demande que les Etats persistent à faire

solliciter un Arrêt du Conseil , revêtu de Lettres-patentes , qui assure l'exemption de la Dixme (a).

(a) Les Etats , pendant leur dernière Assemblée , ont chargé MM. leurs Députés & Procureur-Général-Syndic en Cour , de faire tous leurs efforts pour obtenir l'Arrêt du Conseil , dont il s'agit.

CORPS

D'OBSERVATIONS.

AGRICULTURE.

LES premiers jours de la Société se sont passés en arrangements nécessaires à tout corps. Ces préliminaires emportent un temps qu'on regrette de ne pouvoir employer à des objets d'une utilité plus directe. Mais les Assemblées n'ayant commencé que le 16 Février 1757 , il eût été difficile de faire usage des meilleurs matériaux , quand même ils eussent été rassemblés d'avance par quelques Associés. La terre avoit reçu presque toutes les semences. Il falloit donc attendre la

récolte , & même le temps des semences , pour être à portée d'entrer dans la voie des expériences & des instructions.

L'impossibilité de faire des expériences d'Agriculture détermina à publier une instruction sur les Prairies artificielles , objet important & sur lequel il étoit nécessaire de disposer les cultivateurs à profiter de la première saison favorable.

Quoique les récoltes des grains soient l'objet essentiel de l'Agriculture & le but du travail des cultivateurs , on croit devoir commencer par rendre compte des observations de la Société sur les Prairies artificielles. Ce fut son premier pas dans la carrière que les Etats lui ont ouverte. D'ailleurs il est peut-être essentiel de porter ses premiers regards sur les agens fondamentaux du labourage.

TREFFLE
OU
TREMENE.

M. le Baron de Pontual , instruit & par ses lectures & par sa propre expérience , se chargea d'exposer le procédé qu'on devoit suivre pour former des Prairies de grand Trèfle des Prés à fleurs rouges , plus connu en Bretagne sous le nom de *Trémène*. Cette espèce de Prairie est d'une fécondité extrême & demande moins de soins que les autres. Elle a d'ailleurs un

avantage inestimable pour les cantons où les terres , après avoir rapporté des grains , se reposent pendant trois & quatre ans. Ces années de repos sont presque des années de stérilité. Les Payfans ont le funeste préjugé de les regarder comme un temps de ressource pour la nourriture des bestiaux. Mais ce préjugé ne sert qu'à démontrer la disette de Prairies naturelles , & par conséquent la nécessité de multiplier cette espèce de biens. Dans les Pays qui fournissent un fourrage succulent au bétail (en verd pendant le Printemps , l'Eté & l'Automne , & en sec pendant l'Hyver) regarderoit-on comme une ressource , des Jachères à peine couvertes d'herbes foibles , languissantes & souvent dangereuses ? Ces pâturages , si on peut leur donner ce nom , sont nécessairement nuisibles au bétail. Sa maigreur , son épuisement , dans une très-grande partie de la Province , est peut-être une suite de la disette de fourrage dans les étables , & de la fatigue qu'il éprouve dans de stériles Jachères. Il y cherche vainement une nourriture suffisante. La faim & le défaut de bonnes plantes , le forcent à manger indistinctement toutes celles qu'il rencontre , & on

ne peut trop répéter qu'il y en a de funestes (a).

Ce seroit donc un bien inestimable pour la Province , que de substituer le plus généralement qu'il seroit possible , des herbages vigoureux à ces foibles pâtures qui détruisent une des plus précieuses parties de nos richesses (b).

(a) Ce sont toutes les espèces de Tithymale , la Gratiolle , la Ptarmique , les Perficaires , la Catapuce , la Thlaspic , la Thora , le Peplus , la Sardonia , enfin la Douve , appelée *Ranunculus longifolius palustris*. Voyez le *Diction. Encycl.* au mot FOURRAGE , pag. 248-9. Le *Ranunculus* , &c. est très-commun dans l'Évêché de Rennes , & peut-être dans une grande partie de la Province.

(b) Quoique la Société ait répandu près de 3000 exemplaires du Mémoire de M. le Baron de Pontual , & qu'il ait été réimprimé en entier , ou par extrait , dans plusieurs Ouvrages périodiques , on a cru devoir placer ici son procédé.

La terre doit être bien labourée & bien dressée. On sème dans les mois de Mars , d'Avril , de Mai , de

Juin & de Juillet. Huit livres de graine suffisent pour l'étendue d'un journal de Bretagne , qui contient 1280 toises quarrées. On peut semer dans le même terrain & en même temps , de l'Avoine , de l'Orge , du Bled-noir , du Lin. Le Lin est préférable , parce qu'en l'arrachant , la terre reçoit un petit labour. La graine de Tréfle doit être mêlée avec une quantité double ou triple de cendre , ou de sable , afin que le sèmeur puisse la répandre avec plus d'égalité & d'économie. Une herse très-légère , ou un râteau , suffisent pour la couvrir de terre. Elle ne leveroit pas si elle étoit trop enfoncée. On coupe le Tréfle lorsqu'il commence à entrer en fleurs , à l'exception de celui qu'on réserve pour produire de la graine. Ce doit être l'herbe

Le Tréfle présente un avantage de plus , c'est de n'obliger le Payſan à aucune autre dépenſe que l'achat de la graine. C'eſt un objet de cent ſols par journal tout au plus. Le Tréfle réuſſit très-bien lorsqu'on le ſeme avec l'avoine qu'on recueille avant la première année du repos. M. le Préſident de Montluc , qui en a fait l'expérience cette année (1758) , a eu la meilleure récolte d'avoine. Lorsqu'elle fut en maturité , elle s'élevoit au-deſſus d'une quantité prodigieuſe de Tréfle qui avoit près de deux pieds de hauteur. L'engrais qui reſte dans la terre après les premières récoltes & le labour néceſſaire à l'Avoine , ſervent également au Tréfle. Il eſt donc ſenſible qu'il n'en coûte que le prix de la Graine pour avoir pendant pluſieurs années une abondante Prairie , qui ſe coupe au moins deux , & ſouvent trois & quatre fois par

de la ſeconde coupe. Cette plante vient par-tout ; mais elle réuſſit mieux dans les terrains frais , ſans être humides. Elle dure au moins trois ans , & quelquefois juſqu'à cinq. Il eſt plus avantageux de la faire conſommer en verd , qu'en four-

rage ſec. On doit écarter les beſtiaux de cette eſpèce de prairies. Leur fécondité augmente , ſi l'on y porte quelque engrais pendant l'hiver. Lorsqu'elles ſont épuifées , on les ouvre à la charrue , & on s'apperçoit qu'elles ont amélioré le fonds.

an. Cette légère avance diminueroit même bientôt, si ces Prairies artificielles étoient aussi communes que le bien public le fait desirer à la Société.

M. le Baron de Pontual, qui s'est fort occupé de tout ce qui a rapport à cette espèce de Prairies, a remarqué que le fourrage de Tréfle échauffoit le bétail, lorsqu'on ne lui donne pas d'autre nourriture. Un Flamand lui a appris à le tempérer & à faire en même temps une épargne assez considérable. En Flandre, où l'on a beaucoup de Prairies de cette espèce, on fait dans les greniers des couches alternatives de six à sept pouces de paille & de Tréfle. La paille se pénètre de l'odeur de ce fourrage, en sorte que les bœufs & les chevaux mangent l'une & l'autre avec la même avidité. Par ce moyen, un millier de paille équivaloit à un millier de Tréfle, & entretient le bétail dans un état de fraîcheur & d'embonpoint.

M. de la Chalotais & M. de Nevet, l'un & l'autre du Bureau de Rennes, ont fait planter du Tréfle en rayons, pour essayer si cette plante, comme beaucoup d'autres, ne donneroit pas un plus grand produit. Cette expérience n'a

pas réussi. Cependant on doit regarder comme un succès, de s'être assuré que le Tréfle qui vient toujours bien, de quelque manière qu'on le cultive, produit beaucoup plus de fourrage lorsqu'il est semé à terre perdue.

Ce n'est point assez que de connoître en général la manière la plus favorable de cultiver le Tréfle; les progrès de l'Agriculture demandent qu'on sçache avec précision quelle quantité de graine on doit semer. M. de Pontual dit dans son Mémoire qu'on doit en employer huit livres par Journal. Quelques Cultivateurs disent qu'on doit en semer moins; d'autres prétendent que huit livres ne font pas une quantité suffisante. Pour ne laisser aucun nuage sur cette question, M. le Président de Montluc a formé des Prairies artificielles, en semant de la graine en différentes proportions. Il l'a dispensée sur le pied de huit, de dix & de douze livres par Journal. Il a cru remarquer que la proportion de huit livres étoit celle qui réussissoit le mieux. Mais on ne peut rien déterminer aujourd'hui sur cette expérience. M. de Montluc n'a pu la faire qu'au Printemps dernier (1758). Les plantes n'ont pas acquis assez de force

pour faire juger de ce qu'elles peuvent donner dans la suite. Ce n'est qu'en 1759 qu'on pourra prononcer affirmativement sur l'avantage ou le désavantage de semer plus ou moins de graine.

Il faut avouer même que cette expérience ne sera décisive que pour les terrains semblables à celui qui a été choisi pour cette observation. Ce terrain tient le milieu entre les terres fortes & les terres légères. Peut-être (& même rien n'est plus vraisemblable) faudroit-il varier la quantité de semence selon la nature des terres. Celles qui sont lourdes, visqueuses, chargées d'argile ; celles qui sont légères, sablonneuses ; celles enfin qui tiennent le milieu entre ces deux extrémités , exigent sans doute des quantités de graine différentes. C'est un fait qui ne peut être établi que sur des expériences.

M. de la Chalotais , qui a près de Rennes & près de Bécherel , des terres qui par leur nature offrent les deux extrémités dont on vient de parler , compte faire semer du Tréfle dans l'un & dans l'autre au printemps prochain. Il fera disperser la graine dans des proportions variées. Ses résultats & ceux de M. de Montluc serviront à déterminer le plus

ou le moins de semence qu'on doit employer selon la différence des terrains.

À ces expériences la Société joindra des observations plus générales. M. de Montaudouin, du Bureau de Nantes, a fait venir & distribuer beaucoup de graine de Tréfle. La réussite a déterminé un grand nombre de personnes à le prier de leur en procurer. Plusieurs Cultivateurs, & sur-tout des Recteurs de différens Diocèses, en ont semé cette année.

M. de Boisglaume, qui demeure habituellement dans une terre située à cinq lieues de Rennes, près de Poligné, animé par les produits de cette plante, se dispose à en faire de grandes Prairies. Une longue terrasse, mais de beaucoup trop large pour sa longueur, regne le long de sa maison. Il comptoit masquer par des massifs de gazons cette espèce de difformité. M. de Montluc lui conseilla de faire ces massifs en Tréfle. Il ne s'attendoit pas à la quantité de fourrage qu'il en a tiré. Il a tout disposé pour former des Prairies de cette espèce au printemps prochain. Tous ces Citoyens cultivateurs seront consultés sur la nature des terrains convertis en Prairies, & sur le succès de leur culture. Leurs réponses réunies & rappro-

chées des expériences de M. de la Charlotais & de M. de Montluc , dissiperont les doutes qu'on peut avoir sur cet article ; & la Société publiera le résultat qu'elle aura formé.

Quoique l'utilité que retirera la Bretagne de ces pâturages , soit le principal objet dont la Société s'est occupée , elle a vu avec joie , & les Etats apprendront sans doute avec plaisir , qu'une Province des plus reculées du Royaume (la Franche-Comté) profite actuellement des instructions que M. de Pontual ne croyoit donner qu'à ses compatriotes. M. Miroudot de Saint-Ferjeux, Subdélégué au Département de Vezoul , a écrit à la Société , qu'il avoit lu quelque chose du grand Tréfle à fleurs rouges , sous le nom de *Tréfle de Piémont* ; qu'en 1757 il en fit semer deux livres par curiosité : » Mais , » ajoute-t-il , je n'eus pas plutôt vu dans » le *Journal Encyclopédique* l'extrait du » Mémoire que vous avez eu la bonté de » m'envoyer , que je tirai de Lyon cinquante livres de cette graine , que » je fis distribuer avec plaisir dans mon » Département. Les apparences en sont » si flatteuses , qu'on m'en demande de » tout côté. On a été sur-tout agréa-

» blement surpris de me voir couper le
 » 1^{er}. de Mai , celui que j'avois semé
 » l'année dernière. Il étoit en fleurs , &
 » de la hauteur de vingt pouces. J'ai le
 » plaisir de le voir encore aujourd'hui
 » plus haut & bien fourni. Je ne crois
 » pas , en un mot , rendre un plus grand
 » service à cette Province , qu'en y fai-
 » sant imprimer & distribuer le Mémoire
 » que vous avez bien voulu m'envoyer. »
 (C'est celui de M. de Pontual.)

L'Agriculture d'Angleterre , d'Irlande
 & d'Ecosse doit ses progrès rapides aux
 Prairies artificielles. Ces Prairies , plus
 fécondes sans comparaison que les Prai-
 ries naturelles , enrichissent ces Royau-
 mes par la multitude du bétail , par l'a-
 bondance des laitages , des beurres , des
 fromages , des cuirs ; elles y procurent une
 masse d'engrais assez considérable pour
 entretenir toujours les terres labourées
 dans un état de fécondité ; enfin elles ont
 mis en état d'améliorer les défrichemens
 immenses qui se sont faits dans les trois
 Royaumes depuis un demi-siècle.

La Bretagne assez riche en bétail pour
 en peupler les Provinces voisines ; trop
 peu riche en Prairies pour pouvoir
 élever la moitié de celui qu'elle fournit ,

ne fçauroit donc trop multiplier les Prairies artificielles. Quelle abondance de richesses pour elle , si la dixieme partie des vastes bruyères dont elle est presque couverte , étoit convertie en de gras pâturages ! Que manqueroit-il pour défricher une grande partie du reste , & pour doubler la somme de ses moissons ?

Cette espérance , quelque éloignée qu'elle puisse paroître à des esprits timides ou découragés , est un des plus forts appuis de l'émulation que l'établissement de la Société a fait naître. La culture du Tréfle est le moyen le plus propre à procurer un bien si desirable , parce qu'elle n'exige aucune dépense , qu'elle est à la portée du laboureur le moins intelligent , & que le bénéfice en est sûr & prompt. Cependant il pourroit devenir plus utile encore de cultiver la Luzerne , non seulement parce qu'elle fournit plus de fourrage , mais parce qu'elle dure douze , quinze & même vingt ans.

LUZERNE. La culture de cette plante a produit chez M. de la Chalotais un effet contraire à celui du Tréfle. On avoit semé la Luzerne à terre perdue. Les pieds qui résisterent aux mauvaises herbes , ou à d'autres inconvéniens qu'on n'a pu découvrir ,

découvrir , réussirent très-bien. Mais la plupart des plantes périrent. Celles qui avoient réussi , eussent péri elles-mêmes si on n'avoit pas pris le parti de les transplanter en rayons. Cette culture les ranima , & elles ont donné cette année d'assez beau fourrage.

M. de Laurencin qui est très-zélé pour le progrès de l'Agriculture , à communiqué à la Société des observations qu'il a faites sur la Luzerne. Il s'en occupoit depuis dix ans & il étoit presque rebuté , parce qu'elle étoit toujours étouffée par de mauvaises herbes. Il essaya , il y a trois ans , de la semer par rayons éloignés l'un de l'autre d'une distance à y passer la bêche. Il suffit d'enfoncer cet instrument dans l'intervalle des rayons , d'environ deux pouces , & de le faire courir sur le terrain. Avec ce léger labour , qui est absolument nécessaire dans les terres tenaces & fortes , on fait quatre ou cinq récoltes de Luzerne par an.

Mais rien ne prononce plus clairement en faveur de la méthode de cultiver en rayons , que la Luzerne semée au commencement de Mai 1758 par M. de la Chalotais & par M. de Montluc. La graine leva très-bien & en assez peu de

temps. A peine étoit-elle hors de terre que des chaleurs excessives, qui n'étoient pas même tempérées par les rosées ordinaires dans cette saison, surprirent ces plantes & les firent presque disparaître. Malgré un accident si propre à les détruire, elles poussèrent vigoureusement dès les premières pluies. M. de Montluc sema un autre terrain en Luzerne au commencement de Juin. Le temps étoit plus favorable. Sa première & sa seconde Luzerne se trouverent en état d'être coupées à la fin de Juillet. Elles étoient fortes, bien nourries & hautes de deux pieds & demi. Elles repoussèrent si promptement, qu'elles étoient parvenues à trois pieds lorsqu'elles furent coupées pour la seconde fois à la fin d'Octobre.

Ces expériences justifient la persévérance avec laquelle M. Duhamel recommande de cultiver la Luzerne en rayons. Il a marqué à un des Membres de la Société, qu'en 1757 chaque Arpent (c'est un peu moins qu'un Journal de Bretagne) lui avoit donné vingt milliers de foin. Une récolte si prodigieuse semble décider en faveur de la culture en rayons, ou par rangées. Cependant la Société n'a pas cru devoir publier d'instructions

sur ce sujet , par des raisons qu'elle espere que les Etats approuveront.

La Luzerne qu'on cultive aux environs de Paris , est semée à terre pleine. Cette méthode plus simple , plus à la portée des Laboureurs , devoit être préférée en Bretagne si elle pouvoit réussir , quoiqu'elle soit moins fructueuse & qu'elle consomme beaucoup plus de graine. C'est particulièrement l'Agriculture des Payfans qu'il est intéressant de multiplier. On ne doit se flatter d'y parvenir qu'en rapprochant le plus qu'il est possible , les méthodes qu'on veut leur faire adopter , de celles qu'ils font dans l'habitude de suivre. Il faut attendre que le temps & les exemples les portent d'eux-mêmes à chercher les bénéfices qu'ils verront faire à des cultivateurs plus intelligens qu'eux. Tendre tout d'un coup à la perfection , ou du moins à ce qui en approche le plus , c'est s'exposer à décourager la multitude qui ne s'élève jamais au-dessus de la médiocrité.

Pour cultiver en rayons , il faut bien préparer , bien ameubler les terres ; semer les graines par rangées éloignées les unes des autres de trois pieds ; passer de temps en temps une charrue légère entre ces

rangées ; détruire par ces petits labours les mauvaises herbes à mesure qu'elles paroissent ; empêcher la terre qui forme ces intervalles de se raffermir , & l'entretenir toujours dans cet état d'ameublissement , qui est la cause principale de ces récoltes qui tiennent du prodige. Après la première année il faut lever une grande partie des plantes de Luzerne qui forment chaque rangée. On doit les transplanter en rayons à six pouces de distance l'une de l'autre , dans une terre bien préparée , & qu'on doit entretenir nette & meuble par ces petits labours , entre les rayons dont on a déjà parlé.

Le Payfan qui ne calcule point , ne voit dans toutes ces attentions que de fréquens sujets de travail & de dépense. Il ignore & même il ne croit point , lorsqu'on le lui assure , que ces frais ne montent pas au quart , au cinquième du bénéfice que produisent les labours de détail. Ce seroit l'effrayer & le jeter dans la défiance , que de lui indiquer une méthode qui lui paroîtroit si dispendieuse , si compliquée , si éloignée de sa routine.

La Société a donc pensé qu'avant de proposer la culture de la Luzerne il étoit nécessaire 1°. de répéter l'expérience de

la semer à l'ordinaire dans des terres fortes. Il est essentiel de s'assurer si le peu de succès des premières épreuves ne doit pas être attribué à quelque cause cachée qui ne se rencontreroit pas généralement dans les terrains de cette nature ; 2^o. d'en faire semer de la même manière dans des terres légères , afin de déterminer par les produits celles qui conviennent le mieux à cette plante. Plusieurs Membres de la Société comptent faire ces expériences au printemps prochain.

La Société eût bien désiré de pouvoir cultiver le *Ray-Grass*. Cette plante qui n'est presque connue que sous son nom Anglois , est citée par tous les cultivateurs d'Angleterre avec les plus grands éloges. Les Traducteurs l'indiquent en françois sous le nom de *Faux-Seigle* , désignation trop vague pour la faire reconnoître , supposé qu'elle vînt naturellement dans la Province. On a lieu de présumer que c'est la même plante que Bradley nomme *Gramen secalinum maximum & minus* (a). Mais cette phrase botanique peut aisément jeter dans l'erreur , à cause du grand nombre de plan-

RAY-
GRASS.

(a) Voyez le Calendrier miers, traduit de l'Anglois ,
des Laboureurs & des Fer- de Bradley , pag. 19.

tes graminées. Enfin M. Pattullo (a) dit que son nom latin est *Lolium*. Indication qui n'est pas moins embarrassante. *Lolium* est le nom d'un genre , ainsi il convient également à plusieurs plantes.

Pour lever toute difficulté la Société a fait demander de la graine de *Ray-Grass* à Londres. La guerre pouvant retarder cette commission , on a écrit en même temps en Franche-Comté , où M. Miroudou de Saint-Ferjeux en a introduit la culture. Il dit ,, que la récolte en est prodigieuse , que cette herbe égale en bonté celle des côteaux les mieux exposés , & qu'elle donne une nourriture bien plus légère que celle des Prairies communes. ,, Ces graines seront semées le plutôt qu'il sera possible. Sile fourrage qu'elles donneront , répond (comme on n'en peut guere douter) à l'idée qu'on en a conçue , la Société ne négligera rien pour accréditer cette culture en Bretagne (b).

(a) Voyez l'Essai sur l'amélioration des terres, p. 59.

(b) Depuis la rédaction du *Corps d'Observations* , on a appris qu'on cultivoit à Nantes plusieurs espèces

de Ray-grass : mais on n'a pu rien sçavoir de précis sur la quantité & la qualité du fourrage que ces espèces fournissent.

Quelques Associés ont fait venir de la SAINTOIN. graine de Saintoin. A peine en fait-on usage dans cette Province , quoiqu'il forme des Prairies très-fécondes & dont le fourrage est si sain pour le bétail de toute espèce.

En cultivant toutes ces plantes ; en observant attentivement les terrains qui leur conviennent , la Société prépare les matériaux d'une instruction sur différens moyens de former des Prairies artificielles , de quelque nature que soit le sol qu'on y aura destiné. Cette Branche économique mérite la plus grande attention. Elle influe sur l'amélioration des terres défrichées , sur l'augmentation du bétail & sur la fécondité de toutes les parties de l'Agriculture , par l'abondance des engrais.

Tant d'avantages font desirer à la Société que les Etats hâtent les progrès de la culture du Tréfle , en portant dans chaque Paroisse de la campagne un exemple des grands profits qu'on en retire. La Province pourroit faire distribuer gratuitement huit livres de graine dans celles où cette culture n'est pas connue. Cette quantité suffit dans un Journal de terre. Pour retirer plus de fruit de ce bienfait ,

il feroit peut-être bon de ne livrer ces graines qu'à deux personnes par Paroisse, dont chacune semeroit un demi Journal. Le succès est infailible ; ainsi il n'y a pas lieu de douter que cet exemple ne fût promptement imité. La graine de Tréfle ne coûteroit tout au plus que 12 sols la livre en l'achetant en gros ; ainsi avec un don de 3000 l. les Etats créeroient , pour ainsi dire , 625 Journaux de Prairies artificielles. Ces Prairies, en supposant qu'elles ne donnaient rien la première année , produiroient au moins l'année suivante cinq milliers de fourrage par Journal. Ainsi , en réduisant le prix du millier à une pistole , le don de mille écus vaudroit 31,250 liv. aux Laboureurs qui en auroient profité. Ce produit se renouveleroit pendant trois années consécutives dans les terres médiocres, & pendant quatre années dans les bonnes terres. Quel encouragement pour l'Agriculture en général , & quels fruits immenses ne feroit-il pas envisager ! Peut-on douter que les Laboureurs instruits par l'exemple de ceux qui auroient semé les graines des Etats , & excités par le bénéfice qu'ils auroient vu faire sur des Prairies si fécondes , ne se portassent d'eux-mêmes & rapidement

à en former ? Une légère avance suffit pour se procurer pendant quatre & souvent pendant cinq années un Journal de ces Prairies. La Province auroit tout à gagner , en indiquant cette ressource à des malheureux , sur qui la pauvreté s'appesantit avec d'autant plus de force , qu'ils ne connoissent pas même les moyens de lui échapper (a).

L'ordre des cultures qui ont pour ob- TURNEPS:
jet direct la nourriture du bétail , exige qu'on place ici les expériences faites sur les *Turneps* ou Gros-Navets d'Angleterre. On en a tiré la graine d'Angleterre même malgré la guerre. M. de Montluc & M. de la Chalotais en ont semé ; ils ont bien réussi. Il n'étoit pas rare d'en voir de vingt-deux & de vingt-

(a) Sur ces représentations de la Société, les Etats ont fait un fonds de 3000 l. le 17 Février 1759, destiné à acheter de la graine de Tréfle, qui sera distribuée gratuitement dans la Province.

Pour exciter les défrichemens par la voie de ces Prairies artificielles, les Etats firent le même jour un fonds de 6400 liv. pour être distribué en prix de 50

francs chacun. Ils sont accordés aux deux Laboureurs de chaque Subdélégation, qui, en 1760, auront semé la plus grande quantité de Tréfle dans un terrain nouvellement défriché ; & à quantité égale, aux deux Laboureurs dont la récolte de Tréfle sera plus abondante. Cette proposition fut faite aux Etats par M. de Couetpeur, Associé du Diocèse de Saint-Malo.

quatre pouces de tour , & du poids de cinq & six livres. Peut-être n'est-il pas inutile d'observer ici qu'ils ont été semés par rangées qui étoient à deux pieds de distance l'une de l'autre , & qu'on a arraché beaucoup de jeunes plants , afin qu'il restât un espace d'un pied entre chaque Navet. Il semble qu'on perd plus de la moitié du terrain en suivant cette méthode ; mais il est certain que si l'on juge de la récolte par le volume & par le poids, elle est plus que double de celle qu'on feroit en semant la terre en entier.

Les Etats ayant recommandé la culture des Turneps par l'Article V de leurs Délibérations du 10 Février 1757 , ses avantages leur sont connus ; ainsi la Société ne s'arrêtera pas à les exposer. Mais elle croit devoir observer que les gros Navets dont on fait usage dans plusieurs Evêchés de Bretagne , peuvent produire autant que les Turneps. On en a jugé par une expérience en petit qu'a fait cette année M. de la Chalotais. Il compte semer des Navets de Bretagne & des Turneps dans un même terrain. Ils seront cultivés en rayons & avec le même soin. Il y a beaucoup d'apparence que cette espèce de culture rendra nos Navets

égaux en volume à ceux d'Angleterre.

Une pratique qu'on suit dans quelques PANAIS cantons de la Province , mais qui n'est pas assez répandue , a fixé l'attention de la Société , par les mêmes raisons qui ont porté les Etats à desirer que la culture des Turneps fût accréditée. C'est l'usage de cultiver des Panais en plein champ. Les détails en ont été exposés dans un Mémoire tiré de plusieurs lettres de M. le Brigant , Recteur de Plouezoch , qui paroît très-instruit sur cette matière (a).

(a) Les Panais doivent être semés dans une terre qui ait été fumée l'année précédente. Ils réussissent sur-tout après une récolte d'Orge. La terre doit être bien retournée , bien ameublie. A mesure que la charrue travaille , des hommes armés de bèches , ou de pelles , tirent la terre du fond de la raie , & la rejettent sur celle qu'a remué la charrue. On forme des planches larges de 10 à 12 pieds. On creuse entre chaque planche un petit fossé , dont on jette la terre sur les deux planches voisines. On se sert ensuite d'un rateau pour briser les mottes qui peu-

vent rester , & bien aplanir le terrain. Il faut cependant que la surface de chaque planche ait de chaque côté une pente légère vers les fossés.

La graine doit être semée au plutôt à la fin de Février , & au plus tard au mois de Mars. On l'enfonce en passant fortement le rateau sur tout le terrain. Il est d'usage de semer en même temps des fèves de marais & de planter des choux tout autour de chaque planche. Il est essentiel de semer les Panais fort clair. S'il se trouve des endroits où ils lèvent abondamment , on en arrache une partie. Il faut far-

Le réfulat des faits qu'il a fournis , est qu'un champ semé en Panais donne un bénéfice triple de celui qu'on retireroit du même champ semé en froment. Cependant le froment donne , année commune , neuf pour un , dans le canton d'où l'on a reçu ces instructions. Il faut ajouter que le terrain produit de plus ,

cler avec attention dès que les mauvaises herbes paroissent , & cette opération doit être répétée plusieurs fois.

On peut lever les Panais dès la fin d'Octobre ; mais il est avantageux d'attendre la fin de Novembre. On les lève avec une pelle ou une tranche. Après les avoir tirés de terre , on les tient ferrés l'un contre l'autre dans un endroit sec , afin de les conserver long-temps.

Ils servent à nourrir & même à engraisser le bétail de toute espèce. Les chevaux , les bœufs , les vaches , les cochons , s'accoutument également de ces racines. On les leur donne d'abord crues , coupées par tranches , ou refendues sur leur longueur , en deux ou en quatre. Lorsqu'on s'aperçoit que les animaux s'en dégoûtent , on met les Pa-

naïs dans un grand vase après les avoir coupés par morceaux. On les presse le plus qu'il est possible. On met de l'eau dans le vase pour remplir les intervalles que les morceaux laissent entre eux , & on les fait cuire. Dans cet état les bestiaux en mangent avec la plus grande avidité , & ne s'en dégoûtent plus.

Les cochons n'ont point d'autre nourriture pendant tout l'hiver ; & quand les fourrages manquent , les vaches ne mangent que des Panais. Elles donnent alors plus de lait & de meilleur beurre. A l'égard des chevaux , on prétend que cette nourriture les rend mous , & qu'ils dépérissent dès qu'on leur en donne une autre. On prétend aussi qu'elle leur ruine la vue & les jambes.

dans la même année une récolte de choux & une récolte de fèves , & que la terre se trouve bien préparée pour recevoir l'année suivante du froment & même du lin.

Des bénéfices si considérables eussent porté la Société à publier sur le champ le détail des procédés de cette culture , si elle n'eût été retenue par une observation de M. le Brigant sur la qualité de la terre de sa Paroisse. Il dit que „ l'argile „ y est rare , que la terre n'est ni tenace „ ni visqueuse ; mais qu'elle est pierreuse „ & courte ; que plus on s'éloigne de la „ mer , moins la terre est propre aux „ Panais. „ On a cru devoir commencer par vérifier si les terres argileuses , ou un peu mêlées d'argile , leur sont contraires. Cette expérience n'a pu être faite cette année.

Il seroit très-intéressant que cette racine pût réussir par-tout , parce qu'elle fournit au bétail de toute espèce une nourriture très-saine & très-abondante pendant l'hiver. En l'unissant aux Prairies artificielles , qui donnent des fourrages verts dès la fin d'Avril , & au plus tard au commencement de Mai , un bétail nombreux pourroit être entretenu

pendant toutes les saisons de l'année. On ne connoît que trop l'étendue des pertes que fait la Province , lorsque l'aridité du printemps arrête les productions des Prairies naturelles. Les Fermiers sont forcés de vendre à vil prix des bestiaux qu'ils sont hors d'état de nourrir. Par-là ils portent un coup irréparable à leurs récoltes , puisqu'ils perdent toute ressource du côté des engrais. On ne peut donc trop s'attacher & aux Prairies artificielles , & aux cultures propres à entretenir le bétail pendant l'hiver. Le bétail est , par lui-même , une grande richesse ; d'un autre côté il est d'étroite nécessité pour assurer d'abondantes moissons. Fortifier cette branche , c'est assurer les succès les plus prompts & les plus constans à toutes les parties de l'Agriculture.

Causes de
la décadence
de l'A-
griculture.

L'Article VI du Règlement que les Etats ont donné à la Société , charge les Associés ,, d'examiner l'état de l'Agriculture . . . de chercher avec soin les causes de ses progrès & de sa décadence , les obstacles qui peuvent l'arrêter , & les moyens d'y remédier. ,,
Ce qu'on vient de dire sur la disette de fourrage , sur l'impossibilité d'entretenir beaucoup de bétail (impossibilité

démontrée par le grand nombre d'animaux jeunes & maigres que la Normandie tire de Bretagne , & plus encore peut-être par le dépérissement du labourage) assigne une des principales causes de la décadence de l'Agriculture. La Société a indiqué les moyens d'y remédier. Cette cause est générale , elle s'étend sur toute la Province. Le remède proposé porte le même caractère ; il peut être étendu généralement par-tout. Mais il y a dans chaque canton des vices particuliers , & qu'on ne peut détruire que par des remèdes particuliers.

La connoissance de ces vices locaux suppose des recherches de détail presque infinies. Cependant la Société n'est pas demeurée sans instructions sur cet article. Des Associés de Rennes , de Quimper , de Saint-Malo , de Léon , s'y sont appliqués. Voici les causes particulières qu'ils assignent à la décadence de l'Agriculture dans leur canton.

M. de Nevet , Associé du Bureau de Rennes , dit 1°. que les labours sont trop foibles. La terre devrait être remuée à quinze & dix-huit pouces de profondeur. A peine l'est-elle à dix pouces sur la crête du sillon. La quantité de terre remuée

diminue insensiblement jusqu'à la raie qui ne présente qu'une terre sur laquelle le soc a glissé sans l'entamer.

2°. Que les bleds ne sont farclés que légèrement, & souvent même ne le sont point du tout ; négligence qui nuit à la récolte actuelle, & encore plus à celles qui doivent suivre, par la multiplication des graines des mauvaises herbes.

3°. Qu'on coupe le bled *par gorge*, c'est-à-dire, à huit ou dix pouces au-dessus du sol, & que le chaume n'est enlevé que long-temps après la récolte. Ces deux pratiques concourent encore à multiplier les mauvaises herbes, puisque leur graine est épargnée, & qu'elle a le temps de mûrir & de se répandre.

4°. Qu'on emploie des fumiers trop peu consommés ; ce qui apporte dans les terres labourées de nouvelles graines des mauvaises herbes, dont l'estomac des animaux n'a pu détruire le germe.

5°. Que les champs ont trop peu d'étendue ; les arbres dont ils sont entourés, le grand nombre de pommiers qu'on y plante, mettent obstacle à la maturité des grains, & cet obstacle s'étend de plus en plus chaque année.

6°. Qu'on laisse séjourner les eaux pluviales

viales dans les fossés , au lieu de les en détourner. Ces eaux pénétrant la terre au niveau de leur surface , font périr le bled , & souvent même l'empêchent de lever.

7°. Qu'on néglige de changer de semence ; pratique condamnée par tous les Auteurs qui ont écrit sur l'Agriculture.

A l'exception des trois derniers Articles , ces observations retombent dans la cause générale qu'assigne la Société , qui est la disette de Prairies naturelles ou artificielles. Si elles étoient communes en Bretagne , le Laboureur qui auroit plus de bestiaux , n'épargneroit pas leur travail , & donneroit des labours plus profonds. Il auroit une grande quantité d'engrais ; ainsi il laisseroit ses fumiers se consumer. Par-là les graines des mauvaises herbes seroient détruites ; l'opération de sarcler seroit plus rare & moins dispendieuse , & l'on ne craindroit point en coupant les bleds *par gorge* , de laisser dans son champ cette multitude de graines si nuisibles aux récoltes des années suivantes. Tout se réunit donc pour prouver l'utilité & même la nécessité de multiplier les Prairies.

M. Rallier , Associé du Bureau de

Rennes , s'est particulièrement attaché à ce qui concerne la Paroisse de Montautour qu'il habite ; mais il avertit que les mêmes observations conviennent à quinze ou vingt Paroisses des environs. Il dit qu'à Montautour la misère est si grande , que les habitans manquent à la fois de logement , de nourriture , de vêtemens.

L'état de l'Agriculture est proportionné à celui des cultivateurs. Le petit tenancier réduit à payer le louage de la charrue dont il se sert , se borne à donner un labour à ses guérets , tandis que trois ou quatre suffiroient à peine pour des terres qui sont *lourdes , compactes , humides & froides*. A l'égard des engrais , on est réduit au fumier de vache , qui est le moins convenable aux terres humides & fortes ; encore le défaut de fourrage en rend-il la quantité très-insuffisante.

Les remèdes que propose M. Rallier feroient très-propres à ranimer l'Agriculture & à fortifier la population ; mais ils sont d'une nature à ne pas faire espérer qu'ils puissent être tous employés à la fois , ou même successivement. Cependant la Société croit pouvoir représenter d'après lui , que l'Etat trouveroit de l'avantage à

exempter de la milice les fils des Fermiers qui ont une ou plusieurs charrues , & à diminuer le fardeau des impositions. Elles ne pourront se concilier avec l'Agriculture , qui est la base de l'impôt même , qu'après que le Laboureur aura acquis assez d'aisance pour faire face & aux taxes & à la culture.

M. Royou , Recteur de Trébivant , Associé du Bureau de Quimper , a porté ses réflexions & ses observations sur les différentes espèces de culture de son pays. Il s'est d'abord attaché plus particulièrement à fournir des moyens de les améliorer , qu'à indiquer les sources de leur décadence. Cependant il dit qu'aujourd'hui l'Agriculture est négligée & presque abandonnée ; que les bonnes terres sont mal cultivées ; que non seulement on ne défriche pas , mais que les terres qui avoient été défrichées , reprennent leur ancienne stérilité. Il assigne pour cause générale , le peu de soin qu'on a des Prairies naturelles , & le défaut de Prairies artificielles.

Cette observation conduit M. Royou à penser que si les Etats se portoient à faire distribuer gratuitement une certaine quantité de graine de Tréfle pendant deux

années , & ensuite à très-bas prix , tous les Laboureurs cultiveroient cette plante. C'est le principal encouragement qu'il propose. Il en résulteroit évidemment , dit-il , qu'on pourroit défricher des terres ; qu'on semeroit plus de bled ; qu'on étendrait l'Agriculture , parce qu'on auroit plus de bétail , & par conséquent plus d'engrais.

Le même Associé donna quelque temps après une suite de ses réflexions & de ses observations. Il dit que l'Agriculture dépérit , faute de labours assez fréquens & assez profonds. Il insiste particulièrement sur la nécessité de répéter les labours. Il cite l'Ouvrage de M. Duhamel sur la culture des terres , comme le meilleur garant de cette manière de suppléer les engrais. Il rapporte ensuite les obstacles qui arrêtent les progrès de l'Agriculture. Le poids des subsides ; l'assujettissement à la milice ; la paresse , ou plutôt le découragement des paysans ; leur attachement aux anciens usages ; la disette de fumier ; l'abus de brûler les fumiers , au lieu de les laisser consommer , ce qui procure à la vérité un engrais plus prompt , mais beaucoup moins puissant ; le retardement des semailles qui , dans son can-

ton , ne se terminent quelquefois qu'à Noël ; l'avidité des gens d'affaires des Seigneurs , qui ne s'occupent qu'à augmenter les revenus , sans songer qu'en épuisant les colons ils tarissent la source de ces revenus mêmes.

La plupart de ces obstacles ne peuvent être vaincus par une Société économique. Les exemples & les instructions ne peuvent remédier à tout , comme au poids des subsides , de la milice , &c. A l'égard des autres empêchemens , il y en a que les Etats peuvent faire cesser. Ils procureront l'abondance des engrais , s'ils se portent à faire distribuer de la graine de Tréfle ou gratuitement , ou au prix coûtant (a). Ils peuvent faire solliciter la liberté d'exporter nos bleds. Ce dernier article est digne de la plus grande attention. A l'égard du retardement des semailles , la Société ne manquera pas de fournir des instructions d'après les expériences de quelques-uns de ses Membres , lorsqu'on l'aura suffisamment instruite elle-même des vices de cette espèce qui se sont introduits parmi les Laboureurs.

M. de Couetpeur , du Bureau de

(a) Voyez ci-dessus la note de la page 83.

S. Malo , a suivi à la lettre ce que les Etats ont paru desirer par l'Article VI du Règlement qu'ils ont donné à la Société , & ce que la Société desireroit qu'on lui eût fourni sur toutes les parties de la Province. Son Mémoire est une exposition détaillée de ,, l'état actuel de la ,, culture des terres dans la partie méridionale de l'Evêché de S. Malo ; des ,, causes qui y font languir l'industrie ; ,, des moyens de l'animer & d'y perfectionner l'Agriculture. ,,

On trouve dans ce Mémoire la nature du sol dans une étendue de douze lieues sur cinq ou six de largeur ; les espèces de grains qu'on y cultive ; les différentes espèces de bétail qu'on y élève , ou dont on fait usage. On y a rassemblé les fautes que le préjugé & l'habitude font faire aux habitans de ce canton. On y propose les remèdes qui ont paru les plus convenables pour arrêter le mal & faire naître le bien. Les uns peuvent être employés par la Société ; les autres ne peuvent être procurés que par les Etats. Par exemple , M. de Couetpeur pense qu'il seroit nécessaire d'éteindre insensiblement la race des chevaux du Pays. Elle est petite , foible , & elle se perpétue , parce

qu'on les laisse vaguer aux pâturages sans entraves. Il dit la même chose des Bœufs & des Moutons. Ils sont de trop petite espèce, & on ne peut espérer d'en améliorer la race qu'en accordant une gratification à des personnes qui voudroient se procurer de beaux Taureaux, & se charger de les garder avec assez de soin pour les empêcher de faire du désordre. A l'égard des Moutons, il voudroit qu'on procurât à chaque troupeau un Bélier de la grande espèce. C'est aux Etats à prononcer sur ces moyens d'amélioration (a).

M. de Couetpeur regarde comme un remède essentiel, & qui peut-être suppléeroit les autres, en augmentant l'industrie en proportion de l'aisance, de multiplier les Prairies artificielles. Les Laboureurs de ce canton se plaignent chaque année de manquer de fourrages. Les essais du grand Tréfle qu'on y a faits, ont très-bien réussi; on ne peut trouver de circonstance plus favorable pour faire

(a) Les Etats ont fait un fonds pour acheter en Poitou 54 Taureaux de la plus belle espèce. On en distribuera six par Evêché; & ceux à qui on les confiera, pourront les vendre au bout de trois ans à leur profit. Ils ont ordonné en même temps l'achat de 108 Béliers de la plus grande espèce. Il y en aura 12 par Evêché.

prosperer cet encouragement. La Société ne peut trop répéter qu'elle le regarde comme supérieur à tous les autres , parce qu'il assure l'augmentation du bétail , des engrais , des moissons , & , ce qui n'est pas moins intéressant , le succès des défrichemens.

M. Podeur , Recteur de Comanna , Associé du Bureau de Léon , s'est attaché à la partie de l'Agriculture la plus intéressante pour la Province , dans un Mémoire qui a pour titre , *Du défrichement des terres vagues & abandonnées.*

„ Défricher , dit l'Auteur de l'*Essai sur*
 „ *la Police des grains* (page 318) c'est
 „ aggrandir son terrain , augmenter ses
 „ sujets , ses revenus & son pouvoir...
 „ toute terre qui ne produit point , ou
 „ qui cesse de produire , fait un dé-
 „ chet dans la nation. Tout fonds défri-
 „ ché ou amélioré est une valeur réelle
 „ que le Cultivateur fait naître ,
 Vérité essentielle qu'on ne peut trop
 avoir devant les yeux , & qui regarde
 la Bretagne plus qu'aucune autre Pro-
 vince. On ne peut la parcourir sans ren-
 contrer de vastes déserts à chaque pas.

M. Podeur montre à la fois plusieurs obstacles qui nuisent certainement aux

progrès des défrichemens , mais qui ne pouvant être attaqués que par des loix nouvelles , paroissent très-difficiles à détruire.

La Société croit devoir garder le silence sur presque toutes les parties de ce projet ; mais elle saisit avec empressement l'occasion de représenter encore que les terrains nouvellement défrichés devroient être exempts de Dixmes pendant vingt années. Le travail des défrichemens est onéreux par tant d'endroits , qu'il est trop juste de laisser en entier au Cultivateur , des récoltes qui ne le dédommagent qu'à la longue de ses soins & de ses avances. Un dédommagement si juste en lui-même , ne peut être que le fruit des sollicitations & du crédit de la Province (a).

Tels sont les vices de détail qui ont été observés par les Associés dont on vient d'exposer les vues. Les moyens qu'ils proposent , contribueroient tous à l'augmentation des récoltes. Plus les Mémoi-

(a) Les Etats ont pris du Conseil qui exempte, pendant 20 ans, les terres nouvellement défrichées, de la Dixme & de toute imposition réelle.

res de cette espèce se multiplieront , plus il sera facile à la Société d'indiquer les remèdes qui sont à sa portée. A l'égard de ceux qui sont au-dessus de ses forces , elle représentera aux Etats à quel degré ils peuvent être nécessaires. Ils jugeront de ceux qu'ils peuvent dispenser , & de ceux qu'ils doivent obtenir du Gouvernement. Sans l'appui des Etats & sans les graces du Gouvernement , l'Agriculture ne se relevera jamais de l'état languissant où diverses causes l'ont plongée.

Expor-
tation des
grains.

En attendant des instructions plus abondantes sur les causes particulières du dépérissement de l'Agriculture , la Société croit devoir remonter au principe de ce dépérissement. Il est essentiel de montrer aux Etats cette cause première & destructive , afin qu'ils prennent de justes mesures pour tâcher de la faire cesser. La Société envisage ici la défense d'exporter les bleds , & ces privilèges particuliers d'exportation , arrachés par la faveur ou par l'importunité , dans les temps mêmes où la prohibition est générale. Les prohibitions rendent inévitable & presque nécessaire l'insensibilité du Laboureur sur l'étendue de ses récoltes ; & le découragement qui en résulte

est d'autant plus dangereux , qu'on ne peut le lui reprocher sans injustice.

On ne parlera point ici des avantages que retireroit l'Etat de la liberté d'exporter les grains. Cette maxime est actuellement incontestable. La vérité en a été portée jusqu'à la démonstration. *L'Essai sur la Police des grains* a répandu la plus vive lumière sur cet objet. Tous les Traités de Politique , de Commerce & de Finances s'accordent sur ce principe , qu'il n'y a que la liberté d'exporter les grains qui puisse rassurer contre les années de disette. Le moyen le plus infaillible de manquer de bleds , c'est d'en interdire la sortie.

La Société croit pouvoir se borner à représenter aux Etats que le mauvais état de notre Agriculture , sa diminution & l'obstacle invincible à son accroissement , découlent principalement des prohibitions. Nous avons nourri l'Angleterre tandis que nous avons fait librement un Commerce qu'elle s'étoit interdit. Elle nous fournit des grains pour des sommes immenses (a) , depuis qu'elle a attaché une

(a) Depuis 1746 jusqu'à 34 millions 67 mille livres la fin de 1750, l'Angleterre tournois de grains de toute a vendu aux Etrangers pour espèce , dont la France a

récompense à l'exportation , & que nous y attachons des peines. Ce fait est décisif ; mais la Société cherche à justifier par des moyens plus directs le desir qu'elle a de voir accorder une entière liberté au Commerce des grains. Elle croit que c'est par la valeur du bled que l'inconvénient des prohibitions & l'avantage de la liberté doivent être prouvés.

La Société s'est procuré les apprécis des différentes espèces de grains de plusieurs cantons de la Province. Elle s'est informée de ce que coûtent les labours , les engrais , les frais de récoltes. Des calculs aussi exacts qu'il étoit possible d'en faire sur un assez petit nombre d'élémens , lui ont ouvert une route qu'elle croit ne devoir pas abandonner.

Si l'on forme une somme de la valeur des différentes récoltes , comme froment , seigle , orge , bled-noir , avoine , on trouvera qu'elle répond à peine au prix qu'est affermé annuellement le fonds qui les a produites. Si l'on considère de plus

payé pour sa part dix millions 465 mille livres pour les bleds qu'elle a tirés en 1748 , 1749 & 1750. C'est un million 488 mille 333 liv. 6 sols 8 den. par an.

Voyez l'Essai sur la Police générale des grains , p. 144.

Voyez le même fait dans les Avantages & désavantages de la France & de la Grande-Bretagne , pag. 86.

que dans presque toute la Province , les terres labourées ont besoin d'une , de deux & même de trois années de repos ; que pendant ces années de repos le Fermier paye le même prix de sa ferme que dans les années de moissons ; on ne sera pas étonné qu'après avoir déduit le prix de la semence , la dixme , les frais de culture & de récolte , il reste à peine au Laboureur de quoi payer le Propriétaire.

Si ce point de fait étoit bien prouvé , la cause de la misère des Laboureurs seroit évidente. On verroit qu'ils n'ont de ressource pour subsister que le produit des lins , des chanvres , & que ce qu'ils retirent de petites industries , comme la vente des laitages & du beurre , les charrois faits à prix d'argent , &c. Plus le Laboureur est pauvre , plus ces moyens d'industrie sont foibles & insuffisans pour une famille un peu nombreuse. Plus ils sont insuffisans , moins il est en état de soutenir les récoltes par de bons labours , par d'abondans engrais ; moyens sans lesquels il seroit insensé de compter sur de riches moissons.

Or le défaut de liberté dans le Commerce des Grains paroît être la cause immédiate de tous ces maux. Une denrée

vendue fans concurrence d'acheteurs , demeure nécessairement à très-bas prix ; & la vente se fait fans concurrence d'acheteurs , dès que la denrée n'entre point dans le Commerce. Ainsi la profession de Laboureur , quoique la plus utile , est fans aucune proportion , la plus malheureuse qui soit dans l'Etat. Il n'est peut-être pas étranger à la matière qu'on traite d'en indiquer les principales raisons.

Anciennement l'exportation des bleds étoit libre en France. M. de Sully la regardoit comme le seul moyen de mettre le Laboureur en état de payer les subsides. Voici les effets de cette liberté exprimés par un Auteur Anglois de grande réputation (a) , & qui écrivoit en 1621.

„ Les François nous nourrissent de leur
 „ propre bled , même dans les années
 „ les plus abondantes.... Ayant recueilli
 „ depuis quelques années beaucoup plus
 „ de bleds que nous ne pouvons en con-
 „ sommer , nous ne trouvons pas cepen-
 „ dant le moyen de le vendre , les Fran-

(a) Traité contre l'usure ,
 par le Chevalier Thomas Cul-
 peper , pag. 464 & 465. C'est
 cet Auteur qui le premier
 a ouvert les yeux aux An-

glois sur la nécessité de baif-
 ser l'intérêt de l'argent lors-
 qu'on veut faire un grand
 commerce.

„ çois fournissant nos marchés de leurs
 „ propres bleds , à beaucoup meilleur
 „ marché que nous ne pourrions faire le
 „ nôtre. „

C'est principalement sous le Ministère de M. Colbert que le système de la prohibition s'est fortifié. Occupé du projet raisonnable en soi , de multiplier nos Manufactures , il sentit que le bas prix de la main - d'œuvre étoit le plus sûr moyen d'éviter la concurrence des Fabriques étrangères. En conséquence il défendit la sortie des grains , pour mettre les ouvriers en état de donner leur temps & leur travail à meilleur marché. C'étoit sacrifier le Laboureur au Manufacturier. On n'augmentoît pas le Commerce du Royaume , on en changeoit seulement l'objet. Au lieu de vendre du bled & des bestiaux pour acheter du drap , ces mesures tendoient à nous faire vendre du drap , tandis que nous acheterions du bled & des bestiaux.

Les défenses perpétuelles de vendre nos grains à l'étranger , devoient nécessairement mettre une disproportion immense entre la profession du Laboureur & toutes les autres. Cette prohibition , comme on l'a déjà dit , devoit rendre sa

condition la plus malheureuse de toutes celles de l'Etat. Pour s'en convaincre , il ne faut que mettre le Laboureur vis-à-vis d'un Marchand , de quelque marchandise que ce soit.

Le Manufacturier qui vend de la toile , ou d'autres étoffes , pour habiller le Laboureur & sa famille , a la liberté de les vendre en même-temps aux Etrangers. Si l'Etranger en donne un plus haut prix que le Laboureur , ce dernier est forcé ou de se passer de ces marchandises , ou d'en donner le prix offert par l'Etranger , parce que leur sortie est continuellement permise. Lorsque le Laboureur vend son bled pour acheter cette toile , ou ces étoffes , il est forcé d'en recevoir le prix qu'on lui en offre dans le Pays. La sortie de sa denrée étant défendue , il ne peut profiter des offres que lui feroit l'Etranger ; ainsi personne ne peut lui en donner un meilleur prix que celui qui doit la consommer sur les lieux.

Comme on envisage ici l'état du Laboureur en général , & tel qu'il est dans le Royaume , on peut dire qu'il a le même désavantage vis-à-vis du Vigneron qui , comme lui , n'est qu'un Cultivateur , que vis-à-vis du Manufacturier. Un Laboureur
qui

qui veut acheter une pièce de vin , a pour concurrens les Flamands , les Hollandois , tous les Peuples du Nord , les Habitans de nos Colonies. S'il veut vendre du bled pour payer , le Vigneron achète le bled sans concurrence.

Ainsi le Laboureur reçoit la loi de toutes les professions dont il a besoin pour son habillement & ses autres nécessités , & il ne peut la donner dans aucun cas pour la vente de sa denrée , pas même dans celui où sa rareté la rend plus chère. Le Royaume étant toujours ouvert pour recevoir le bled des étrangers , lorsque sa rareté porte nos voisins à nous en envoyer , le Laboureur n'est plus maître du prix de celui qu'il a recueilli. Il est forcé de suivre le prix du bled étranger , qui quelquefois se vend à perte , ou à si bas prix , que le Laboureur François ne retire pas les frais de sa culture & la valeur de ses semences. Il est donc forcé par la position où le met la défense perpétuelle d'exporter les grains , d'acheter la denrée & les marchandises qui lui sont nécessaires au plus haut prix possible , & de ne vendre jamais la fienne qu'au plus bas prix possible.

La défense d'exportation devoit néces-

fairement réduire la culture à l'approvisionnement d'un petit cercle de consommateurs , sur-tout lorsqu'elle s'étendoit d'une Province de France à une autre Province (a). Le Laboureur qui ne pouvoit plus espérer de retrouver dans la vente de son grain de quoi se dédommager des frais & des risques de la culture , abandonna celle qui lui coûtoit le plus. Par cette raison il cessa de cultiver les mauvaises terres & même les médiocres. Il se réduisit à la culture des meilleures , parce qu'elles étoient d'un rapport plus assuré & moins coûteux. Ainsi l'Etat perdit toute la quantité de grains que lui fournissoient autrefois les médiocres & les mauvaises terres. La Bretagne est couverte de témoins de cette triste révolution. Elle offre presque par - tout le spectacle de terres autrefois cultivées. L'impresion du soc dont elles conservent les vestiges , atteste ce fait de tous côtés.

L'exportation des grains étoit libre

(a) Cette prohibition de Province à Province , n'a cessé qu'au mois de Septembre 1754 , en vertu d'un Arrêt du Conseil. Le bien de la Nation demanderoit que cette petite portion de liberté fût du moins appuyée sur une Déclaration du Roi , enrégistrée dans tous les Parlemens.

alors ; le Laboureur se regardoit non seulement comme le pourvoyeur de son pays , mais comme celui de l'univers. La perspective d'une consommation sans bornes l'invitoit à étendre & à multiplier les productions de la terre. La prohibition ayant rétréci depuis le cercle des consommateurs , la culture s'est proportionnée à la consommation du pays où la denrée pouvoit librement circuler. L'expérience ne prouve que trop que dans un pays où la sortie des grains est perpétuellement défendue , on ne sème que pour son propre besoin. Il en résulte qu'on recueille quelquefois au-dessous du nécessaire. Dans les pays où l'exportation est perpétuellement permise , on sème pour sa subsistance & pour celle d'autrui ; par conséquent dans les mauvaises années on doit plus recueillir qu'on ne peut consommer.

Si des loix défendoient l'exportation de nos vins , de nos eaux-de-vie , de nos huiles , le Royaume verroit la culture en tout genre se resserrer insensiblement à la consommation intérieure , & la disette ne tarderoit pas à se faire sentir. Qu'on défende la sortie de nos toiles , de nos étoffes de soie , de laine , de coton ,

cette loi équivaldra à un ordre de démolir la plupart de nos Manufactures , & de n'en laisser subsister qu'une quantité mesurée sur nos besoins.

Par quel miracle arriveroit-il que des prohibitions qui détruiroient nos richesses de toute espèce , eussent le singulier effet de les augmenter sur l'article important des bleds ? Aussi l'Agriculture a-t-elle dépéri ; aussi les récoltes sont-elles moins abondantes ; & on ne doit espérer de les voir augmenter qu'autant que le Cultivateur verra qu'il est de son intérêt de s'y adonner.

Le respect dû aux Etats a empêché celui des Membres de la Société qui s'est occupé de cet objet , de mettre sous les yeux de la Province un travail qu'il ne regarde lui-même que comme une ébauche. Mais cette ébauche peut devenir un tableau assez intéressant pour mériter qu'on appuie les efforts qui tendroient à le perfectionner.

La Société desireroit donc que dans tous les Evêchés de la Province, des Citoyens prissent la peine de faire la comparaison des différens prix qu'ont eu les terres labourées depuis un siècle ; de former des états détaillés des avances & des

frais qu'exige chaque espèce de culture ; de marquer quelle quantité de grain on sème & on recueille dans un Journal , & que ces états fussent accompagnés du prix commun des grains depuis vingt ou trente années. Ces élémens suffiroient pour démontrer à quel point l'Agriculture souffre du défaut de liberté sur l'exportation. La Société peut du moins assurer que les instructions qu'elle s'est procurées sur ces différentes parties , sont autant de témoins contre la prohibition. Ainsi les faits & les raisonnemens concourent à faire desirer une liberté absolue pour le Commerce des bleds.

Mais quand même on allégueroit en faveur des prohibitions des raisons plus imposantes que la peur de la disette (argument unique contre la liberté) il n'en seroit pas moins vrai que les permissions particulières d'exporter découragent le Cultivateur & ruinent l'Agriculture. La Société pourroit fournir à cet égard des preuves sans réplique , mais elle auroit besoin du secours des Etats. Ce secours consisteroit à procurer un relevé des registres des Ports & Havres , sur la quantité de grains exportés d'année en année en vertu de privilèges. Le prix des grains

en Bretagne pendant chacune de ces années est connu. La Société s'assureroit du prix qu'avoient ces grains dans les différens Ports d'Europe où ils ont été envoyés. Il seroit donc aisé de juger du bénéfice que les permissions ont procuré à ceux qui les ont obtenues. On verroit l'avantage qu'eût retiré le Cultivateur de la liberté d'exporter , & de combien il eût pu augmenter le fonds qu'il emploie à la culture.

L'abus qu'on fait de ces privilèges en exportant au-delà de la quantité permise ; le peu de vigilance des Commis sur un Commerce qui ne leur produit point de droits , peuvent éloigner de la précision qu'on voudroit apporter à cette opération. Mais ce sera toujours un avantage que de pouvoir fixer les profits qui ont été faits sur les parties qui pourront être connues.

Si les Etats approuvent & favorisent ces vues , & que la Société soit chargée de les remplir , il en résultera un Mémoire décisif pour ou contre les prohibitions & les permissions particulières. Ce sera un fondement inébranlable pour les représentations que la Province croira devoir faire au Ministère sur un objet si

intéressant pour elle & pour le Royaume même (a).

Le Roi & ses Ministres desirerent que les peuples soient dans l'aisance , que la culture soit encouragée & secourue. Dès qu'il sera démontré par des faits que la défense d'exporter a rétréci les anciennes limites de l'Agriculture ; que le travail du Laboureur lui fournit à peine de quoi payer le Propriétaire , on ne doit pas douter que le Gouvernement ne cherche à multiplier la plus nécessaire de nos productions , en lui ouvrant tous nos Ports.

Les personnes qui n'ont pas approfondi ce sujet d'économie & de politique , pourroient craindre que la libre sortie des grains n'en augmentât le prix ; mais tout le monde sçait que la facilité & l'abondance des ventes fait multiplier la culture. Il est inutile de prouver que la culture ne peut se multiplier sans apporter de la diminution au prix de la denrée (b). D'ailleurs des actes très-authen-

(a) Les Etats ont chargé MM. leurs Députés & Procureur-Général-Syndic en Cour , de solliciter avec les plus vives instances une permission générale & permanente d'exporter les grains

de la Province ; & la Société a été chargée de leur fournir un Mémoire propre à écarter les difficultés qu'on peut faire sur cette matière.

(b) Voyez l'Essai sur l'état

tiques doivent rassurer les personnes les plus inquiètes. Le prix du bled a diminué de plus en plus en Angleterre , depuis qu'on a chargé de taxes à l'entrée celui des étrangers , & qu'on a payé les Marchands qui exportent les bleds de la Nation. Avant que ce point de fait eût été prouvé par l'expérience de l'Angleterre , on pouvoit attaquer les principes en les traitant de spéculations , de systèmes. Aujourd'hui ce seroit argumenter contre des faits incontestables.

La Société n'envisage pas l'aisance du Laboureur du côté du bénéfice qu'il pourroit faire sur chaque boisseau de grain en particulier ; mais elle trouve le principe de cette aisance dans de petits profits multipliés sur une denrée dont il sera le maître , qu'il sera sûr de vendre , & qu'il cultivera par préférence , dès qu'il en pourra disposer.

Au reste , s'il est intéressant sur-tout pour le petit peuple , que le bled ne soit pas trop cher , il a plus d'intérêt encore qu'il ne tombe pas à trop bas prix. En 1744 le froment ne se vendoit à Rennes

du Commerce d'Angleterre lice générale des grains , de-
de John Cary , tom. I, p. 72. puis la page 140 jusqu'à la
& sur-tout l'Essai sur la Po- page 161.

que 9 liv. 10 s. la charge , pesant à peu près 330 livres. Le Laboureur qui ne retireroit pas ses frais de culture , ne pouvoit payer le Propriétaire , & l'un & l'autre étoient hors d'état d'occuper ceux qui ne subsistent que de leur travail & de leur industrie. Ainsi le bon marché du bled caufoit la disette de l'argent , sans lequel le peuple ne peut avoir du bled à quelque prix qu'il se vende. La liberté d'exporter remédie au double inconvénient de la cherté & du bas prix excessif , qui produisent un même effet par rapport au petit peuple.

Quoique la Société regarde la prohibition d'exporter les grains comme le plus grand obstacle à l'expansion & aux progrès du labourage , elle s'est occupée des moyens de soutenir & même de perfectionner cette partie de l'Agriculture. M. Baudouin , Associé du Bureau de Dol , a communiqué un procédé dont il fait usage depuis quinze ans. Il consiste à faire tremper le bled dans une saumure de sel marin pendant vingt-quatre heures , & à le saupoudrer de poussière de chaux vive , la veille du jour où il doit être semé. Il sème un peu moins de grain que les autres Laboureurs dans une même

Culture
des Bleds.

étendue de terrain. Cependant sa récolte est environ de treize pour un , & son bled pèse cinq à six livres de plus par boisseau que celui de ses voisins.

La Société envoya dans plusieurs endroits de la Province , des copies de ce procédé. Quelques personnes l'ont mis en pratique , mais elles n'ont point fait part du résultat. M. de Montluc qui a fait aussi cette expérience , n'a pu en apprécier les avantages. Il n'étoit pas à la campagne dans le temps de la récolte , & malheureusement ses gens d'affaires n'y donnerent pas toute l'attention qui leur avoit été recommandée.

M. le Brigant , Recteur de Plouezoch, a bien voulu faire faire la même expérience dans sa Paroisse. Il a mandé le 23 Août 1758 , qu'un homme qui avoit mis dans une partie d'un champ , du bled préparé à la maniere de M. Baudouin , lui avoit dit qu'il n'y avoit *point du tout de bled charbonné* dans cette partie , *comme dans le reste du même champ ; qu'il pesoit beaucoup plus*. Il ajoute que d'autres ont fait la même épreuve , & que lorsqu'ils auront battu leurs bleds , il en enverra un détail exact. Comme selon toute apparence les Laboureurs des environs de

Morlaix battent pendant l'hiver , il n'est pas étonnant que M. le Brigant n'ait pas encore envoyé le détail qu'il a promis.

Le fait qu'il rapporte que le bled préparé a été préservé du *charbon* , tandis que le reste du champ semé sans préparation en étoit infesté , est intéressant pour la Société. Elle avoit été avertie qu'une partie des bleds de cette année étoit corrompue par la maladie qu'on nomme *niéle* , *charbon* ou *carie*. Cette maladie est contagieuse ; ainsi l'on jugea qu'il étoit indispensable de publier une instruction qui pût garantir la récolte prochaine de la corruption dont elle étoit menacée.

L'instruction dont il s'agit a été imprimée & distribuée dans la Province. On y indique , comme un préservatif contre la contagion du *charbon* , une lessive de sel marin , après laquelle on saupoudre le grain qui a été humecté , avec de la poussière de chaux vive. Ce que M. le Brigant rapporte de l'effet qu'a produit contre la même maladie le procédé de M. Baudouin , est une preuve anticipée de l'efficacité du remède indiqué dans l'instruction imprimée. Il est vrai qu'on avoit pris toutes les précautions

possibles pour s'assurer de la bonté des préservatifs proposés au public. On consulta les meilleurs Auteurs qui avoient écrit sur cette matière , & en particulier les excellens Mémoires de M. Tillet. On écrivit à M. Tillet lui-même , pour lui demander des éclaircissémens , & il les donna avec une promptitude digne de son zèle pour l'encouragement de l'Agriculture. Cette instruction étoit d'autant plus nécessaire , que la maladie qu'il s'agissoit de prévenir , diminue quelquefois d'un quart , d'un tiers & même de la moitié les récoltes du Royaume (a) ; perte qui monte à plusieurs millions.

Si les maladies des bleds causent des pertes aux Cultivateurs , ils en éprouvent quelquefois de très-considérables par les pluies qui surviennent dans le temps des moissons. Le Bureau de Nantes attentif sur cet objet , consulta M. Naigle , célèbre Agriculteur d'Irlande. Voici le précis de sa réponse.

J'ai remarqué , dit-il , que dans le Comté Nantois on n'est jamais assuré de la subsistance des peuples qu'après que

(a) Voyez la suite des Expériences & réflexions , &c. le Traité de la Culture des terres de M. Duhamel , tom. de M. Tillet , page 64 ; & 5 , pag. 182 & 183.

les grains sont en grenier. Quand le temps de la récolte est pluvieux , on perd souvent le quart du grain , & ce qu'on en recueille est souvent très-endommagé par les pluies.

Pour prévenir des inconvéniens si préjudiciables , il faudroit qu'à mesure qu'un Moissonneur coupe le bled d'un sillon , un homme ou une femme fit les gerbes , en recourbant les épis & les faisant rentrer dans les gerbes mêmes. Il faudroit les lier ensuite & les faire de la moitié moins grandes qu'à l'ordinaire , tant pour la facilité de les lier , que pour celle de les transporter & de les amonceler.

Lorsque le bled est lié , le Moissonneur doit le porter au milieu du champ , & y former des meules de sept , huit & neuf cens gerbes , observant de mettre les épis en dedans. On doit laisser ces meules , qui ont la forme d'un cône ou d'un pain de sucre , pendant dix-huit ou vingt jours au milieu du champ , pour efforer le grain.

Après ce temps on transporte les gerbes dans une cour , pour les mettre une seconde fois en meules , supposé qu'on n'ait pas de hangars ou granges. Tel est l'usage d'Angleterre & d'Irlande. Il est

plus aisé de battre le bled ainsi efforé , que lorsqu'on vient de le moissonner. Il acquiert même un degré de maturité & de perfection , lorsqu'on le laisse quelque temps en meules. Lorsqu'il est battu, il est bon , si le temps le permet , de l'exposer au soleil avant de le mettre en grenier. Ces observations regardent principalement le froment.

Méthode
de M. Tull.

Ce n'est pas assez que de conserver nos récoltes , il seroit bien intéressant d'en augmenter le produit. C'est ce qui a rendu la Société très-attentive aux effets de la méthode de M. Tull , excellent Cultivateur Anglois. M. Blanchet a apporté d'Angleterre en Bretagne cette méthode singulière ; il la pratique depuis plusieurs années dans son propre bien situé près de Messac. Elle lui donne des moissons si supérieures à celles de ses voisins , qu'elles ne peuvent entrer en comparaison.

M. Duhamel , de l'Académie Royale des Sciences , & M. Lullin de Châteauvieux , ancien Consul de la République de Genève , ont suivi cette culture en grand. Les résultats qu'ils en ont fait imprimer , promettent des bénéfices très-considérables. Cependant des motifs de

plus d'une espèce ont déterminé la Société à user de la plus grande circonspection à ce sujet.

M. de Never , Associé du Bureau de Rennes , avoit cultivé du froment suivant les principes de M. Tull , plusieurs années avant l'établissement de la Société. Il avoit eu d'abondantes récoltes , mais inférieures à celles de MM. Duhamel & de Châteaueux.

D'un autre côté , la nouvelle culture exige des instrumens chers , qu'il est difficile de se procurer , qui demandent une adresse & des attentions dont tous les Laboureurs ne sont pas capables. Ces instrumens d'ailleurs paroissent encore éloignés de la perfection , puisque M. Duhamel & ses correspondans y font continuellement des changemens. C'est le semoir sur-tout qu'on envisage ici.

On doit considérer aussi que les fréquens labours qui entrent dans cette culture (quoique d'une dépense très-inférieure à celle qu'ils semblent exiger) ne peuvent qu'effrayer les Cultivateurs ordinaires. Ils ne se rendent jamais raison par des calculs , de ce qu'ils doivent espérer ou craindre des méthodes qu'ils n'ont pas éprouvées.

Enfin l'Encyclopédie (a) sans attaquer directement la culture de M. Tull, tend à éloigner les Cultivateurs de l'adopter. Il est vrai que l'Auteur de l'article *Froment* ne s'engage dans la discussion d'aucuns faits ; ils lui ont paru , sans doute , trop bien attestés. D'ailleurs il ne produit pas une seule expérience qui autorise sa répugnance à suivre la méthode de M. Tull. Mais toutes ces difficultés réunies ne permettent pas à la Société de prendre un parti.

Les succès de M. Blanchet sont assez imposans pour mériter une attention particulière. Il a inventé un semoir dont on parlera dans la suite. M. de la Chalotais en fit construire un semblable , au mois d'Octobre 1757. Il fit semer dans un même champ , le même jour & avec le même froment , plusieurs sillons suivant la méthode de M. Tull. M. Blanchet dirigea cette opération. Le reste du champ fut semé à la manière ordinaire.

On comptoit comparer , lors de la récolte , le produit des sillons de la nouvelle culture , au produit d'une quantité égale de terrain semé suivant l'ancienne méthode. L'inattention des Moissonneurs

(a) Voyez le mot FROMENT, tom. 7, pag. 336.

a privé de ce résultat. Ils mêlerent par méprise des gerbes qui devoient être séparées , enforte qu'on n'a pu conclure de cette expérience que la supériorité des épis & des grains du froment semé en rayons.

Quelques jours avant la maturité on choisit dans la partie du champ semé suivant l'usage ordinaire , les plus beaux épis qu'on pût remarquer. Ils étoient en petit nombre , & leur longueur n'excédoit pas trois pouces & demi. Presque tous les épis des sillons semés en rayons avoient la même longueur , & il y en avoit plus de la moitié qui étoient longs de près de cinq pouces. Tous les grains de bled avoient fourni plusieurs tuyaux ; on en compta vingt-un sur un seul pied. Il en résulte évidemment qu'avec une moindre quantité d'épis les sillons eussent donné plus de bled que le grain semé à l'ordinaire dans une égale étendue de terrain. Cependant les labours intermédiaires & de détail avoient été un peu négligés.

La culture de M. Blanchet dans la même année peut suppléer ce qu'on regrette de n'avoir pu déterminer chez M. de la Chalotais. Il sema dans l'automne

de 1757 , en présence de M. le Président de Montluc & de M. de la Bourdonnaye , Procureur - Général - Syndic des Etats , un champ nommé *la Monnerie* , contenant deux journaux quatre cordes. Il n'employa qu'un boisseau de grain , c'est-à-dire , le cinquième de la quantité de froment que tout autre eût semé dans une égale étendue de terrain. Une partie du champ fut ravagée par les vers , au point que cette partie qui en faisoit à peu près la moitié , n'a fourni que quarante-deux gerbes , l'autre moitié en a donné cent vingt-quatre. Cependant le terrain total a produit cinquante-quatre boisseaux de froment. Ainsi , tous frais de culture déduits , le froment apprécié sur le pied de quatre francs , prix actuel , ce champ a donné de profit net 93 liv. Les épis étoient communément de plus de cinq pouces de longueur , & il n'étoit pas rare d'en trouver de six pouces. Cette récolte étoit la troisième en froment que M. Blanchet retiroit de la même terre , sans y mettre de fumier.

Il sema en même temps suivant l'usage du Pays (& avec plus de soin) un champ nommé *la Mouffauderie* , contenant un journal trois quarts & quatre perches.

Il y employa , proportion gardée , cinq fois autant de semence que dans le champ de la Monnerie. Il n'en a retiré qu'une récolte de trente-deux boisseaux ; enforte que , frais déduits , ce champ ne lui a donné de bénéfice net que 14 liv. 6 f. Il étoit à la vérité moins grand d'un huitième que le premier ; mais en comparant une même étendue de l'un & de l'autre , on trouve qu'un journal cultivé à la manière de M. Tull , a produit au Propriétaire 46 liv. 10 f. de bénéfice net , & qu'un journal cultivé à l'ordinaire ne lui a rendu que 8 liv. 4 f. Ces faits sont tirés d'un registre de frais & de produits de culture que tient M. Blanchet , & qu'il a bien voulu communiquer.

On ne peut se dissimuler que la comparaison qu'on vient de faire ne soit très-favorable à la nouvelle culture ; cependant pour écarter tout nuage , M. le Président de Montluc a fait préparer avec très-grand soin un champ de sept journaux trente-deux cordes ; il l'a fait semer à la fin de Septembre 1758 , en présence de M. Blanchet & avec son semoir. On a fait note de tous les frais & de la quantité de semence employée. On écrira la dépense des labours parti-

culiers , & le produit de la récolte fera marqué exactement. On ſçaura donc avec précision juſqu'à quel point la méthode de M. Tull peut être préférable aux nôtres.

M. de Sécillon , Gentilhomme des environs de Guerrande , a fait ſemer douze journaux cette automne , en préſence de M. Blanchet. M. Alba , fils , de Pontivy , a fait dans le même temps un eſſai ſemblable. Le Sieur Rozaire , Fermier riche & intelligent des environs de Rennes , a ſémé un journal & demi ſuivant la même méthode. M. Blanchet continue ſa culture ; il y a employé cette année dix ou douze journaux. Ainſi après la moisſon de 1759 , la Société aura cinq objets de comparaïſon , qui lui fourniront des réſultats.

Quelque favorables qu'ils puiſſent être , on n'oſeroit ſe flatter d'accréditer généralement une culture qui exige beaucoup de ſoins & une précision dont les payſans ſont rarement capables. Mais les perſonnes plus éclairées qui demeurent à la campagne , peuvent en profiter , & ce ſeroit une addition au produit de nos moisſons. Il en réſulteroit un autre avantage qui eſt très-deſirable , & qui deviendroit général.

On reproche universellement aux Payfans d'employer trop de semence. Les récoltes en sont moins abondantes , & le grain superflu est une perte qu'il seroit utile au Laboureur de s'épargner. La multitude de tuyaux que produit un seul grain dans une culture qui n'exige qu'un cinquième de la semence ordinaire , les porteroit peut-être à ménager le grain qu'ils sèment. On doit espérer du moins que l'exemple les disposeroit à se conformer avec moins de répugnance aux instructions qu'on leur donneroit sur ce sujet. M. Baudouin du Bureau de Dol , qui retire de sa culture treize pour un , ne sème que 150 livres de Froment par journal. Presque tous les Laboureurs , du moins dans l'Evêché de Rennes , sèment plus de 200 livres de grain dans le même espace de terrain.

Quelques Affociés des Bureaux de Rennes & de Nantes ont essayé dès 1757 la culture du bled de *Smyrne* , plus connu peut-être sous les noms de *Bled de Miracle* , ou *Bled de Providence*. Un assez petit nombre d'épis les a mis en état de semer ce même bled plus en grand cette année. Si ces épreuves réussissent , il sera très-avantageux de multiplier cette

espèce de bled. Les épis produisent cent cinquante , & souvent deux cens grains. M. le Marquis d'Orvault qui en cultive depuis trois ans , a assuré qu'il en avoit semé dans une bonne terre , mais sans engrais ; dans de bonne & dans de mauvaise terre qu'il avoit fumée ; que le produit de ces terrains étoit à peu près égal. M. Duhamel a écrit à un des Membres du Bureau de Rennes , que ce grain devoit toujours être semé dans les meilleures terres. M. d'Orvault fit moudre une partie de celui qu'il récolta en 1757 ; il eut de la farine d'une blancheur surprenante , peu chargée de son. Il en fit faire du pain très-beau & très-bon. Il lui restoit une écuelle rade (ou rase) de semence , qui a rendu en 1758 six boisseaux Nantois combles. Le boisseau pèse à peu près quatorze livres.

M. d'Orvault cultive une autre espèce de froment qui vient du Levant comme le bled de *Miracle*. Il dit qu'il rend quarante pour un. Comme il n'explique pas de quelle manière il l'a cultivé , il est impossible de juger si ce produit est aussi considérable qu'il le paroît d'abord. On s'assurera des avantages qu'il semble promettre.

Les objets de culture dont on a parlé jusqu'à présent , sont étroitement nécessaires à la subsistance de l'homme. Les Prairies mêmes doivent être rangées dans cette classe , puisqu'elles entretiennent le bétail , dont la plus grande partie sert à sa nourriture. D'ailleurs c'est le bétail qui soutient la fécondité des terres par les labours & par les engrais. Il est temps de parler de la partie de l'Agriculture qui a un rapport plus direct avec nos Arts & notre Commerce.

Le Lin est la plus précieuse de nos productions , par la diversité des emplois dont elle est susceptible. La Société s'en est occupée comme d'un objet de culture que les Etats desireroient d'accréditer dans la partie méridionale de la Province (a). Mais elle a senti en même temps qu'il étoit de la dernière importance de naturaliser entièrement cette plante dans la Bretagne. Sa culture ne sera , pour ainsi dire , que précaire tant que nous serons forcés de tirer la graine de l'étranger. La Société a donc cru devoir chercher les moyens d'entretenir notre graine dans un état de fécondité

(a) Voyez ci-devant , pag. 41 , les Observations sur l'article XIV des Délibérations des Etats du 10 Février 1757.

permanent , ou de lui rendre sa première vigueur , après que trois ou quatre récoltes l'auront éternée.

Le moyen le plus apparent de recueillir de bonne graine de Lin , est de lui laisser acquérir son dernier degré de maturité. Lorsque le Lin est semé fort épais , & qu'il est recueilli avant d'être tout-à-fait mûr , il donne une filasse souple , douce , plus propre par conséquent aux usages auxquels on le destine communément : mais cette méthode a l'inconvénient de ne fournir que de la graine médiocre & en petite quantité. Les plantes croissant très-près l'une de l'autre , sont nécessairement plus déliées ; la graine en reçoit peu de substance , ainsi elle ne peut être que foible. D'un autre côté , dès qu'on anticipe le temps de la maturité pour arracher le Lin , la graine ne peut acquérir toute la vigueur dont elle auroit besoin pour donner l'année d'après de belles productions. Si les règles de l'analogie n'étoient pas souvent trompeuses en matière de végétation , on pourroit comparer ces graines produites par des plantes encore herbacées , au bled recueilli avant sa maturité. M. Duhamel & M. Aimen(a)

(a) Voyez la Culture des terres , tom. 5 , p. 202 & suiv.

ont observé que les grains de cette espèce sont sujets à des maladies.

Il est donc vraisemblable qu'en laissant bien mûrir le Lin , il fourniroit des graines mieux nourries & plus vigoureuses. Beaucoup de Payfans de l'Evêché de Léon assurent que cette conjecture s'accorde avec les faits. Il est vrai qu'ils ne produisent aucune expérience sur laquelle on puisse compter ; mais c'est beaucoup que de leur entendre louer une pratique qui s'éloigne de leur routine. C'est un préjugé favorable pour les expériences qu'on pourroit faire à ce sujet.

Il ne suffiroit pas de laisser mûrir parfaitement la graine , il faudroit que le Lin fût semé clair. Les tiges étant un peu éloignées les unes des autres , tirent plus de substance de la terre , & en fournissent plus abondamment à la graine. Dans la méthode usitée , le Cultivateur sacrifie la graine à l'avantage d'avoir une filasse de plus belle qualité ; ici la filasse seroit sacrifiée au desir de s'assurer de bonne graine. On n'obtiendrait vraisemblablement que du Lin ligneux , dur , élastique ; d'ailleurs on n'en auroit qu'une petite quantité , puisque les plantes seroient rares. Mais on en seroit dédom-

magé par l'abondance de la graine ; elle se multiplie toujours sur les plantes isolées.

La Société a déjà rapporté plusieurs expériences qu'elle a faites , & dont elle n'a pu former des résultats par la contrariété qu'y ont apporté les saisons. Elle aura plus d'une occasion de se plaindre de ces contretemps. Ils ont empêché M. de la Chalotais de se procurer cette année de la graine de Lin fortifiée & par sa maturité & par la rareté des tiges. Il avoit fait semer de la graine d'une quatrième récolte de Lin , tirée de l'Evêché de Tréguier ; l'excessive chaleur du printemps , les pluies continuelles de l'été ont détruit toutes ses espérances. Son Lin n'a pu parvenir à sa maturité. Il est d'autant plus fâcheux que cette expérience n'ait pu être conduite à sa fin , qu'on ne peut la répéter qu'en 1759. Ainsi on ne pourra juger qu'en 1760 de la graine qu'on aura recueillie.

La même cause n'a pas permis de juger cette année d'un moyen indiqué dans les actes de la Société de Dublin (a) , pour

(a) C'est de M. Thebault , Professeur de Mathématiques , qu'on tient ce procédé. La Société lui a procuré un exemplaire , en Anglois , des *Essais de la Société de Dublin*. Il a bien voulu les traduire. Ils ren-

régénérer la graine totalement épuisée. Il se réduit à semer fort clair , dans une terre neuve , fort argileuse , & à laisser parfaitement mûrir la graine. Ce seroit un moyen bien simple de nous passer du secours des graines étrangères. Il n'est que trop aisé de trouver en Bretagne des terres neuves & fortes où l'argile domine.

Les recherches de la Société sur le Lin LIN SAUVAGE. ordinaire ou annuel , ont conduit à la découverte d'une plante assez commune dans l'Evêché de Rennes ; qui y croît sans culture & sans soins , & qui paroît être un Lin vivace.

Les Affiches de France annoncerent au mois de Décembre 1754 , & de Janvier 1755 , qu'on avoit nouvellement découvert du Lin vivace en Sibérie. MM. de la Rue & Dupont , Démonstrateurs Royaux en Chirurgie , dirent à cette occasion qu'ils avoient rencontré quelquefois dans des Prairies une espèce de Lin sauvage , qui paroissoit avoir la même propriété. Cette indication fut d'abord négligée. Dès que la Société fut

ferment les détails les plus circonstanciés sur tout ce qui concerne la culture & les préparations du Lin.

Nota. Cet Ouvrage imprimé à Paris, chez les freres *Estienne*, a paru au commencement de 1759.

établie , elle crut devoir s'attacher à ce nouvel objet de culture. On écrivit en divers endroits pour avoir de la graine de Lin perpétuel. On reçut à la fin d'Avril 1757 , une petite quantité de graine , qu'on assuroit avoir été produite par du Lin de Sibérie. Cette graine fut semée dans un jardin , & cultivée avec le plus grand soin ; elle ne fournit que du Lin annuel.

M. Vindack , Directeur de la Manufacture de toiles à voiles , établie à Rennes , chez qui le prétendu Lin de Sibérie fut semé , avoit considéré très-attentivement & dans leurs différens états , les plantes qu'avoit donné cette fausse graine. Il crut reconnoître les mêmes feuilles , les mêmes fleurs , les mêmes capsules dans une plante qu'il trouva dans une Prairie peu éloignée de chez lui. Il enleva quelques pieds avec de grosses mottes de terre pendant l'automne de 1757 , & les transplanta dans son jardin. Quelques-uns périrent , les autres résistèrent aux gelées. Il eût suffi d'en sauver une seule pour être en droit de soupçonner que si ce Lin n'étoit pas vivace , il pouvoit du moins être bis-annuel.

Cette découverte rappella ce qu'on

avoit entendu dire à MM. de la Rue & Dupont. D'autres personnes dirent avoir connu un Payſan près de Mordelles , qui coupoit dans des Prairies une eſpèce de Lin qu'il faiſoit filer. Ces indications déterminèrent à faire chercher cette plante dans les Prairies qu'on avoit désignées auprès de Mordelles. On en reçut en effet quelques poignées. On les fit rouir & peigner , & la filasse qu'elles rendirent fut filée.

Le fil qu'on en a tiré est assez beau. Il n'a que le défaut d'être un peu foible. Cette qualité ne détermine rien pour les récoltes à venir , parce que les poignées qu'on reçut furent coupées en même temps que les foinſ. Ce Lin étoit alors extrêmement éloigné de ſa maturité.

La description de cette plante & des caractères qui lui ſont propres , & une ſuite d'observations & de comparaiſons de ce Lin avec toutes les eſpèces de Lin connues , ſont la matière d'un Mémoire fourni à la Société par M. de Lyvois , Avocat au Parlement. Après avoir vu le Lin transplanté par M. Vindack , M. de la Bourdonnaye en trouva une assez grande quantité près la maiſon de Beaumont , ſituée aux portes de Rennes. Une

autre personne en a arraché dans des haies , aux environs de Dinan. Enfin M. de Lyvois qui a des connoissances en Botanique , & qui herborise presque continuellement lorsqu'il va en campagne , ou qu'il y fait quelque séjour , en a rencontré dans plusieurs endroits des environs de Rennes , mais sur-tout auprès du Pont-péan. Il y trouva une Prairie qui en étoit presque aussi remplie , que s'il eût été semé à dessein.

La Société n'a rien négligé pour se procurer le plus de graine qu'il a été possible , d'une plante qui peut devenir si précieuse à la Province. Elle en a fait semer dès cette automne en divers endroits. On en semera encore au printemps , & l'on prendra toutes les précautions nécessaires pour multiplier la graine des plantes cultivées. Elle doit naturellement être supérieure à celle qui a été produite sans culture.

Le Mémoire de M. de Lyvois annonce quelques difficultés sur la manière de traiter cette plante. Elle est rameuse ; elle fleurit à plusieurs reprises ; elle porte à la fois les capsules des graines qu'ont donné les premières fleurs ; des capsules à différens degrés de maturité , & enfin des

fleurs. Il faudra fans doute beaucoup d'observations & d'expériences pour faifir cette efpèce de Lin dans l'inftant précis où il donne la filaffe la plus abondante & la plus belle. Mais s'il eft vivace , ou même bis-annuel , la Société ne négligera rien pour vaincre les difficultés que pourra préfenter cette nouvelle culture.

Le Chanvre eft après le Lin une des CHANVRE. principales productions de la Bretagne. Cette matière fans laquelle il faudroit renoncer à la Navigation , puifqu'on en tire les toiles à voiles & les cordages , mérite une attention particulière dans une Province maritime.

Des perfonnes qui paroiffent très-inftituées , prétendent que la culture en a beaucoup diminué. Elles en rapportent la principale caufe à la défenfe de les exporter, défenfe qui n'a été levée que depuis peu d'années. Cet inconvénient fera toujours inféparable des prohibitions en fait d'Agriculture & de Commerce. Mais dans cette occafion le mal étoit augmenté par les perfonnes chargées d'acheter des Chanvres pour le fervice de la Marine du Roi. Elles abuferent avec tant d'inhumanité du privilège attaché à leur miffion , qu'un grand nombre de

Laboureurs abandonnerent cette culture. Elle leur devenoit chaque jour de plus en plus infructueuse , ou même de plus en plus onéreuse. La liberté a été le fruit de plaintes multipliées qu'excita une administration si dure.

Mais la culture s'étoit ralentie avant qu'on eût rendu la liberté à ce Commerce. Le Laboureur n'étoit plus en état de fournir aux besoins de la Marine du Roi. Il étoit donc indispensable de tirer du Nord les fournitures de Chanvres. L'importation des Chanvres du Nord , quoique nécessaire , n'en étoit pas moins un obstacle au rétablissement de la culture des nôtres. Cette importation fermoit une des principales issues par lesquelles nos Cultivateurs pouvoient déboucher leurs récoltes. Telles sont les causes de la décadence de cette branche de notre Agriculture. Il est difficile de prévoir quand on en verra cesser les effets. „ Autrefois (a) les Raffineurs Anglois exportoient beaucoup de sucre. „ Jacques II imposa deux schellings quatre deniers pour cent (un peu moins „ de 50 sols tournois) sur la Moscouade ,

(a) Voyez l'Essai sur le Commerce de la Grande-Bretagne , par John Cary ,
l'état du Commerce d'Angleterre , tom. 2 , pag. 242.

„ ce qui mit les François & les Hollan-
 „ dois en état de donner leur sucre à
 „ douze pour cent meilleur marché
 „ qu'eux. La Loi qui établissoit cet im-
 „ pôt , n'a plus lieu , mais son effet sub-
 „ siste toujours : tant il est vrai qu'il est
 „ moins difficile de conserver un Com-
 „ merce que de le rétablir. „

Cependant la Société pense que les Etats pourroient par leur crédit ranimer la culture du Chanvre. Il suffiroit d'obtenir du Ministère de la Marine qu'on en tirât de Bretagne le plus qu'il seroit possible pour le service du Roi , mais sans gêne , sans fixation de prix , sans privilège , sans prohiber l'exportation. Les profits du Laboureur sur cette denrée sont assez considérables. Qu'on facilite la vente , il reprendra la culture du Chanvre , par le même motif qui la lui a fait abandonner , c'est-à-dire , par intérêt (a).

Les Chanvres dont on vient de parler

(a) Ces représentations de la Société ont engagé les Etats à charger MM. leurs Députés & Procureur-Général-Syndic en Cour, de faire tous leurs efforts pour obtenir du Ministère

de la Marine , qu'il fasse prendre par préférence , pour le service du Roi , les Chanvres de cette Province , sur-tout pour la fourniture de Brest.

s'emploient principalement en cordages ; ainsi on pourroit assigner pour cause actuelle de la diminution de culture , les circonstances d'une guerre qui a entraîné la perte d'une multitude de nos vaisseaux. Mais cette cause agit moins universellement sur les Chanvres à cordages , dont la Marine du Roi soutient un peu la consommation , que sur ceux de l'Evêché de Rennes. Ces derniers sont presque tous employés en toiles à voiles destinées à la Marine Marchande. Ces toiles sont fabriquées par les Fermiers mêmes qui sèment & qui préparent le Chanvre. Lorsque la vente des toiles est suspendue, ils perdent les produits de la culture , des préparations , de la filature que font leurs femmes , leurs filles , leurs domestiques & enfin ceux de leur fabrication. Tant de motifs de découragement concourant à la fois , la culture cesse dans les Paroisses dont ce genre d'industrie fait subsister les habitans. Celle de Vern qui a la réputation de fournir la meilleure qualité de Chanvre & les meilleures fileuses , commençoit à n'en plus semer. Il eût été d'autant plus dangereux qu'on y eût abandonné cette culture , que la fabrication ne se fait point dans cette Paroisse , &

que par conséquent les Laboureurs n'eussent été ni si vivement , ni si promptement réveillés par le retour du Commerce de toiles à voiles.

Pour prévenir ce danger , M. de la Chalotais , Seigneur de la Paroisse de Vern , fit distribuer gratuitement , au printemps de 1757 , deux cens boisseaux de graine de Chanvre aux payfans les moins riches. Ce bienfait a ranimé la culture. La graine recueillie la même année a été semée en 1758 ; enforte que les habitans ont eu deux récoltes abondantes , qui ne leur ont coûté que leurs propres soins , & l'on sçait que les payfans les comptent toujours pour rien.

Malgré l'habitude où sont les Cultivateurs fabriquans de donner toutes les préparations à leurs Chanvres , il s'en faut de beaucoup qu'ils ne les portent au degré de perfection dont ils sont susceptibles. Leur ignorance nuit considérablement au Commerce des toiles à voiles que les Hollandois leur arrachent en détail. La plus importante de ces préparations est celle du roui , parce qu'elle influe sur la facilité & sur la bonté du peignage , de la filature & de la fabrication.

Il est encore indécis si l'on doit rouir

le Chanvre dans des eaux courantes , ou dans des eaux dormantes. Chaque Laboureur donne la préférence à la méthode qu'il est dans l'usage de suivre , & les Physiciens n'ont rien écrit de déterminant sur le choix des eaux les plus favorables à cette préparation.

Un Affocié du Bureau de Rennes a pensé que cette diversité d'opinions & d'usages pouvoit venir de ce qu'en effet les eaux courantes sont toujours préférables dans certains cas , & de ce que dans d'autres cas , ce sont toujours les eaux dormantes qui méritent la préférence. Dans les années froides & pluvieuses la plante doit être plus foible & plus herbacée. Dans des années de séchereffe le Chanvre doit être plus fort , mais en même temps plus dur , plus ligneux. Pourquoi se flatter que les mêmes eaux appliquées à des productions si différentes , feront un effet aussi avantageux sur les unes que sur les autres ?

Pour écarter toute incertitude à cet égard , on a fait arracher du Chanvre dans différens endroits de la Province , & on l'a pris en différens états. L'un avoit été recueilli avant la maturité , l'autre dans le temps de la maturité même , le

troisième plusieurs jours après. Chacun des paquets de ces trois espèces de Chanvres fut divisé en deux parties égales , dont l'une fut mise rouir dans de l'eau courante , l'autre dans de l'eau dormante. Ils furent ensuite peignés avec très-grand soin , & examinés avec la plus scrupuleuse attention , par une personne qui connoît parfaitement les défauts & les bonnes qualités de cette matière.

Les détails de ces expériences & les résultats qu'elles ont fournis , ont été donnés au Bureau de Rennes. Elles ont fait desirer qu'on les répétât dans une même année sur les Chanvres de tous les cantons de la Province. Ce travail pourroit devenir intéressant par bien des endroits.

1°. On a remarqué une différence sensible entre le même Chanvre arraché dans les trois états dont on a parlé. 2°. Tous ceux qui ont été rouis dans des eaux courantes , sont sans comparaison plus blancs que ceux de même qualité qu'on a rouis dans des eaux dormantes. 3°. Les paquets arrachés avant la maturité sont ceux qui ont acquis le plus haut degré de blancheur. 4°. Les Chanvres les plus blancs ont donné moins de déchet total , en

cumulant celui de chaque préparation en particulier ; mais ceux qui avoient roui dans des eaux dormantes , ont fourni une plus grande quantité du premier brin de filasse , & les grands déchets n'ont porté que sur les préparations inférieures. 5°. Les Chanvres qu'on avoit jugés les meilleurs avant que d'être peignés , ne se sont pas toujours soutenus dans les préparations du Peigneur. Ceux qu'on avoit d'abord regardés comme médiocres & même inférieurs , se sont trouvés les plus beaux & les meilleurs après avoir été peignés. Cette observation est importante , sur-tout pour la corderie.

On ne compte pas se borner à répéter ces expériences. On se propose de les porter plus loin , afin d'avoir des résultats sur lesquels on puisse entièrement compter. On fera filer le premier brin des différentes qualités de Chanvre , par une même Fileuse , & au dernier degré de ténuité dont elles seront susceptibles , afin de conclure la perfection du roui par la plus grande division des fibres. Tous ces fils seront exactement pesés & soumis aux mêmes lessives. On les repera ensuite , pour juger de leur supériorité par les déchets que les lessives auront

causés , & par le degré de blanc que les fils auront acquis.

Ces expériences sont d'autant plus nécessaires , qu'elles n'ont été entamées que comme les préliminaires d'une plus grande entreprise. Elles doivent servir de base à un Mémoire sur la fabrication des toiles de Chanvre en général , & en particulier des toiles à voiles. Ces dernières toiles forment une branche de Commerce qui étoit autrefois très-considérable ; qui dépérit sensiblement , & qu'il seroit très-important de vivifier.

La culture des différentes plantes qui peuvent servir à former des Prairies artificielles ; celles des racines qui peuvent suppléer les fourrages pendant l'hiver ; l'augmentation des engrais ; la culture des bleds de toute espèce ; celle du Lin & du Chanvre ; voilà certainement les articles de l'Agriculture les plus intéressans , puisqu'ils répondent aux besoins les plus pressans de l'humanité. Cependant la Société n'a pas cru devoir négliger une Plante , qui se cultivant sans frais , peut apporter quelque profit. C'est la Plante connue sous le nom d'*Ouate* ou de *Houette*. Elle croît communément en Egypte. L'espèce de coton qu'elle pro-

OUATE ;
ou
HOVETTE.

duit vient en France par la voie de Marseille. On y substitue dans quelques endroits , & sur-tout en Suisse , de la Bourre de soie , qu'on vend ensuite pour de véritable Ouate ; mais il est certain que la Bourre de soie la mieux préparée est toujours très-inférieure pour la finesse & pour la beauté , à l'Ouate que Marseille tire d'Alexandrie (a).

Il seroit très-aisé de multiplier cette espèce de coton dans la Province , parce que la Plante qui le produit , réussit dans la plus mauvaise terre , & ne demande aucune culture. La Société en a fait semer dans différens endroits ; lorsqu'on en aura une certaine quantité , peut-être s'adonnera-t-on à faire en Bretagne de ces espèces de fourrures qui se mettent entre deux étoffes. Dans ce cas celles de Bretagne seroient très-supérieures à la plupart de celles qui se vendent en France. D'ailleurs le Sieur la Rouviere , Marchand Bonnetier de Paris , ayant trouvé le secret de filer cette matière & d'en fabriquer de très-jolies étoffes , il peut arriver qu'on trouve le même secret dans la Province. Alors la culture de la Plante

(a) *V. le Dictionnaire du Commerce , au mot OUATE.*

deviendrait la base d'une nouvelle branche d'industrie & de Commerce.

ÉCONOMIE RUSTIQUE.

La Société eût bien désiré , & elle Bois.
s'étoit même flattée de pouvoir rassembler assez d'observations pour donner quelques instructions sur la culture, l'amélioration & la conservation des Bois. Cet article si digne d'attention par-tout , est plus important encore pour une Province maritime. Les secours qu'on s'étoit promis ont manqué ; cependant M. Baudouin , Associé du Bureau de Dol , a fourni un Mémoire sur cette matière. Il donne quelques préceptes sur la manière de semer les arbres , & sur les soins qui leur sont nécessaires jusqu'au temps de la transplantation. Ces préceptes sont d'autant plus précieux , qu'ils sont fondés sur l'expérience de M. Baudouin. Il a semé & planté beaucoup de Bois. Son zèle pour le bien public le porte à désirer qu'on les multiplie dans les terrains incultes de la Province.

M. le Loup de la Biliais , Associé du Bureau de Nantes , a conçu un projet pour augmenter les plantations de Bois , & pour rendre ceux qui existent plus utiles

aux Propriétaires & à l'Etat. La Société ne peut que désirer l'exécution d'un si bon projet ; mais il n'y a que les Etats qui puissent le faire réussir. Ce n'est point un plan économique lié à des connoissances d'Agriculture. C'est un plan d'un ordre différent. Il demande pour être exécuté , que les Etats chargent une Commission d'examiner les moyens de le rendre praticable ; qu'ils obtiennent une Déclaration du Roi pour le partage des terres incultes ; que quelques articles de l'Ordonnance des Eaux & Forêts soient abrogés. C'est donc aux Etats à prononcer sur les vues de M. de la Biliais. La Société croit devoir se borner à les indiquer , & à rassembler sur les plantations des Bois , les moyens les plus sûrs & les moins dispendieux pour ceux qui voudront former de telles entreprises.

Le Mémoire projeté par la Société sur cet objet , indiquera la nature des semils qu'on doit faire selon la qualité des terres. On se propose d'y faire entrer 1°. ce qui peut contribuer à faire prospérer ces semils ; 2°. le détail de la manière de planter les Bois destinés , soit à des taillis , soit à des fûtaies ; 3°. les soins qu'ils exigent depuis l'instant de la plantation jus-

qu'au temps où les Bois n'ont plus besoin d'être gouvernés par les Cultivateurs ; 4°. les instructions économiques d'après lesquelles on doit se déterminer à semer une espèce de Bois plutôt qu'une autre dans un terrain d'une nature & d'une situation déterminée ; 5°. les motifs par lesquels on doit se porter à préférer dans certains cas les taillis aux fûtaies ; & enfin tout ce qui peut contribuer sur cette partie à concilier & à assurer l'intérêt particulier & l'intérêt du Royaume. Des objets si multipliés , & dont chacun suppose tant d'observations de détail , demandent le concours de plusieurs Citoyens. La Société qui en fournira une partie , a de justes raisons de compter sur quelques secours qui lui ont été promis. Ils seront d'autant plus précieux au public, qu'elle s'est adressée à des personnes qui se sont spécifiquement appliquées à la connoissance & à l'administration des Bois.

La Société croit pouvoir placer ici ce **MURIERS.** qui concerne les Muriers. Quoique ces arbres ne fassent point partie de la plantation des Bois proprement dits , ils entrent dans l'Economie Rustique. Les Muriers sont inséparables de l'éducation

des Vers-à-soie , sans laquelle il seroit inutile que ces arbres fussent multipliés.

Le Sieur de Valescure s'adressa à MM. de la Commission Intermédiaire , pour offrir ses services sur la culture des Muriers. Son Mémoire fut renvoyé au Bureau de Rennes. Il offroit de venir établir en Bretagne des plantations de Muriers de belle feuille ; d'enseigner à élever les Vers-à-soie , & à filer la soie même , en Tréme d'Alais & en Organcin. Il ne demandoit de récompense qu'après le succès de son entreprise ; mais il exigeoit qu'on fixât d'avance *une pension convenable* qui lui seroit accordée après qu'il auroit réussi.

Pour mettre la Province en état de juger des offres du Sieur de Valescure , la Société lui écrivit pour lui demander s'il avoit fait des plantations de Muriers ; si c'étoit par théorie ou par pratique qu'il connoissoit les préparations de la soie ; & ce qu'il entendoit par une pension *convenable*. Il n'a pas répondu à ces questions.

La Société est persuadée que sans aucun secours étranger il seroit possible & même facile d'élever d'excellens Muriers. On peut réduire à deux espèces ceux qui fournissent la meilleure nourri-

nure aux Vers-à-soie. Les *Muriers Sauvageons* ; ce sont ceux qui proviennent de la graine d'un arbre qui n'a pas été greffé. Les feuilles en sont petites. Les *Muriers Francs* ; ce sont ceux qui ont été greffés. La feuille qui en est plus grande, est sans comparaison meilleure pour les Vers.

Ceux qui ont été semés en Bretagne , sont des Sauvageons ; ils ne donnent que de petites feuilles ; il étoit essentiel de les greffer. Il eût été facile de tirer de Provence ou de Languedoc un certain nombre de Muriers greffés , qui eussent fourni des greffes pour les Sauvageons qui sont venus des semis. Par ce moyen ces Sauvageons eussent produit le double de feuilles ; les arbres eussent été plus parans , & ils eussent donné aux Vers-à-soie une nourriture très-supérieure. Peut-être n'eût-il pas été moins nécessaire de publier une instruction sur la manière de gouverner ces arbres , & sur celle d'élever les Vers-à-soie (a).

(a) En 1742, M. le Nain, alors Intendant de Poitiers, fit imprimer un petit Ouvrage qui a pour titre : *Mémoire sur les Pépinières de Muriers blancs & les Ma-*

nufactures de Vers-à-soie. On prétend que c'est à cet Ouvrage, & à l'attention avec laquelle on encourage les Cultivateurs, qu'on doit les Manufactures de tirage

Le Bureau de Tréguier présume que ce genre de culture & d'industrie s'accréditera dans cette partie de la Province. Quelques personnes y élèvent des Vers-à-soie, & le succès répond parfaitement aux soins qu'elles se sont données pour les faire réussir. Malheureusement les feuilles commencent à ne pas suffire. M. l'Abbé du Lezard, Associé du même Bureau, a demandé des Muriers de la Pépinière entretenue par les Etats. Le Bureau de Rennes eût bien désiré de lui en envoyer de la meilleure espèce; mais la Pépinière n'en fournit pas.

Il semble que les dépenses qu'ont fait les Etats pour procurer des Muriers à la Province, & celles qu'exige l'entretien & le soin de deux Pépinières, doivent les porter à compléter leur ouvrage. L'établissement de la Société ne peut que contribuer à en accréditer les plantations, parce qu'elle indiquera aux Cultivateurs

de soie qu'on voit à Poitiers.

M. de la Bourdonnaye de Blossac, successeur de M. le Nain, a fait imprimer en 1754, un *Mémoire pour servir à la culture des Muriers & à l'éducation des Vers-à-soie*.

On peut consulter sur cette matière l'*Art de cultiver les Muriers blancs, d'élever les Vers-à-soie, & de tirer la soie des cocons*, avec figures. Seconde Edition, in-8°. à Paris, chez la Veuve Lottin, 1757.

qui la consulteront , les moyens d'en tirer parti. La voie la plus simple seroit peut-être de faire la légère dépense de tirer de Provence ou de Languedoc un certain nombre de Muriers greffés , & de distribuer des instructions aux personnes qui voudroient profiter de ce bienfait.

Le rapport fait aux Etats de Languedoc le 28 Janvier 1758 par M. l'Evêque de Carcassonne , qui étoit à la tête de la Commission des Manufactures , indique une manière nouvelle de gouverner les Muriers. Il porte „ qu'il a été rendu „ compte du Mémoire présenté par le „ Sieur Payant , au sujet des plantations „ qu'il a faites de Muriers nains auprès „ d'Aubenas , dont le succès a étonné „ & surpassé l'attente qu'on en avoit dans „ le pays ; que l'utilité en est sensible „ par la multiplication de la feuille & la „ facilité de la faire cueillir par des personnes qui ne seroient propres à aucune „ autre espèce de travail. „ La préférence qu'on donne en Languedoc aux Muriers nains sur ceux de haute tige , est un sûr garant que la culture en est plus avantageuse.

On ne doit pas craindre que ces plantations soient infructueuses en Bretagne ,

puisqu'elles ont réussi au nord de l'Angleterre. „ Le petit nombre d'essais faits „ dans notre Isle „ disoit à la fin du dernier siècle un Membre (a) de la Société Royale de Londres „ ont réussi. Le Murier & le Vers-à-soie ont très-bien „ fait dans des Provinces fort avancées „ au nord. Le Chevalier Jacques Craig „ a fait venir des Muriers dans les parties les plus humides de l'Irlande. „

C'est peut-être un devoir de la part de la Société , de représenter à cette occasion combien il seroit facile à MM. les Evêques de Bretagne d'accréditer les plantations de Muriers & les Manufactures de Vers-à-soie dans leurs Diocèses. Il seroit digne de leur amour pour la Province & de leur vigilance sur les intérêts d'une portion très-précieuse de leur troupeau , de favoriser une entreprise si utile.

Il y a beaucoup de Maisons Religieuses, sur-tout dans les petites Villes qui ont de grands enclos. On pourroit y planter des Muriers , & engager les Religieuses à élever elles-mêmes des Vers-à-soie. La propriété , les petites attentions que demandent ces animaux , se trouveroient plus

(a) Lettre de M. Béal , de dans la Collect. Acad. tome 4
la Soc. Royale de Londres , de la partie étrangère , p. 77.
aisément

aisément dans des Cloîtres que par-tout ailleurs. Ces soins ne prendroient rien sur le temps des exercices auxquels elles se sont consacrées. Celui qu'elles emploient à des ouvrages absolument inutiles pour le Public ; qui n'ont d'utilité pour elles-mêmes , que de les occuper , ou , si l'on veut , de les amuser , seroit plus que suffisant pour élever des Vers-à-soie. Beaucoup de mains dont le travail est perdu pour l'Etat , créeroient , pour ainsi dire , une matière qui enrichiroit la Province ; & des Maisons qui sont communément pauvres , se feroient un revenu honnête de ce travail. Il est agréable en lui-même , peu fatigant , & d'une courte durée.

Il seroit d'autant plus avantageux que ce genre d'industrie s'introduisît par l'exemple des Communautés , que la main - d'œuvre des Religieuses étant comptée presque pour rien , elles pourroient livrer la soie à plus bas prix. Par-là les Particuliers seroient dans la nécessité de donner la leur à bon marché. Or le bon marché des productions d'un Pays assure toujours la préférence de la part des acheteurs. Un mot de la part de MM. les Evêques multiplieroit des éta-

bliffemens qui deviendroient une ressource pour les Maisons qui les auroient formés , pour la Province & pour le Royaume même (a).

Personne n'ignore que la soie , dont nous faisons une si grande consommation , manque presque continuellement à nos Manufactures. Cette disette diminue une branche d'exportation très-lucrative. Les bénéfices ne feroient qu'augmenter , si la matière première étoit du crû du Royaume.

ABEILLES
&
RUCHES.

Le gouvernement des Abeilles est une branche très-considérable & très-importante de notre Economie Rustique. Les Cires de Bretagne sont d'une qualité supérieure , & il s'en fait un grand Commerce ; mais il s'en faut de beaucoup qu'il ne nous soit aussi profitable qu'il pourroit l'être. Le nombre des Ruches pourroit être plus que triplé. Cette augmentation seroit très-prompte sans un abus presque général parmi les Payfans. Ils font périr leurs Abeilles ou dans l'eau,

(a) Une Délibération des Etats du 17 Février 1759 , a chargé la Société de publier une Instruction sur les plantations des Muriers blancs , & a prié Nosseigneurs les Evêques d'enga-

ger les Supérieures des Communautés de leurs Diocèses à faire élever des Muriers blancs dans leurs jardins & enclos.

ou avec la vapeur du soufre , afin de leur enlever en entier la récolte qu'elles ont faite pour se nourrir pendant l'hiver.

Le premier pas à faire pour déraciner un abus si préjudiciable & au Public & à celui qui le commet , étoit d'examiner les moyens les plus simples & les moins dispendieux , de prendre en entier , ou en grande partie , le Miel & la Cire , sans faire périr les Abeilles.

M. de la Bourdonnaye , Procureur-Général-Syndic , à qui l'usage de nos Payfans étoit connu depuis long-temps , écrivit à M. de Réaumur pendant la dernière Assemblée des Etats (1756) pour lui demander des instructions à ce sujet. Cet Académicien indiqua dans sa réponse les méthodes qu'il a exposées dans le cinquième volume des *Mémoires pour servir à l'Histoire naturelle des Insectes*. Mais il recommanda plus particulièrement de se servir de Ruches d'une forme singulière , inventées par M. de Gelieu , Gentilhomme de la Principauté de Neuchâtel (a).

(a) On trouve dans la *Collect. Acad.* tom. 4 de la partie étrangère , pag. 39 , la Description d'une Ruche très-utile pour empêcher les Essaims de sortir , dont on fait usage en Ecosse. C'est peut-être de cette description

La lettre de M. de Réaumur , qui paroît d'abord contenir une description suffisante , n'applanit pas certaines difficultés de détail qui se présentent lorsqu'il s'agit de faire faire des Ruches à la manière de M. de Gelieu. M. de Nevet , Associé du Bureau de Rennes , prit le parti d'en demander une à M. de Réaumur lui-même ; il la reçut & l'envoya à la Société.

Il paroît que des Ruches de cette espèce rempliroient tout ce qu'on peut désirer dans le gouvernement des Abeilles ; mais elles coûteroient près d'un louis chacune. Ce prix infiniment supérieur aux facultés des Laboureurs , seroit même excessif pour des personnes riches. Il falut donc songer à profiter de l'invention de M. de Gelieu , en imaginant des Ruches à si bas prix , que tout Payfan pût en faire usage.

M. de la Bourdonnaye qui s'occupa de cet objet , voulut bien communiquer à la Société & la lettre de M. de Réaumur , & les idées qu'il avoit eues pour construire les Ruches nouvelles à peu de

(qui est imprimée dans les *Transactions Philosophiques de la Société Royale de Londres*) que M. de Gelieu a

tiré l'idée de sa Ruche. Mais on lui auroit toujours l'obligation de l'avoir perfectionnée & simplifiée.

frais. Il avoit commencé par exécuter à sa campagne ce qu'il propofoit à la Société d'expérimenter. On dit *expérimenter*, parcequ'en effet, malgré la vraisemblance du succès des Ruches dont il envoya un modèle, sa modestie lui fit craindre que la pratique ne démentît dans quelques parties les espérances qu'il avoit conçues. La Société se hâta de faire construire des Ruches semblables au modèle.

On en a fait faire l'essai dans différens fauxbourgs de Rennes. Les pluies de l'été n'ont pas permis de porter ces essais à leur perfection ; mais ce qui a été commencé a très-bien réussi.

Il n'est peut-être pas inutile de placer ici une exposition abrégée & des accidens qu'on voudroit prévenir en changeant la forme des Ruches ordinaires, & des moyens qu'on croit qu'il faudroit employer.

On a déjà dit qu'il n'étoit que trop commun d'étouffer ou de noyer les Abeilles à la fin de leur récolte pour profiter de toute leur Cire & de tout leur Miel. Ceux qui les gouvernent avec plus de profit & d'intelligence, épient le temps où les Ruches sont à peu près pleines,

pour forcer les Abeilles à passer dans une Ruche vuide. Cette opération doit se faire dans la belle saison , afin que ces animaux aient le temps de faire des provisions suffisantes pour l'hiver. Cette pratique , quoique la meilleure de celles qui sont en usage , cause une perte assez considérable. Le *Couvain* est emporté avec les gâteaux de Cire ; ainsi le Propriétaire perd un Effain prêt à naître , & ceux que ce même Effain eût produit dans la suite. C'est particulièrement à cette perte que M. de Gelieu a voulu remédier.

Les Ruches mises en expérience ont la forme d'une petite tour ronde ou d'un cylindre creux , composé de quatre pièces égales , placées l'une sur l'autre. Chaque pièce , prise séparément , a cinq pouces de hauteur ; ainsi le cylindre formé par leur réunion , a vingt pouces de hauteur totale ; son diamètre intérieur est de dix pouces.

Il est assez naturel de nommer ces pièces des *Hausses* , parce qu'elles ressemblent beaucoup à ces cercles d'osier ou de bourdaine entrelassée , auxquels on a donné le même nom. Les nouvelles *Hausses* sont faites de paille. On pourroit craindre qu'en les plaçant l'une sur l'autre,

le défaut d'assiette ne les exposât à être renversées au moindre choc , au moindre vent. Pour prévenir ce danger , M. de la Bourdonnaye a imaginé de placer horizontalement à leur bord supérieur & sur toute la circonférence , une ceinture , un cordon , ou si l'on veut , un bourlet de paille , qui donne à ce bord supérieur le double de l'épaisseur du reste de la hausse.

Il trouve deux avantages dans cette addition ; l'un de donner plus de solidité à la Ruche ; l'autre de pouvoir luter plus exactement & plus aisément les ouvertures qui se trouvent entre chaque hausse. Les quatre hausses étant posées l'une sur l'autre , il ne s'agit pour avoir la Ruche entière , que de la couvrir d'une planche chargée d'une pierre.

Lorsqu'un Essain se fera établi dans une Ruche de cette espèce ; qu'il aura rempli de Cire & de Miel les trois hausses supérieures , & qu'il continuera son travail pour remplir celle d'embas ; on prendra un fil de fer plus long que le diamètre de la Ruche & des bourlets. On en tiendra un bout à chaque main , en embrassant la Ruche avec les bras & le fil de fer. En tirant ce fil de fer à soi , & le faisant glisser sur le bourlet qui termine la troisième

hausse , la quatrième sera détachée de la Ruche.

On doit se hâter d'enlever cette hausse, & de remettre sur les trois qui restent, la planche & la pierre qui l'assujettit. Après avoir pris le Miel & la Cire de la hausse détachée , on la mettra sous les autres ; enforte que de supérieure qu'elle étoit , elle deviendra inférieure.

Ceux qui connoissent un peu le gouvernement des Abeilles , sçavent qu'elles augmentent leur travail , ou plutôt leur récolte , lorsqu'elles trouvent un espace vuide dans leur ruche. Ainsi le nouvel espace que leur fournit l'addition d'une hausse dans la partie inférieure , sera bientôt rempli. Alors on enlèvera la hausse de dessus. Cette opération se répétera jusqu'à ce que la saison ne permette plus d'enlever aux Abeilles les provisions dont elles ont besoin pendant l'hiver.

C'est un fait constant que le couvain est toujours déposé dans la partie inférieure des Ruches. Il n'est donc jamais attaqué en suivant la méthode de M. de Gelieu. On n'enlève que la hausse du dessus de la Ruche. Avant que celle d'embas soit devenue la hausse supérieure , le couvain a fourni un Essain , & l'Essain a pris l'effor.

Il paroît donc intéressant pour la Province d'accréditer les Ruches de M. de Gelieu. Elles préviennent les inconvéniens des méthodes qu'on suit aujourd'hui. C'est ce qui a porté M. de la Bourdonnaye à chercher les moyens de les construire en paille , au lieu de les faire de bois , comme M. de Gelieu. Ce qu'on veut rendre commun , doit être à bas prix. Les Ruches de M. de la Bourdonnaye sont un peu plus chères que celles dont on se sert ordinairement : mais elles donnent , à peu près , un quart de logement de plus que les anciennes , & par conséquent plus de profit. A l'égard du prix , elles sont dans la proportion de cinq à huit. L'ouvrier qui en quatre jours fait huit Ruches ordinaires , en fera cinq dans le même temps , conformes au modèle. Ainsi , en supposant que les premières coûtent 8 f. 6 den. les autres coûteront un peu moins de 13 f. 8 d.

Au reste pour donner une idée plus nette de ces Ruches , la Société a cru devoir placer ici un Dessin qui en représente une toute montée , & deux des quatre pièces ou hausses , dont elle est composée (a).

(a) Voyez la Planche I.

On fera bientôt en état de prononcer avec certitude sur les avantages qu'on peut retirer de cette invention. M. de Montluc a fait placer des hausses, telles que les a imaginées M. de la Bourdonnaye, sous des Ruches qui sont à sa Terre de Laillé. Les hausses semblables, placées dans différens endroits des Fauxbourgs de Rennes, fourniront des pièces de comparaison décisives.

La conservation & même la multiplication des Abeilles est un article si intéressant pour la Bretagne, qu'on ne peut trop encourager les Payfans à s'y attacher. La Société ne se dissimule point qu'il seroit nécessaire de publier sur ce sujet une instruction générale; elle sçait que le plus grand mérite de cet ouvrage consisteroit à y employer tout ce qui est *nécessaire*, & à écarter tout ce qui seroit *superflu*; qu'il faudroit le rendre si simple, qu'il fût à la portée des hommes les plus bornés, & sur-tout qu'il se réduisît aux choses pratiques & usuelles. Tout le reste n'est bon que dans des Traités dont les Auteurs sont aussi occupés des intérêts de leur amour-propre, que de ceux du Public. Mais quoiqu'on ait beaucoup écrit sur cette matière, la Société croit qu'il

A. inv. et del. 1 Ruche entiere. 2 Hauſes ſeparees. C. B. sculp.

reste des observations & des expériences à faire , avant de publier une instruction dont tout le monde puisse profiter.

M. de Grénédan , Associé du Bureau de Dol , a donné un Mémoire où il a rassemblé les recherches qu'il a faites sur cette branche de l'Economie Rustique. Ce Mémoire renferme une partie des matériaux qui peuvent servir à former l'instruction que la Société projette de publier. Plusieurs Associés comptent s'occuper de cet objet , & le Bureau de Rennes est à portée de s'instruire par ses yeux des pratiques nécessaires pour profiter du produit des Ruches gouvernées avec intelligence.

M. de la Chalotais a fait placer cinquante Ruches , pendant cet automne , dans le jardin de sa Terre de Vern. M. Abeille Fontaine en a rassemblé un nombre à peu près égal dans un jardin situé dans un des Fauxbourgs de Rennes. Toutes ces Ruches serviront à éprouver ce que conseillent des Auteurs instruits & connus ; à comparer l'avantage ou le désavantage de leurs pratiques ; enfin à s'assurer de tous les faits que la Société croira devoir publier.

Les Etats verront à l'article du Com-

merce, combien celui de la Cire mérite d'attention. Il suffit de parcourir les campagnes, pour être convaincu qu'il seroit aisé de le doubler, & même de le tripler. La Société pense qu'un encouragement de la part des Etats, procureroit rapidement un si grand avantage. Peut-être ne s'agiroyt-il que d'accorder deux sols de diminution sur la Capitation d'un Laboureur, ou d'un Journalier, pour chaque Ruche qu'il auroit au-dessus de six. On pourroit facilement prévenir à cet égard toute déclaration fausse; 1°. parce que MM. de la Commission Intermédiaire, qui administrent cette imposition, pourroient s'assurer de la vérité; 2°. parce que les Egailleurs des rôles seroient des censeurs irréprochables sur des déclarations qui tendroient à diminuer la quote d'un ou de plusieurs Contribuables.

Loin de craindre d'ailleurs que cet encouragement ne devînt une surcharge pour la Province, il seroit à désirer qu'il pût former un objet un peu sensible. Cent mille Ruches de plus n'opéreroient qu'une décharge de dix mille livres entre tous ceux qui les posséderoient. Elles produiroient dans la Province un revenu

de cent mille écus dès la première année, & ce revenu ne feroit qu'augmenter. Un nouveau moyen d'exciter l'émulation, feroit d'exempter de la corvée quiconque auroit plus de cinquante Ruches. La construction des grands-chemins n'en souffriroit point, & la somme des biens de la Bretagne feroit beaucoup plus grande (a).

Lorsque les Laboureurs auroient été convaincus par expérience, que leurs intérêts bien entendus doivent les porter à avoir un grand nombre de Ruches, l'encouragement devoit être supprimé. C'est ainsi qu'en a usé la Province de Languedoc pour ses Fabriques de draps. Une gratification qui lui a peu coûté, lui a procuré une multitude de Manufactures. Insensiblement les bénéfices des Entrepreneurs ont suffi pour les soutenir, & la gratification a été retranchée.

Il ne feroit pas moins utile de multiplier les Moutons en Bretagne, & d'en perfectionner l'espèce. Les dépenses

(a) Voyez l'Ordonnance de M. Feydeau de Brou, Intendant de Rouen, du 15 Octobre 1757, par laquelle il accorde des diminutions

sur la Capitation, sur la Taille, à proportion du nombre de Ruches qu'aura chaque Particulier.

qu'ont fait les Etats pour changer la race des Chevaux , ont eu le succès le plus marqué. Les mêmes moyens réussiroient infailliblement pour les Moutons.

M. de Couetpeur , Associé du Bureau de Saint-Malo , assure dans son Mémoire sur la décadence de l'Agriculture , que le Mouton réussit très-bien dans son Canton ; qu'on en élève *une très - grande quantité* ; mais que l'espèce est *petite , & dépérit sensiblement*. Il regarde comme un remède unique , de donner un Bélier de belle race à chaque troupeau (a). On peut juger de l'effet de ce remède , par un fait bien attesté.

Le Pere de M. le Baron de Pontual fit venir , il y a trente ans , des Béliers & quelques Brebis du Havre. Les Agneaux qu'ils produisirent , furent dispersés dans les troupeaux des environs de sa Terre. On n'a pris aucun soin d'en entretenir la race , & de détruire l'ancienne par la castration des mâles. Cependant on distingue encore aujourd'hui les Moutons qui viennent de cette souche. Une multitude de mélanges n'a pu effacer le caractère de supériorité im-

(a) Voyez ci-devant la note de la page 97.

primé par les Béliers & les Brebis de Normandie.

M. Laurencin , de Nantes , en a fait venir de Barbarie. Ils sont deux fois plus forts que les nôtres ; les Brebis donnent deux petits à chaque portée , & ils fournissent plus du double de Laine.

M. Grou , de la même Ville , a fait venir des Moutons de Hollande. La laine de ceux d'Irlande n'est pas plus belle que la leur. D'ailleurs ils en donnent quatre fois plus que nos Moutons. Les Troupeaux de cette espèce ne demandent pas plus d'attention que ceux du Pays ; on peut même les faire coucher dehors pendant toute l'année , ce qui adoucit beaucoup la laine. Un Bélier de Hollande ne revient à Nantes qu'à 20 francs , monnaie de France.

Un préjugé presque général a arrêté jusqu'à présent notre Economie Rustique par rapport aux troupeaux. On est persuadé non seulement que nos laines sont de mauvaise qualité , mais encore qu'il est impossible de les rendre meilleures. C'est une double erreur. La Bretagne produit d'assez belles laines ; il ne s'agit que d'en faire le triage , au lieu de les mêler comme font la plupart de ceux qui

les emploient. La Société s'en est assurée par des essais qu'elle mettra sous les yeux des Etats (a). A l'égard de la possibilité & même de la facilité de s'en procurer de beaucoup plus parfaites , elle est démontrée par l'expérience des Moutons de Normandie que fit venir M. de Pontual il y a trente ans , & par celle de MM. Laurencin & Grou de Nantes.

Le même préjugé étoit plus fort & plus excusable en Suède qu'en Bretagne. Cependant malgré la rigueur du climat , malgré les ennemis des établissemens utiles : (ce sont les termes de M. Haſſer) „ par l'accouplement des Béliers étran-

(a) La Société a fait faire à Rennes une pièce de Drap façon d'Elbeuf, uniquement composée de laines de Bretagne. On profita du séjour que fit dans cette ville un Saxon qui avoit travaillé dans des Manufactures de Draps. Il fallut faire construire un métier, faire venir des forces de Rouen , & abandonner à un seul Ouvrier toutes les opérations de détail qui auroient exigé différentes mains. Lorsqu'on rédigea le *Corps d'Observations* , ce Drap n'étoit pas achevé ; mais il fut examiné

pendant les Etats par MM. de la Commission du Commerce. Ils furent étonnés de la douceur & de la bonté de la laine qui y avoit été employée. Ils apperçurent aisément que les défauts de cette pièce de Drap venoient tous des difficultés qu'avoit rencontré le Fabriquand dans une ville où l'art de la Draperie est absolument inconnu. On n'avoit cherché qu'à essayer les laines de Bretagne ; & cet essai prouve qu'il y en a de bonne qualité.

„ gers avec des femelles Suédoises , ces
 „ bergeries sont parvenues à un tel
 „ degré de perfection , qu'elles four-
 „ nissent des Brebis aussi bonnes & aussi
 „ fines que celles qui viennent de Cas-
 „ tille même. . . . Ces bergeries sont
 „ composées de Brebis de race An-
 „ gloise & Espagnole , procréées en
 „ Suède , & y conservent leur bonne
 „ qualité , sans qu'il soit nécessaire d'y
 „ suppléer tous les ans par des Brebis
 „ Castillanes (a).

Il est inutile d'appuyer sur les avan-
 tages que retireroit la Province de l'a-
 mélioration de ses Laines , & sur l'aisance
 qu'apporteroient en même - temps la
 vente des Moutons pour les boucheries ,
 l'apprêt des peaux en cuirs & en par-
 chemins , &c. Mais le changement de
 race en opéreroit un autre qui n'est pas
 moins désirable. Les Laboureurs ne tar-
 deroient pas à s'appercevoir du profit
 que donnent de beaux troupeaux. Ils
 chercheroient à les multiplier , & ils ne

(a) Voyez un Ouvrage im- traduit du Suédois , pag. 28,
 primé à Paris en 1756 , inti- 32 & 34 de la Préface de
 tulé Instruction sur la ma- Frédéric W. Haffser , Au-
 nière d'élever & de perfec- teur de cette Instruction.
 tionner les bêtes à laines ;

pourroient les multiplier sans hâter les progrès de l'Agriculture en général, & des défrichemens en particulier.

Le fumier de Mouton est le plus chaud de tous. Il féconde les Bruyères les plus stériles. Si l'on joignoit ce secours à celui des Engrais que procurent les Prairies artificielles, les terres labourées fourniroient bientôt des moissons plus abondantes, & la culture s'étendrait sur ces vastes Landes dont la Bretagne est couverte.

ENGRAIS. En attendant qu'on puisse appliquer aux défrichemens ces agens ordinaires, la Société s'est occupée des moyens de les suppléer. Plusieurs personnes en Irlande se vantent d'avoir trouvé le secret de donner la plus grande fécondité aux défrichemens, pour une pistole par journal. On assure que le produit des terres qu'ils ont attaquées, est très-propre à persuader qu'ils ont en effet des moyens sûrs de réussir, & que ces moyens sont faciles à cacher. On a publié depuis peu dans le 7^e. tome de l'*Etat politique d'Angleterre*, page 321, qu'un curieux de Leyde a trouvé le même secret, & qu'il le tient très-caché, parce qu'il se propose d'en tirer un gros avantage. Des Associés

qui croient avoir trouvé des moyens semblables , & qui peut-être font les mêmes , ont fait quelques préparatifs pour les éprouver. S'ils en ont fait jusqu'à présent un mystère , ce n'est pas dans le dessein de les dérober à leurs Compatriotes. Ils n'ont cherché qu'à échapper à ces Citoyens oisifs , toujours prêts à déprimer les découvertes utiles , & à présenter comme ridicules , des efforts dignes d'éloges , puisqu'ils sont dirigés vers le bien public.

M. de la Chalotais a éprouvé cette année une manière de fumer les terres , usitée en Irlande , qui pourroit être d'un grand secours à ceux qui entreprennent des défrichemens. On sème du Bled-noir ou *Sarrazin* dans le terrain qu'on veut améliorer. Lorsqu'il est en fleurs , on le couvre de terre par un labour. Peu de jours après il est assez ordinaire de voir tout le terrain chargé d'une vapeur épaisse comme les brouillards qui s'élèvent sur les marais. Le Bled-noir est promptement consommé , & on prétend qu'il suffit pour suppléer les fumiers. Ce qu'il y a de certain , c'est que le terrain sur lequel M. de la Chalotais a fait cette expérience , est visqueux & compacte.

Trois mois après y avoir enterré le Bled-noir , il s'est trouvé ameubli & facile à labourer comme une terre légère. Si la récolte de l'année prochaine justifie ce procédé , il s'ensuivra qu'en sacrifiant pour 40 ou 50 sols de Bled-noir dans un journal de terre , on peut s'épargner la dépense du fumier , qui monte toujours à 30 ou 40 francs , & qui souvent va plus loin.

On tire auprès du Pont-péan , à deux petites lieues de Rennes , de la Pierre à chaux. Cette Pierre n'est autre chose que de la Marne dure. Il suffit de l'exposer pendant quelque temps à l'air , pour la faire tomber en poussière. On conserve dans les Archives de Mesneuf des Fermes de deux cens ans , qui assujettissoient les Fermiers à aller chercher une certaine quantité de terre du Pont - péan pour améliorer les leurs. On a totalement oublié dans le Pays & dans les environs que cette matière étoit un excellent Engrais (a). M. le Président de Montluc

(a) On trouve au *Pont-péan* trois matières de même nature , mais différentes par leur dureté. L'une est une pierre assez dure , pleine & excellente à bâtir : l'autre est molle & friable : la troisième tient le milieu entre ces deux extrémités. C'est la seule dont on fasse usage en la convertissant en chaux.

compte faire au printemps prochain les épreuves nécessaires pour s'assurer de la quantité précise de cette Marne qu'on doit employer dans des terrains défrichés , pour les rendre fertiles.

On assure que la Castine qu'on emploie dans les Forges de Châteaubriant , se tire des environs. Cette matière seroit , selon toute apparence , un excellent Engrais ; elle fait la plus vive effervescence avec les acides.

Le hasard a fait découvrir à *Pannecé* , entre Ancenis & Châteaubriant , une terre marneuse dont on a déjà éprouvé l'utilité. La Cure de Pannecé étant située dans un fond , on a fait des fossés autour du bâtiment & des jardins , pour faciliter l'écoulement des eaux. C'est de ces fossés qu'on a tiré la terre marneuse dont il s'agit. Elle parut à un pied & demi au-dessous de la surface , & on en trouva jusqu'à cinq pieds de profondeur. Le dessous est un banc d'une espèce de pierre assez dure.

On employa cette terre marneuse sur un journal de terre. Le reste du champ qui contient en tout trois journaux , fut préparé avec de bon fumier & des cendres de genêt qui ne furent point épar-

gnées. On sema le tout en froment. Quoiqu'en général la Marne produise peu d'effet la première année , le journal qu'on avoit marné , donna le plus beau froment ; les épis en étoient plus longs , plus nourris. Le même champ fut semé en avoine l'année d'après ; elle réussit très-bien. Après la récolte , la partie du champ qu'on avoit marnée , se trouva chargée d'une aussi grande quantité de Tréfle que si on l'eût semé à dessein. La partie fumée n'en produisit presque point. La personne qui a communiqué cette observation au Bureau de Nantes , regarde la production du Tréfle comme la marque la plus sûre d'un bon Engrais.

M. Gallwey , né en Irlande , s'est établi à Nantes ; il y a acquis une Terre dans la Paroisse de S. Herblain. Il s'est attaché à l'améliorer suivant les méthodes de son Pays. Le Bureau du même Diocèse en parle comme d'un Cultivateur principal ; on assure qu'il est à la fois très-laborieux , très-zélé , très-intelligent. M. Gallwey prétend , & il prouve par les terres qu'il a défrichées , que la Chaux répandue en grande quantité est un Engrais supérieur ; qu'il féconde les

terres pendant plusieurs années ; qu'il détruit en peu de temps les plantes nuisibles, telles que la fougère, la lande, &c. & même les insectes. Il a fait jeter cent cinquante barriques de Chaux sur neuf journaux (a) un quart de terre qu'il a défrichés. Le calcul de ses frais en Engrais, en labours donnés à bras & à la charrue, monte à 790 liv. Les frais de labours de la seconde année n'ont coûté que 189 liv. Ce terrain lui a produit par an 640 liv. en froment & en seigle. Enforte que deux seules années l'ont remboursé de ses dépenses, & lui ont donné au-delà 311 livres de bénéfice net. La Chaux est un Engrais si puissant, qu'il soutient des récoltes semblables pendant cinq, sept & neuf années.

Un bénéfice si considérable résultant d'un procédé si simple, est attesté par le Bureau de Nantes. La Société ayant intérêt à ne rien avancer que de très-exact, observera que les frais de labours & la valeur de la Chaux sont moindres dans

(a) On entend ici par Journal, 80 cordes quarrées; la corde de 24 pieds de Roi. On a cru devoir réduire à cette mesure commune, fixée par l'Art. 263. de la Coutume, l'étendue du terrain défriché par M. Gallwey.

l'Evêché de Nantes qu'ailleurs. Il faudroit, par exemple, que les déboursés dans l'Evêché de Rennes fussent portés à un quart en sus; mais avec cette augmentation de frais, on feroit encore un bénéfice dès la seconde année, & le produit des années suivantes feroit un pur profit.

Les Etats ont promis (Article XXVI.) une récompense à tous ceux qui auront découvert de nouvelles carrières de Pierres à Chaux. Il ne feroit pas moins désirable pour l'Agriculture qu'on découvrit des Marnières. Mais attendre du hazard que les découvertes de cette espèce se multiplient, c'est presque renoncer à un trésor inestimable dont on pourroit jouir incessamment. La Marne n'est pas à beaucoup près aussi commune qu'on le présuma pendant les Etats de 1752; mais elle n'est pas aussi rare qu'on le pense. Le Bureau de Rennes en connoît aux environs de Châteaubriant, au Pont-péan, dans les Paroisses de Saint Gregoire, de Tréfumel, de Saint Juvat, du Bessô, &c. On peut d'ailleurs se flatter d'en rencontrer dans tous les endroits où l'on a trouvé des Marbres, des Pierres à Chaux, & en général des matières calcaires. Il feroit de la plus grande

utilité de connoître tous les lieux d'où l'on peut en tirer (a).

La Société desireroit que pour hâter ces découvertes, les Etats fissent les frais d'une sonde ou tarrière, de soixante ou quatre-vingt pieds de longueur pour chaque Bureau; & que les Associés fussent chargés ou d'en faire usage eux-mêmes, ou de les confier à des personnes intelligentes de leur Diocèse. On sent bien qu'il seroit très-dispendieux de faire des fouilles si profondes pour l'extraction de la Marne ou de la Pierre à Chaux; mais en sondant les terrains à douze, quinze & vingt pieds pour trouver ces matières, on pourroit aller jusqu'à soixante ou quatre-vingt, pour découvrir de la Terre à foulons (b), du Charbon de

(a) Quelques personnes qui ont trouvé dans la Province des Argiles blanches, les ont prises pour de la *Marne*. La Société a été consultée plusieurs fois sur la nature de différens échantillons de terre de cette espèce qui lui ont été envoyés. Il peut être utile d'avertir ici que l'eau-forte versée sur l'Argile s'y imbibe comme de l'eau pure, & qu'étant

versée sur de la Marne ou sur des terres marneuses, même en petite quantité, elle les dissout avec chaleur & ébullition. C'est le moyen le plus sûr de distinguer sur le champ ce qui est marneux de ce qui ne l'est pas.

(b) Cette terre si précieuse aux Anglois, dont ils ont défendu l'exportation sous des peines si rigoureuses, ne se trouve souvent

terre & d'autres Mines plus riches. Cette dépense seroit très-modique , & le produit des découvertes qui en résulteroient est inappréciable (a).

qu'à 50 ou 60 pieds de profondeur. (*Voyez les avantages & les désavantages de la France & de la Grande-Bretagne, pag. 128.*) Il y a beaucoup d'apparence qu'on en découvreroit en Bretagne. M. le Brigant a trouvé aux environs de Pontrioux une terre qui en approche beaucoup : M. de la Bourdonnaye , Procureur-Général-Syndic , a donné un échantillon de la même espèce , qu'il a pris à Lohéac : M. Jacquelot de Bois-Rouvray , Conseiller au Parlement, en a trouvé qui ressemble davantage à

la terre à foulons d'Angleterre. Ces trois espèces de terres ont été prises à la surface , sans excavations. N'y a-t-il pas lieu de présumer qu'on rencontreroit des couches plus parfaites, si on les cherchoit à 50 & 60 pieds de profondeur ?

(a) Le 17 Février 1759, les Etats ont fait fonds de la somme de 900 livres, pour procurer à chacun des neuf Bureaux de la Société, une tarrière propre à découvrir des mines, des carrières de pierre à chaux, des marnes, de la terre à foulons, &c.

CORPS

D'OBSERVATIONS.

ARTS.

N'établissant des Ecoles publiques de Dessin, les Etats ont fourni à la Bretagne le moyen le plus sûr de perfectionner les Arts. La Société a rendu compte de ce qui concerne ces Ecoles, dans ses Observations sur l'Article premier des Délibérations des Etats du 10 Février 1757 (a). Il ne lui reste qu'à parler des machines & des instrumens utiles qui lui ont été remis, & de quelques prépara-

(a) Voyez les Observations Prélimin. pag. 16 & suiv.

tions de nos matières qu'il seroit très-important de perfectionner.

Quelque favorable que paroisse la méthode de M. Tull pour la culture des terres , elle présente plusieurs obstacles. Le plus difficile à vaincre est de se procurer un Semoir assez précis , pour qu'on soit sûr de n'avoir semé exactement que la quantité de grain qui doit donner la plus abondante récolte.

SEMOIR. M. Blanchet , dont on a déjà parlé a imaginé un instrument de cette espèce , qui remplit toutes les conditions qu'on peut exiger. Il est simple , léger , facile à gouverner , d'un prix modique (a) ; enfin il dispense le grain dans la proportion qu'on desire.

M. Tull a fait imprimer la description de son Semoir. M. Duhamel qui en donna la traduction dans son premier volume du *Traité de la culture des terres* , a reconnu depuis , que cette description étoit *inintelligible* (b). Il a inventé lui-même un Semoir : il y a fait successivement différentes corrections. Ses Corres-

(a) Il ne coûte que 36 francs , & l'ouvrier le donneroit à meilleur marché, s'il étoit plus exercé à en faire.

(b) Voyez son second volume de la Culture des terres , pag. 132.

pondans y ont fait aussi divers changemens. M. de Châteaueux en a composé un qu'on dit être plus parfait que tous les autres ; mais il coûte si cher , qu'il ne peut jamais devenir un instrument propre aux Laboureurs. Enfin M. l'Abbé Soumille a fait graver & imprimer le dessein & la description d'une machine qui tend au même but. Son Semoir coûte 120 livres , & il faut le faire venir de Villeneuve-lès-Avignon. Cette machine a été éprouvée à Montpellier , au mois d'Octobre 1757. Les États de Languedoc qui furent assemblés peu de temps après , la firent examiner par des Ingénieurs qui l'approuverent. En conséquence les Etats ordonnerent la construction de deux Semoirs semblables , pour être envoyés à Narbonne & à Toulouse.

La Société a examiné avec toute l'attention possible le dessein & la description du Semoir de M. l'Abbé Soumille. Elle croit pouvoir assurer que celui de M. Blanchet est de beaucoup plus simple. D'ailleurs la machine de M. Soumille est adaptée à une charrue. Une mule suffit pour traîner & faire agir à la fois ces deux instrumens. Les terres les

plus légères de Bretagne ne pourroient être cultivées avec la charrue & le Semoir qui ont suffi pour les terres de Montpellier.

M. Blanchet avoit promis un dessein & une description de son Semoir. Ses affaires ne lui ont pas permis sans doute de s'en occuper. La Société pourra y suppléer , après le succès des épreuves faites cet automne sur la Culture de M. Tull , parce que M. de la Chalotais & M. de Montluc ont des Semoirs très-bien faits , & dont ils se sont servis l'un & l'autre avec la plus grande facilité.

HERSE.

M. de Bruc , Associé du Bureau de Saint-Malo , s'est attaché à perfectionner la *Herse* , instrument aussi nécessaire à l'Agriculture , en Bretagne sur-tout , que la charrue même. Comme tout le monde connoît la forme & l'usage de la *Herse* , il seroit inutile d'en parler ici. Celle que propose M. de Bruc , seroit particulièrement bonne pour les défrichemens , ou pour les terres extrêmement fortes , parce que dans l'un & l'autre cas on a besoin de diviser des masses de terre très-grosses , & qui opposent à l'instrument beaucoup de résistance.

La Herse dont il s'agit, diffère principalement de celles dont on se sert aujourd'hui, en ce que les traverses auxquelles sont attachés les coutres, au lieu d'être quarrées & fixes, sont rondes & mobiles. Ce sont trois cylindres, de huit à neuf pouces de diamètre, portés par des tourillons, & chargés sur leur longueur d'un grand nombre de coutres disposés en spirale. Elle en diffère aussi en ce qu'elle est brisée sur sa longueur, enforte qu'elle présente, pour ainsi dire, un avant-train composé de deux cylindres, & un arriere-train par lequel le troisième cylindre est porté. Ces deux parties se réunissent par le moyen de gros anneaux de fer, ou de deux anneaux & de deux crochets, qui ont le même jeu que si l'on y substituoit des couplets.

M. de Bruc a remis au dépôt de la Société, un modèle qu'il a fait faire de cet instrument. Il dit, en le présentant, que l'ouvrier qui l'avoit fait ne s'étoit pas conformé exactement aux instructions qu'on lui avoit données; qu'il croyoit même nécessaire de faire quelques changemens à cette machine & au Mémoire qu'il avoit fait pour la décrire. Un voyage dans lequel ses affaires l'en-

gagerent alors , l'ont empêché de travailler aux changemens qu'il s'étoit proposés. Ainsi la Société ne peut présenter aux Etats que le modèle qui est à son dépôt. Quoique l'Auteur l'ait jugé imparfait , il suffit pour donner une idée assez juste de l'effet que doit produire cet instrument.

Machine
pour trans-
planter de
grands ar-
bres.

M. de Kergariou , Associé du Bureau de Tréguier , a donné à la Société une machine qu'il a inventée pour transplanter de grands arbres. L'avantage de se procurer tout-d'un-coup des avenues , ou des bois bien alignés d'une certaine hauteur , avoit porté le Pere Sebastien , si célèbre par la simplicité & par la puissance de ses machines , à chercher les moyens de transplanter les grands arbres (a). La machine qu'il inventa , transporte les arbres couchés , c'est-à-dire , dans une situation horizontale. C'est un avantage lorsqu'on est dans la nécessité de passer par les portes d'un Parc. Mais l'inconvénient d'écorcher & même de rompre une grande partie des branches de l'arbre , est trop grand , pour ne pas

(a) Voyez le tom. 4. des l'Académie des Sciences ,
Machines approuvées par pag. 107 & suiv.

desirer de l'éviter par-tout où l'on n'est pas assujetti à passer par des portes. C'est certainement le cas le plus ordinaire.

M. le Marquis de Coëtnifan , Correspondant de l'Académie Royale des Sciences , imagina en 1724 une machine qui transporte un arbre dans sa position naturelle , en sorte que la tête en est parfaitement conservée (a). Mais outre que cette machine coûteroit fort cher, elle est un peu composée.

M. de Kergariou a saisi un milieu entre l'extrême simplicité de celle du Pere Sébastien , & l'espèce de complication qui se trouve dans celle de M. le Marquis de Coëtnifan.

Il s'est servi de la machine qu'il a inventée pour transplanter près d'un millier d'arbres de quarante-cinq pieds de hauteur. Il n'en a pas péri un seul.

Cette machine considérée en général , est composée de deux chevres affrontées, assemblées par le haut à un poinçon , & par le bas à deux racinaux qui portent un plancher mobile ; d'un treuil appliqué aux bras d'une des chevres ; d'un avant-

(a) Voyez le tome 4 des l'Académie des Sciences ,
Machines approuvées par page III & suiv.

train; d'un arrière-train & de deux poulies mouflées.

Pour mieux entendre le rapport & l'assemblage de ces pièces , il paroît nécessaire de les considérer séparément.

Les racinaux qui servent d'empatement aux bras des chèvres affrontées , ont sept pieds de longueur sur cinq pouces de grosseur. Ils doivent être percés à leurs bouts pour recevoir chacun un boulon de fer destiné à les assujettir sur l'essieu de derrière. Ils sont réunis du côté de l'avant-train , par une traverse qui a trois pieds & demi de longueur , non compris les tenons , & cinq pouces six lignes sur cinq pouces de grosseur. La plus forte dimension doit être dans son sens vertical. Cette traverse porte sur l'essieu de devant par son milieu , & y est assujettie par une cheville ouvrière. La partie qu'occupe cette cheville est la seule où la traverse ait cinq pouces six lignes d'épaisseur. Cette pièce doit être délardée depuis ce point jusqu'aux racinaux , en formant une courbe insensible. Cette précaution est nécessaire , afin que la traverse ne portant , pour ainsi dire , qu'en un seul point sur l'essieu de devant , le frottement soit moins sensible , lorsque

l'avant-train tourne , que si la traverse portoit sur l'essieu dans toute sa longueur.

Les quatre bras qui composent les deux chèvres , ont douze pieds de longueur , & trois pouces sur quatre de grosseur ; ils sont assemblés à tenons & mortaises sur les deux racinaux , à cinq pieds de distance l'un de l'autre. Par le haut ils sont assemblés aussi à tenons & mortaises , à un poinçon de deux pieds de longueur , & de quatre pouces de grosseur. Ces derniers assemblages sont fortifiés par un lien de fer qui embrasse les quatre bras des chèvres à leur extrémité. Ce poinçon est percé dans sa partie supérieure , pour recevoir une corde destinée à lier l'arbre à une certaine hauteur , afin d'empêcher que sa tête ne l'emporte tandis qu'on l'enlève.

Les deux bras de la chèvre du côté de l'avant-train , portent un treuil élevé de deux pieds au-dessus des racinaux. Les tourillons de ce treuil roulent dans des anneaux de fer fixés par des collets , aussi de fer , cloués sur les bras de la chèvre.

Un cordage qu'on roule sur le treuil , répond à deux moufles , l'une supérieure , qui porte trois poulies , dont celle du milieu a un plus grand diamètre , & re-

çoit la corde du treuil ; l'autre inférieure, qui ne porte que deux poulies.

Tout cet appareil est élevé sur les deux essieux des roues. Il est arrêté à celui de devant par la cheville ouvrière , & fixé à celui de derrière par deux boulons de fer qui traversent & l'extrémité postérieure des racinaux , & l'essieu même , en passant par des trous correspondans.

L'essieu de devant a cinq pieds six pouces de longueur , sans compter la partie qui traverse les moyeux des roues. Il est plus long que celui de derrière , afin de donner du jeu aux roues , lorsqu'on passe par des chemins tortueux. L'essieu de derrière a quatre pieds six pouces de longueur , aussi sans compter la partie qu'occupent les moyeux.

Les roues ont deux pieds huit pouces de diamètre total.

Un brancard est assemblé à l'essieu de devant.

Pour faire usage de cette machine , il est nécessaire d'avoir quatre planches de quatre pieds quatre pouces de longueur , de dix pouces de largeur , de deux pouces six lignes d'épaisseur , entaillées par leurs bouts d'un demi-pouce. Ces quatre plan-

ches forment un plancher mobile qui porte sur les deux racinaux.

Lorsqu'on veut transplanter un arbre , on commence par en dégarnir le pied tout autour , en faisant une tranchée assez large pour laisser un libre passage aux roues de derrière. On lui conserve une motte d'environ trois pieds cubes.

Dès que la motte est bien dégagée , & que le fond & l'entrée de la tranchée sont applanis , on en approche la machine , & on l'y fait entrer après avoir ôté l'essieu de derrière. Cette opération se fait aisément , parce que , comme on l'a dit , les racinaux ne sont fixés à cet essieu que par deux boulons de fer placés à leur extrémité. Ainsi deux hommes en soulevant ces racinaux , dégagent la partie des boulons qui traverse l'essieu.

Après avoir ôté l'essieu , on fait reculer la machine jusqu'à ce que le corps de l'arbre touche au poinçon qui réunit les deux chèvres. Alors on soulève les racinaux pour remettre l'essieu de derrière , & on le fixe avec les deux boulons de fer. On lie l'arbre par en haut avec la corde qui passe à la partie supérieure du poinçon ; & par en bas , le plus près des ra-

cines qu'il est possible , avec une corde attachée a la moufle inférieure.

Dans cet état on coupe avec une bêche les racines & la terre du dessous de l'arbre. S'il est dans une terre forte & tenace , comme les terres argileuses , cette opération se fait sans éboulement ; mais s'il est dans une terre légère ou sablonneuse , il faut ferrer la motte avec une toile forte pour l'empêcher de s'ébouler.

Dès que l'arbre est entièrement détaché , on l'élève par le moyen du treuil , jusqu'à ce que le dessous de sa motte surpasse de quelques pouces les racinaux. Tandis qu'il est suspendu , on passe par-dessous , les quatre planches qui forment le plancher mobile ; après quoi on lâche doucement le treuil jusqu'à ce que l'arbre soit posé sur ce plancher.

Comme dans le transport il peut survenir quelques tremoussemens capables de faire sauter les boulons de fer qui fixent les deux racinaux à l'essieu de derrière , on doit lier les racinaux à l'essieu avec une corde ; on peut même faire faire un œil à l'extrémité des boulons , & les fixer sous l'essieu avec des clavettes de fer : mais M. de Kergariou préfère les cordes,

parce que d'un côté il faudroit donner plus de longueur aux boulons , ce qui augmenteroit la difficulté d'ôter & de remettre l'effieu , & que d'un autre côté les clavettes peuvent être oubliées ou se détacher en chemin , ce qui mettroit la machine en péril.

Quand l'arbre est transporté dans l'endroit où on le veut planter , on dirige la machine de façon qu'il réponde perpendiculairement à la fosse qu'on a creusée pour le recevoir. On fait agir le treuil pour le soulever de quelques pouces , afin d'avoir assez de jeu pour pouvoir ôter le plancher mobile sur lequel il est appuyé. On lâche ensuite doucement le treuil & la corde qui lie l'arbre par en haut , jusqu'à ce qu'il soit descendu dans la fosse. On détache la corde qui le lie près des racines , & celle qui le contient près de sa tête ; on ôte l'effieu de derrière , pour pouvoir retirer la machine , après quoi il ne reste qu'à remplir la fosse. Il est essentiel de garnir sur le champ le pied de l'arbre de dix-huit ou vingt pouces de terre au-dessus du sol , & de la bien presser. Lorsque cette attention a été négligée , la plupart des arbres ont été renversés par les vents.

EXPLICATION DES FIGURES.

- Figure I. a. Les deux racinaux qui servent de base avec leur traverse du côté de l'avant-train.
b. Cheville ouvrière qui assujettit la traverse à l'essieu de devant.
c. Mortaises destinées à recevoir les bras des chèvres.
d. Boulons qui assujettissent les racinaux sur l'essieu de derrière.
- Figure II. a. Planches dont on forme le plancher mobile.
b. Entaille pour assujettir les planches sur les racinaux.
- Figure III. a. Les bras des chèvres.
b. Poinçon auquel sont assemblés les bras des chèvres par en haut.
c. Lien de fer qui affermit l'assemblage des bras au poinçon.
d. Corde servant à lier l'arbre par le haut, pour empêcher que la pesanteur de sa tête ne l'emporte.
e. Treuil adapté aux deux bras de la chèvre antérieure.
f. Moufle à deux poulies.
g. Moufle à trois poulies.
- Figure IV. A. La Machine entière montée & chargée de l'arbre.

La Société croit devoir rendre compte aux Etats des soins que se donnent plusieurs de ses Membres pour enrichir la Province de machines & d'instrumens qui y sont inconnus , ou qui n'y sont pas assez connus. M. de Montluc , du Bureau de Rennes , & M. de Kergariou , de celui de Tréguier , se sont chargés de faire faire un modèle du Moulin à huile qui est à Lannion. M. de Bruc , du Bureau de S. Malo , a fait venir une charrue de Caën , qu'il a fait opérer , dont il est fort content , & qui peut servir à perfectionner celles de Bretagne. D'autres Membres de la Société ont pris des mesures pour avoir différens modèles des Charrues & des autres instrumens de labourage qu'on emploie à la culture. Leur objet est de rendre les nôtres plus commodes & plus parfaits , ou d'en procurer de nouveaux qui pourroient nous être nécessaires. Lorsque tous ces modèles seront remis au dépôt de la Société , ils formeront la collection la plus précieuse , & le Public en retirera certainement quelques avantages.

Les instrumens du labourage , les ma- FILATURE.
chines propres à faciliter les plantations , regardent le premier des Arts , l'Agri-

culture. Mais les Arts qui s'exercent sur les productions de la terre , qui y ajoutent de nouvelles valeurs , ne sont pas moins dignes & de l'attention & de la protection des Etats. Les fils de lin & de chanvre , les toiles qui en sont formées , doivent plus ou moins augmenter nos richesses , à proportion de l'adresse de nos Fileuses. Leur art perfectionné feroit naître parmi nous deux espèces de Fabriques nouvelles ; celle du coton de nos Colonies , celle des toiles fines de chanvre. Ne peut-on pas même assurer que nos laines feroient appréciées avec plus d'équité , si nous sçavions mieux les filer ?

La Société regarde donc la filature en tout genre comme un Art principal. S'il n'a pas atteint en Bretagne un degré suffisant de perfection ; il peut être porté rapidement plus loin qu'il n'a été jusqu'à présent.

C'est la filature qui tire d'un arpent de terre des environs de Bruxelles , des valeurs égales au revenu de toute la Province de Champagne (a). Mais sans nous attacher à un exemple qui suppose un genre de Manufacture que nous n'avons

(a) Voyez l'Essai sur la nature du Commerce en général , par M. Cantillon , pag. 34 & 306.

pas encore (a) , jettons les yeux sur l'Ecosse & l'Irlande qui , comme nous , emploient leurs fils de lin en toiles. Nous jugerons par les progrès de leurs Manufactures , de l'intérêt que nous aurions à suivre leur exemple en perfectionnant l'Art de nos Fileuses.

L'Auteur de l'*Essai sur l'état du Commerce d'Angleterre* , dont le but étoit de porter le Parlement à favoriser tout ce qui pourroit en augmenter les bénéfices, regarde le filage comme un objet essentiel. „ Il est à remarquer , dit-il (b) , „ que le filage est la partie *la plus avancée* du travail des Manufactures ; „ car on y emploie des femmes & des „ filles à qui on ne trouveroit pas d'autre occupation. „ En perfectionnant cette partie , l'Ecosse est parvenue à faire un grand Commerce de toiles. On y file du fil très-fin , & c'est le fruit d'instructions données par des François. „ Le „ progrès des Ecoissois dans le filage est „ dû à une Ecole Françoisé établie chez

(a) La Manufacture des Dentelles.

(b) Voyez son *Extrait* à la tête de l'*Essai sur l'Etat du Commerce d'Angleterre* , pag. xxij. Elle est adressée

à Spenser Compton , qui mérita d'être choisi deux fois pour remplir la Place de Président , ou Orateur de la Chambre des Communes.

„ eux pour cette espèce d'Art (a). „
Quel objet d'émulation pour la Bretagne !

La Société ne desireroit pas que les Etats établissent des Ecoles pour former des Fileuses. Ces Ecoles n'instruiroient qu'un petit nombre de personnes ; & ce qui seroit plus désavantageux encore , on ne pourroit les établir que dans les villes. Or c'est dans les campagnes qu'on doit exercer les Fileuses , 1^o. pour en avoir un plus grand nombre , 2^o. pour obtenir cette main-d'œuvre à meilleur marché ; moyens infailibles de faire prospérer les Manufactures & de soutenir avec avantage la concurrence des étrangers.

L'expérience étant le meilleur de tous les guides , la Société ne peut mieux faire que de rendre compte aux Etats d'un moyen employé depuis quelques années par M. de Montluc dans la Paroisse de Laillé. Il a perfectionné la filature avec une rapidité qu'on n'eût osé se promettre.

Persuadé par l'exemple de l'Angleterre, que les prix accordés aux ouvriers excitoient entre eux une vive émulation , il fit publier qu'il donneroit un premier , un second & un troisième prix aux Fileu-

(a) Voyez l'Essai sur l'Angleterre , tome I , page
tat du Commerce d'An- 197.

ses qui auroient le plus approché de la perfection. Celles de la Paroisse qui ont concouru , apportent leurs fils , auxquels on attache des numéros. On les envoie à Rennes à une personne expérimentée qui désigne , par leurs numéros , ceux qui sont les plus parfaits. M. de Montluc distribue les prix aux trois meilleures Fileuses ; & sur les avis de la personne qui en a décidé , il avertit les autres des défauts de leur filage , afin qu'elles s'appliquent à s'en corriger. Ces instructions nourrissent en elles l'espérance de l'emporter dans la suite sur les autres. Quoiqu'il n'y ait que trois prix , celles qui en ont le plus approché , obtiennent une gratification.

Les Fileuses qui concoururent la première année , apportèrent toutes des fils au-dessous du médiocre. L'année d'après le filage se trouva perfectionné. Enfin les fils ordinaires de 1758 étoient égaux à ceux qu'on avoit jugés dignes des prix en 1757.

Ce genre d'encouragement est d'autant plus favorable aux Fabriques , que trois prix accordés fussent pour former à la fois un très-grand nombre de Fileuses. Chacune d'elles fait tous ses efforts

pour mériter le premier prix ; l'application est générale , & le fruit de l'émulation est de diriger toutes les mains vers la perfection.

La Société desireroit que les Etats accordassent des encouragemens semblables dans les lieux où il seroit le plus avantageux de perfectionner la filature. Mais il seroit essentiel de les porter dans les campagnes. Rien n'est plus conforme au bien du Commerce , que d'éloigner des Villes , le plus qu'il est possible , & les Manufactures & les préparations des matières qu'elles emploient.

Si les Etats se portoient à établir des prix pour cet objet , ils ne formeroient pas dans toute la Province une dépense de mille écus par an , & ils produiroient des valeurs réelles pour plus de cinq cens mille francs.

Qu'il soit permis à la Société de rapporter à cette occasion un fait très-remarquable & qui n'a point été imprimé. Un Ministre de l'Impératrice Reine de Hongrie lui présenta huit desseins d'Etoffes de soie qui coûtoient douze mille francs , argent de France. M. Thys , Bourguemestre & Fabriquant à Eupen , Ville du Duché de Limbourg , que cette Princesse

avoit mandé pour le consulter sur les moyens d'augmenter les Manufactures , étoit présent lorsque ces desseins furent examinés. Le Ministre dit qu'ils étoient si chers qu'il étoit dégoûté d'en faire faire. M. Thys représenta qu'il n'étoit pas impossible d'en avoir un très-grand nombre & à très-bas prix ; qu'il suffiroit peut-être d'annoncer dans les Papiers publics , que ceux qui donneroient les deux plus beaux desseins pour des Etoffes de soie , auroient un prix de quinze cens francs pour chacun. Cette annonce procura deux cens vingt desseins , dont plus de deux cens furent exécutés ; ainsi ils ne revenoient qu'à quinze francs pièce. Cet exemple s'applique naturellement aux prix qui seroient accordés pour la filature. Les Etats récompenseroient quelques Fileuses. Une multitude d'autres mettroient dans le Commerce une masse considérable de fils supérieurs à ceux qu'elles eussent filés , si elles n'avoient point été animées par l'appas d'un prix.

Il seroit peut-être nécessaire que ces prix fussent distribués dans les Paroisses voisines des Bureaux de la Société. Par exemple , le Bureau de Rennes pourroit être chargé d'encourager les Fileuses des

Paroisses de Melesse & de Montreuil-le-Gast , où les Fermiers , leurs domestiques , enfin tous les Payfans fabriquent des coutils , des toiles de lin & de chanvre ; les Fileuses de Vern , de Chateaugiron , de Piré , de Noyal , où se filent les chanvres employés dans les toiles à voiles.

Le Bureau de Saint-Brieuc , celui de Tréguier veilleroient sur la filature des lins employés dans les toiles de Pontivi , de Quintin , d'Uzel , de Loudéac , de Moncontour , de Morlaix. Enfin la Société entière s'occuperoit de l'amélioration d'une branche d'industrie si précieuse. Chaque Bureau pourroit être chargé d'envoyer un de ses Membres sur les lieux , pour annoncer les prix & pour avertir les Fileuses des défauts qu'on auroit remarqués dans leur filage en général. Si les Paroisses à qui cet objet d'émulation seroit nécessaire , se trouvoient trop éloignées du Chef-lieu du Bureau , les Etats pourroient autoriser la Société à se faire suppléer par des Correspondans.

L'encouragement proposé exige un fonds si modique , qu'il pourroit être compté pour rien , quand même les Etats en accorderoient un semblable à la filature
de

de la laine & du coton. Il assureroit une augmentation prompte dans nos Manufactures de petites étoffes de laine , & une amélioration marquée sur leur qualité. A l'égard du coton , outre l'avantage d'en fournir à nos Manufactures , afin que le prix de toute la main-d'œuvre restât en Bretagne , il seroit très-avantageux de fortifier cette branche de culture dans les Colonies ; l'Etat même y gagneroit beaucoup , puisque notre navigation & le nombre des matelots augmenteroient dans la même proportion.

C'est par des prix de cette espèce que l'Ecosse & l'Irlande ont secoué le joug de l'oïveté & de la pauvreté. On avoit tout à créer dans ces deux Royaumes ; on a surmonté tous les obstacles en récompensant l'industrie du peuple. Les Etats ont l'avantage de n'avoir qu'à perfectionner (a).

L'importance des fils de lin & de chan- TEINTURE,
vre pour cette Province , a rendu la Société très-attentive à une découverte faite

(a) Le 17 Février 1759 les Etats ont fait un fonds de 2700 liv. qui sera partagé également entre les neuf Evêchés , & distribué

par la Société , pour être employé en des prix qui seront accordés aux Fileuses , en suivant la méthode de M. le Président de Montluc.

à Nîmes par le Sieur Eymar. Il a trouvé le secret de teindre ces matières en rouge d'Andrinople. Le même secret avoit été découvert pour le coton ; mais jusqu'à présent les fils de lin & de chanvre avoient échappé à tous les moyens dont on s'étoit servi pour leur appliquer cette teinture.

La Société avertie que le Sieur Eymar demandoit au Conseil un privilège exclusif , lui fit espérer que les Etats récompenseroient ses talens , s'il vouloit s'établir en Bretagne. Il envoya des fils de lin & de coton de sa teinture. On les fit débouillir ; la couleur résista parfaitement à cette épreuve. Cet Artiste ne voulut prendre aucun engagement sans être sûr d'être récompensé. La Société ne pouvoit lui donner que des espérances. Pendant la durée de cette négociation , les Etats de Languedoc s'assemblerent , & fixerent le Sieur Eymar dans leur Province , en lui accordant une gratification de 10000 liv. Ils prirent en même temps des précautions pour s'assurer qu'il ne communiqueroit pas son secret.

Sur le rapport qui fut fait de cette découverte , les Etats délibérèrent , d'accorder au Sieur Eymar , Négociant à

„ Nîmes , la somme de 10,000 livres ,
„ laquelle seroit imposée & payée en
„ trois années , à commencer la présente
„ année (1758) , à condition par ledit
„ Sieur Eymar d'exécuter le procédé de
„ sa teinture en rouge d'Andrinople , sur
„ le coton , le fil de lin & de chanvre , en
„ présence de M. l'Evêque de Nîmes , &
„ de lui remettre ledit procédé , lequel
„ seroit en présence dudit Sieur Eymar
„ enfermé dans une cassette fermant à
„ trois clefs , dont l'une resteroit entre
„ les mains de M. l'Archevêque de Nar-
„ bonne , une entre les mains de M.
„ l'Evêque de Nîmes , & la troisième
„ entre les mains du Sieur Eymar ; la-
„ quelle cassette seroit déposée au Greffe
„ des Etats ; & que dans le cas que ledit
„ Sieur Eymar porteroit par lui-même
„ ou par des Affociés , le secret de sa
„ teinture dans d'autres Provinces , il
„ seroit permis aux Etats de rendre pu-
„ blic le procédé de ladite teinture : à
„ laquelle condition le Sieur Eymar se-
„ roit tenu de se soumettre par écrit
„ avant de recevoir le premier payement
„ de ladite gratification. „

Le projet d'attirer cet Artiste ne pou-
vant plus être renoué , la Société s'atta-

chera du moins à ranimer la teinture des fils connus sous le nom de *Fils de Bretagne*. M. de Livoys se dispose à étudier & à rectifier les pratiques de nos Teinturiers. M. Hellot, de l'Académie Royale des Sciences, dit dans son excellent Traité de la teinture des laines (a), que la France produit plusieurs plantes qui seroient propres à donner de très-belles couleurs, & dont on ne fait aucun usage faute d'observations & d'épreuves. Excité par cette espèce d'invitation, M. de Livoys qui aime la Botanique, s'est appliqué à étudier quelques plantes, dont le suc ou les fécules donnent des couleurs vives & pures. Ces plantes sont sauvages; il présume qu'en les cultivant elles peuvent acquérir plus de perfection. Il n'a fait encore à cet égard que de légères expériences; mais il compte les suivre avec attention; la Société, ou plutôt le Public en profitera.

Parmi les fils teints, le plus précieux & le plus cher, est cette espèce de fil bleu qu'on nomme *Fil d'épreuve*. Il doit paroître bien étonnant qu'on ne le teigne pas en Bretagne, où les Colonies versent une

(a) Voyez l'Art de la teinture des laines, par M. Hellot, pag. 240.

fi grande quantité d'indigo. Mais ce n'est pas l'impossibilité de le teindre, qui prive la Province de cette branche de teinture; c'est l'imperfection de notre filature. Le fil d'épreuve est assez fin; cependant il est retors. Ainsi il est aisé de concevoir que nos Fileuses sont bien éloignées de fournir aux Teinturiers des matières assez parfaites pour soutenir la concurrence des fils d'épreuve de Flandres. Les encouragemens sur la filature que la Société propose aux Etats d'accorder, contribueroient à faire naître ce nouveau Commerce.

MM. les Evêques pourroient y contribuer plus efficacement que personne. Les Dames Paulines & les Dames de la Croix, de Tréguier, ont porté les préparations & la filature du lin à un degré très-supérieur à tout ce qui se fait en Bretagne. Elles assurent elles-mêmes, à ce qu'on prétend, qu'elles pourroient atteindre à une plus grande perfection. Si les Prélats de la Province vouloient exciter l'émulation à cet égard dans les Communautés de leurs Diocèses, les fils qui en sortiroient, seroient suffisans pour alimenter des Manufactures de toiles & de batistes de la première qualité. Ce seroit

le moyen le plus prompt de parvenir à l'imitation des toiles d'Hollande , qui font l'objet de l'Article II. des Délibérations des Etats du 10 Février 1757. D'ailleurs un genre de filature en amenant toujours plusieurs autres , l'exemple des Communautés pourroit inviter à filer le coton , & les Religieuses se porteroient peut-être à le filer elles-mêmes.

Blanchif-
series.

La Société ne doute point que plus nos fils seront parfaits , plus nous sentirons la nécessité de chercher les moyens de perfectionner le blanc de nos toiles. On ne sçait à quoi attribuer l'opinion de quelques Négocians qui prétendent que nous ne devons pas songer à rendre nos Blanchifferies plus parfaites. Sans parler des blancs de Harlem , qui surpassent tous les autres , ceux de Beauvais , de Senlis , de Troyes , de Laval , l'emportent sans proportion sur ceux de Bretagne. On a essayé cet automne (1758) une matière qui sans être corrosive , a hâté le blanc de quelques écheveaux de fil , & de morceaux de toiles écrues , mis en expérience. Si ces épreuves qu'on doit répéter , donnent un blanc comparable à celui des Villes qu'on vient de nommer , la Société en

rendra compte au Public. La matière dont on s'est servi , est à si bon marché qu'elle doit être comptée pour rien dans le prix des toiles. Mais il n'y a que les Etats qui puissent faire fructifier les soins de la Société sur un article si intéressant pour la Province. Nous ne ferons jamais une grande quantité de belles toiles , qu'en encourageant la filature , & en multipliant les bonnes Fileuses par des prix attachés à leurs progrès.

Sans attendre que les toiles soient portées en Bretagne à la perfection dont elles sont susceptibles , il seroit bien avantageux au Commerce , qu'on pût imiter celles qu'on nomme *Platilles* , & surtout le pliage de ces toiles. Elles entrent dans tous les assortimens du Commerce de Guinée. Elles sont d'une qualité commune ; mais la manière de les plier n'a pu être imitée en France jusqu'à présent. Un léger détail suffira pour faire sentir combien cet article est intéressant.

Pliage des
Platilles.

Les *Platilles* sont des toiles qui se fabriquent en Silésie , principalement à Hirshberg. Il s'en fait aussi à Landshut , en Bohême , sur les frontières de la Silésie. Les Hambourgeois qui les tirent presque toutes , en font un grand commerce avec

la France & avec l'Espagne. On les distingue en fines & inférieures. Les premières se consomment en Europe & en Amérique; les autres en Amérique & en Afrique. Ce sont les dernières qui doivent d'abord nous occuper.

Suivant le tableau de nos exportations, les armemens faits à Nantes & à Saint-Malo, pour Guinée, pendant les six années de 1749 à 1754, en ont employé 277 mille 870 pièces.

S Ç A V O I R :

1749.	{	81,238. . . .	Nantes.
		2,000. . . .	S. Malo.
1750.	{	41,496. . . .	Nantes.
		660. . . .	S. Malo.
1751.	{	30,635. . . .	Nantes.
		4,170. . . .	S. Malo.
1752.	{	42,670. . . .	Nantes.
		2,146. . . .	S. Malo.
1753.	{	35,484. . . .	Nantes.
		2,131. . . .	S. Malo.
1754.	{	33,990. . . .	Nantes.
		1,250. . . .	S. Malo.

277,870 pièces.

Le prix ordinaire des Platilles de cette espèce est de 5 liv. 5 s. Ainsi, pendant ces six années, deux seules Villes de Bretagne en ont acheté pour un million 458 mille 817 liv. 10 sols.

Le taux de l'année commune est donc de 46 mille 311 pièces, qui coûtent 243 mille 136 liv. 5 sols.

Cette branche de Commerce est assez importante pour mériter l'attention de la Province. Il est vrai que dans l'année 1749, qui fut la première de la paix, le Commerce de Guinée fut un peu forcé: mais il faut considérer qu'on ne parle ici que des Ports de Nantes & de S. Malo. Si cette industrie s'établissoit en Bretagne, on pourroit aspirer, outre l'approvisionnement des Ports de la Province, à la fourniture des autres Ports du Royaume, & même concourir à celle de l'Espagne.

L'imitation de ces toiles est aisée. Si la Silésie a réussi à contrefaire les toiles de Bretagne, la Bretagne peut à plus forte raison contrefaire celles de Silésie. On a fait quelques essais qui ne permettent pas d'en douter. Mais on réussiroit en vain dans l'imitation des Platilles, si l'on ne parvenoit pas à les établir à

meilleur marché, ou du moins au même prix que l'Etranger. Il est d'autant plus naturel de s'en flatter, que le transport de Silésie en France occasionne des frais qu'on ne peut évaluer à moins de 4 à 5 pour cent. Quelques encouragemens pourroient exciter cette fabrique. Mais ce n'est que des Tisserands répandus dans les campagnes, & sur-tout des Tisserands cultivateurs, qu'on doit attendre le bon marché de la main-d'œuvre. C'est-là qu'on est sûr de trouver l'économie, compagne de la frugalité, & que de grands travaux se contentent de petits salaires. D'ailleurs le prix ordinaire des toiles de Bretagne démontre la possibilité de faire des Platilles à bon marché.

Cette condition préliminaire étant remplie, il resteroit encore une difficulté à surmonter, c'est l'imitation parfaite du pliage de ces toiles. Le but qu'on se propose dans ce pliage est de réduire chaque piece de platilles au moindre volume possible. Il est vraisemblable que l'économie du fret a donné lieu originairement aux plis multipliés & ferrés de ces toiles. Mais aujourd'hui ce n'est pas ce seul motif qui fait desirer l'imitation du pliage. Les Nègres, à qui il est plus difficile

qu'on ne pense de faire prendre le change, voient du premier coup d'œil, au volume seul de la Platille, si elle est véritable ou contrefaite. Il est donc de la plus grande conséquence de s'attacher à les plier exactement, comme les Silésiens.

Il n'est pas impossible d'y réussir. Il est plus que probable qu'on emploie en Silésie des presses ou d'autres machines de cette espèce. Des réflexions & des expériences conduiront à ce procédé. Si les Etats promettoient une récompense à celui qui en feroit la découverte, plusieurs personnes pourroient s'y appliquer, & leur travail ne seroit peut-être pas infructueux (a).

Il y auroit un moyen plus court & plus sûr encore ; ce seroit d'envoyer à Hirshberg un ouvrier intelligent, & qui n'eût pas l'air de l'être, ou de tâcher d'attirer en Bretagne un ouvrier habile de ce Pays-là. Les Etrangers ne négligent aucune attention pour s'approprier notre industrie. Ils ont poussé la recherche, dans l'imitation de tout ce qui entre dans le Commerce de nos toiles de Bre-

(a) Les Etats ont promis une récompense de 300 liv. à celui qui donnera un moyen facile & prompt de plier nos toiles comme les Platilles de Silésie.

tagne , jusqu'à copier de petites planches qui servent à les encaisser. L'activité de nos concurrens doit nous faire sentir que nous ne sçaurions trop faire d'efforts pour étendre notre industrie. Si elle ne s'étend pas , elle court risque de s'éteindre.

Vue de la Rivière de Saintes.

CORPS

D'OBSERVATIONS.

COMMERCE.

L A guerre avoit presque entiè-
 rement détruit le Commerce
 extérieur de la Province,
 avant que la Société fût éta-
 blie ; car nous devons à peine regarder
 comme notre Commerce celui que nous
 faisons par l'entremise des vaisseaux neu-
 tres. Les branches de ce tronc principal
 ne subsistant plus , il eût été difficile que la
 Société pût recevoir des instructions sur
 celles qui languissent pendant la paix , &
 qui par cette raison mériteroient d'être
 protégées & secourues. Cependant la

Société n'a pas perdu de vue qu'au moment de la cessation de la guerre, le Commerce maritime reprendroit son ancien ressort. Elle a donc tourné sa principale attention sur les Pêches de nos Côtes. Elles fournissent au Commerce intérieur & extérieur. Leur utilité pour la formation des matelots est immédiate. Cette classe d'hommes si nécessaires à la Marine & au Commerce, est aujourd'hui si peu nombreuse, qu'on ne peut trop s'occuper des moyens de l'augmenter. Le plus sûr de ces moyens, c'est de favoriser nos Pêches.

PÊCHES.

SARDINE.

La Pêche de la Sardine est d'un produit si considérable & si connu, qu'il est peut-être superflu d'exposer les bénéfices qu'en retire la Province. Cependant il peut devenir utile de répéter qu'en général on en fait monter le produit à plus de deux millions. Le Croisic qui n'y emploie que trente bateaux, en retire au moins vingt mille écus chaque année. La Pêche du Port-Louis produit, année commune, plus de quatre cens mille liv. Celle de Belle-Isle & de Concarneau n'est pas moins considérable; & l'on pêche avec le même succès à Douarnenez & à Camaret. Au reste le Port-Louis seul occupe treize cens Pêcheurs, & fait sub-

filter plus de dix-huit cens personnes employées aux salaisons.

Mais si les avantages de cette Pêche sont assez généralement connus, on connoît à peine les gênes qui en arrêtent les progrès & les abus qui s'y sont glissés. Le concours des gênes & des abus est d'autant plus dangereux, qu'il tend à ruiner ce Commerce & à détruire les autres Pêches de nos Côtes. La Société a reçu sur ce double objet des instructions très-détaillées de M. le Breton de Pontneuf, Associé du Bureau de Nantes, & de M. Perron, Associé de celui de Vannes. Le premier est établi au Croisic, le second au Port-Louis. Ainsi ils sont à portée l'un & l'autre de s'assurer exactement des faits. L'exposition qu'on en va faire, convaincra les Etats de la nécessité d'interposer leur crédit pour faire cesser & les abus & les gênes dont le Commerce se plaint.

M. de Pontneuf, dans son Mémoire, entre dans tous les détails qui concernent la Pêche de la Sardine. Un de ces détails regarde l'appât dont on se sert pour prendre cette espèce de poisson. L'Ordonnance de la Marine (a) le désigne sous

(a) Livre 5, titre 2, art. 12.

le nom de *Résure*. Il est plus connu en Bretagne sous celui de *Rogue* ou *Rave*. On le tire de Hollande & du Nord. C'est une préparation d'œufs de Morue & d'autres poissons (a). Une barrique pesant 300 liv. se vend communément de dix à douze francs , & monte quelquefois jusqu'à quarante.

Quoiqu'il soit défendu , à peine de 300 liv. d'amende , d'employer de la *Rogue* ou *Résure* qui n'ait pas été visitée & approuvée , on emploie très-souvent un appât plus nuisible que la *Rogue* la plus aigrie. On le nomme *Gueldre* , *Guildille* , ou *Guildre*.

La *Gueldre* se fait avec des Chevrettes (b) , des Cancres , & , ce qui est plus pernicieux à tous égards , avec le menu frétin des Soles , des Merlans & des autres poissons de toute espèce , dont on forme une pâte en les pilant. Cet appât corrompt la Sardine en moins de trois heures. Il cause une si vive fermenta-

(a) Il est fâcheux & étonnant que les Vaisseaux François qui vont à la Pêche de la Morue , ne nous rapportent presque jamais de *Rogue*. Les Pêcheurs négligent les œufs de ce Poisson & les

jettent à la mer. C'est une négligence blâmable.

(b) On les nomme Crevettes , Grenades , Salicots , ou Salicoques dans d'autres Provinces.

tion , qu'elle s'entrouvre par le ventre.

On se sert à Belle-Isle d'une autre espèce de Gueldre qu'on nomme *Menue*. Elle est composée de toute sorte de poissons aussi petits qu'une lentille. On en fait moins d'usage, parce qu'elle est plus chère. Elle coûte jusqu'à dix pistoles la barrique. Son plus bas prix est de vingt francs , & c'est le plus haut des autres Gueldres. M. Perron assure qu'à la Côte du Port-Louis & dans les rivières voisines on prend tous les ans plus de quatre cens barriques de ce frai de poisson.

Les Réglemens qui proscrivent ces abus , sont sans effet , parce que personne ne peut veiller à leur exécution. D'ailleurs la pauvreté de ceux qui font ce trafic destructif , les rassure contre les amendes prononcées par la loi. Il seroit cependant nécessaire de remédier à ce désordre ; car , comme l'observe M. de Pontneuf, l'usage de la Gueldre doit être pros crit , non seulement par rapport à la Sardine qu'elle corrompt , mais encore parce qu'elle diminue & détruit les espèces de poissons du frai desquels elle est composée. „ On ne doit point , dit-il , „ imputer aux entrepreneurs des presses „ l'abus dont il s'agit. Il est de leur inté-

„rêt de l'écartier ; mais ils ne peuvent
„contenir les équipages de leurs chalou-
„pes qui ne visent qu'à se procurer une
„Pêche abondante , sans s'inquiéter de
„la conservation du poisson. „

Un Citoyen très-digne de foi a attesté à plusieurs Membres de la Société , que dans la rivière de Hennebond on est dans l'usage de prendre tout le menu poisson pour faire de la Gueldre. La grande étendue des Côtes de Bretagne est si favorable à ceux qui font cette préparation , que l'abus se commet publiquement. L'impunité est aussi certaine que générale. Il y a quelques années qu'une personne qui prétend avoir un droit de Pêche exclusif dans une partie de la rivière de Hennebond , défendit à un Pêcheur de continuer à prendre du frai. Le Pêcheur y revint dès le lendemain ; il reçut un coup de fusil qui lui cassa la cuisse. Quel a été le fruit de cet acte de violence ? Les Pêcheurs se sont portés au-dessous du lieu où l'on prétend que la Pêche est exclusive , & le poisson continue à être détruit presque en naissant.

M. Guillaume , Recteur de Piriac , dans un Mémoire sur les causes de la *stérilité des Pêches* , s'élève avec beaucoup

de chaleur contre la destruction incroyable de poisson , occasionnée par une autre espèce d'appât qu'on nomme aussi *Gueldre* , & qui sert à la Pêche du Maquereau. Deux femmes en moins de deux heures prennent quelquefois jusqu'à 120 livres pesant de cette manne précieuse qu'il seroit si intéressant pour l'Etat de conserver. Rien ne leur échappe, puisque c'est de la toile qui leur sert de filet. On peut à peine imaginer la perte qui en résulte. Cet abus ne s'est introduit que depuis quelques années ; & M. le Recteur de Piriac atteste que c'est précisément l'époque d'une disette extrême de poisson , sur une Côte qui en fournissoit ci-devant avec abondance. Un si grand mal ne faisant que s'accroître de jour en jour , rien n'est plus pressant que d'y appliquer un remède prompt & efficace. Les amendes ne remédient à rien vis-à-vis de gens avides , mais insolubles.

Un abus si dangereux , si destructif , semble ne pouvoir être arrêté que par des moyens sévères. Les Etats pourroient demander au Parlement un Règlement qui ordonnât aux Juges de faire pratiquer rigoureusement aux Pêcheurs l'amende de 300 livres , prononcée par

l'Ordonnance. Si ce Règlement pouvoit être exécuté , il feroit nécessairement tomber la Gueldre , parce que ceux qui la composent ne trouvant plus d'acheteurs , cesseroient d'en préparer. Mais ce remède feroit impuissant contre l'abus dont il s'agit.

Il n'est pas possible aux Officiers de l'Amirauté de veiller sur une malversation de détail qui se fait dans une multitude de petits endroits. D'un autre côté, les Juges des lieux n'osent s'immiscer dans ce qui concerne les Pêches de la Mer. Cette matière est spécifiquement attribuée aux Amirautés. L'amende ne tomberoit donc que sur ceux qui acheteroient de la Gueldre dans les villes où ces Tribunaux sont établis. Or ce n'est point dans ces villes qu'on la prépare. Ainsi l'abus subsisteroit malgré ce Règlement & malgré l'intention qu'auroient les Juges de veiller à son exécution.

Il feroit peut-être aisé d'anéantir l'abus en l'attaquant dans sa source , c'est-à-dire, en punissant ceux qui le commettent. On a déjà observé que leur pauvreté les mettoit à l'abri des peines pécuniaires. Il seroit donc indispensable de recourir aux peines personnelles. La Société montrera

toujours le plus grand éloignement pour les voies rigoureuses, sur-tout contre des malheureux qui cesseroient de se rendre coupables, si on pouvoit les arracher à leur indigence. Mais le Public dont l'intérêt doit faire disparoître tout intérêt particulier, est trop vivement blessé dans cette occasion, pour qu'il soit permis d'écouter un sentiment de commisération, qui laisseroit subsister un désordre si pernicieux (a).

La Société croit donc qu'il seroit con-

(a) L'Ordonnance des Eaux & Forêts, au titre des Pêches, défend de pêcher la Truite pendant le temps du frai, à peine, pour la première fois, de 20 liv. d'amende & d'un mois de prison; du double de l'amende & de deux mois de prison pour la seconde; du carcan, fouet & bannissement pendant cinq ans pour la troisième.

Elle prononce la peine de 100 l. d'amende pour la première fois, & de punition corporelle pour la seconde, contre ceux qui se serviront d'aucuns engins & harnois prohibés par les anciennes Ordonnances, & de tous autres qui pourroient être

inventés au dépeuplement des rivières.

Elle veut qu'on punisse comme de vol, ceux qui vont sur les mares, étangs & fossés, lorsqu'ils sont glacés, pour en rompre la glace, & y faire des trous pour pêcher, &c. &c.

Ceux qui détruisent le poisson de mer, lorsqu'il est à peine de la grosseur d'une lentille, sont-ils moins coupables? En contrevenant à l'Ordonnance dans les rivières, on ne ruine que le poisson: en préparant de la Gueldre, on ruine les Pêches des Côtes de la Mer, & en même temps l'Ecole des matelots.

venable , ou pour mieux dire , qu'il seroit nécessaire que les Etats fissent solliciter une Déclaration du Roi qui défendît de pêcher le menu frai qu'on emploie à faire de la Gueldre , sous peine de prison pour la première fois , & d'une peine plus grande en cas de récidive. Pour assurer l'exécution de cette Loi , il faudroit en charger les Juges Royaux , & même ceux des Seigneurs Hauts-Justiciers dont le territoire s'étend jusqu'aux rivages de la mer , en concurrence avec ceux des Amirautés. Au reste , il seroit à propos de rendre si sommaire la procédure qui précéderoit la peine , que la punition du coupable fût toujours prompte. L'exemple contiendrait ceux qui s'adonnent à ce trafic ; il épargneroit aux Juges le déplaisir de multiplier les actes de févérité (a).

Les gênes qui nuisent au Commerce de Sardine , découlent toutes d'un droit établi sur l'huile qu'en expriment les presfeurs. Les Fermiers Généraux perçoivent

(a) Les Etats ont chargé MM. leurs Députés & Procureur-Général-Syndic à la Cour , de solliciter une Déclaration du Roi qui enjoit-

gne à tous Juges Royaux & des Seigneurs , de veiller à l'exécution des Réglemens concernant la conservation du frai des poissons.

sur cette huile six deniers , par livre du poids de seize onces , & les quatre sols pour livre en sus. Le quintal de cette huile se vend communément vingt-cinq francs , & les droits montent à trois livres ; c'est douze pour cent de la valeur de la marchandise ; somme exorbitante qui surpasse le profit du pressoir , & qui lui enlève un fonds qu'il seroit si nécessaire à l'Etat de laisser dans le Commerce. Cette charge devient même insupportable , lorsque les presseurs éprouvent de longs retardemens dans la vente , des altérations ou des avaries sur la marchandise. Le Fermier profite seul alors d'une industrie qui devient ruineuse pour l'entrepreneur. Le droit dont il s'agit produit peu au Roi ; il nuit beaucoup à une Pêche qu'il seroit très-important de favoriser. Mais la manière de le lever devient plus nuisible encore.

Pour assurer la perception des droits , les entrepreneurs ont été assujettis à ouvrir leurs presses & leurs magasins aux Commis des Fermes. Ces Commis sont chargés d'y faire des visites & des recensemens avec autant d'exactitude & d'assiduité que les Commis aux Devoirs chez les cabaretiers. Il est vrai que ces visites

se font avec moins de régularité ; mais on est en droit de les faire. La négligence ou , si l'on veut , l'indulgence des Préposés , n'empêche pas que les presseurs ne soient dans leur dépendance. Ces presseurs sont continuellement agités par la crainte d'indisposer quelqu'un de ces surveillans. Ils s'en vengeroient par les inquisitions les plus gênantes. Ainsi la tranquillité des presseurs dépend absolument de la bonne ou mauvaise intelligence qui regne entre eux & les Commis.

Les droits établis sur les huiles en 1705 furent suspendus dès 1716 par Arrêt du Conseil , dans le dessein d'augmenter les Pêches autant qu'il seroit possible. Cette suspension a été prorogée jusqu'à présent par des Arrêts qui se sont succédés. Le dernier est du 18 Octobre 1757. On ne dissimulera point que le but de cette exemption de droits , étoit particulièrement de favoriser la Pêche de la Baleine, de la Morue & des autres poissons , à l'Isle Royale. Mais le préambule de l'Arrêt du 1^{er}. Février 1716 , prouve que les intentions de Sa Majesté étoient de favoriser sans exception toutes les Pêches que font ses Sujets. „ Sa Majesté , dit „ ce préambule , desirant toujours con-

„ tinuer l'attention qu'elle a de contri-
 „ buer à l'augmentation du Commerce
 „ & de la Navigation de son Royaume,
 „ soit par rapport aux Pêches qui se font
 „ *tant sur les Côtes maritimes de France,*
 „ que dans les Mers du Nord, celles du
 „ Canada, Isle de France, ci-devant
 „ appelée Cap-Breton, & dans les au-
 „ tres Mers éloignées, &c. „

Il semble que le vœu du Législateur étoit de comprendre dans l'exemption de droits, toutes les huiles provenant des Pêches faites *sur les Côtes maritimes de France*, & par conséquent celles qu'on tire de la Sardine. Cette présomption est d'autant plus naturelle que la Pêche de la Sardine en particulier a paru mériter d'être encouragée. Le Roi a défendu l'introduction de celle qui provient de Pêche étrangère. Il a accordé depuis fort long-temps, & il vient d'accorder sans limitation, par un Arrêt du 20 Septembre 1745, une modération de droits sur les Sardines de Bretagne importées dans l'Anjou & dans le Maine. Cependant l'huile qu'en expriment les presseurs est toujours assujettie à des droits qui, comme on l'a dit, montent à douze pour cent de la valeur.

Les Préposés exigent les mêmes droits des Pêcheurs , sur l'huile qu'ils tirent des foies de Raie & d'autres gros poissons. Qu'y a-t-il de plus propre à étouffer toute industrie , & à éloigner les hommes d'une profession qui expose continuellement aux plus grands périls , & qui jamais ne donne de grands profits ?

Le bien public demande donc que les Etats prennent des mesures pour faire éprouver aux Pêches qui se font à la Côte, les effets de la protection que Sa Majesté accorde à toutes celles de ses Sujets. Les Pêches en général ne peuvent être trop protégées ; elles forment des branches de Commerce d'autant plus riches , que la nature nous apporte elle-même une moisson dont elle fait tous les frais. C'est d'ailleurs le meilleur & le plus fécond de tous les séminaires par rapport aux matelots. Ainsi on peut les regarder comme un vaste atelier d'où sortent les principaux instrumens de notre Commerce extérieur.

La Société regarde comme un principe universel , que tout Commerce qu'on délivre d'entraves , s'étend de lui-même , & que son accroissement n'a de bornes que l'impossibilité de la consommation ,

ou l'épuisement de la matière sur laquelle il s'exerce. Nous ne pêchons pas à beaucoup près toute la Sardine qui se rend chaque année sur nos Côtes ; la Pêche & le nombre des presses augmenteroient donc nécessairement , si l'on n'étoit pas rebuté par des droits de douze pour cent sur la marchandise , & par la servitude de chercher sans cesse les moyens de complaire aux Commis des Fermes. Cette branche déjà si considérable par l'exportation des Sardines pressées ; par la consommation de l'huile dont le peuple se sert pour s'éclairer ; de celle qu'on mêle avec le brai pour l'enduit des navires , & de celle que les tanneurs emploient dans la préparation des cuirs , n'est pas moins digne d'attention par les matelots qu'elle forme.

Cinq hommes composent l'équipage d'une chaloupe. On y ajoute deux enfans de treize ou quatorze ans. Ce sont ces enfans qui forment le fonds des Classes de la Marine , & qui le renouvellent continuellement. C'est une pépinière d'où l'on tire , outre d'excellens matelots , ces Pilotes Côtiers , dont l'expérience & l'habileté sauvent fréquemment nos vaisseaux battus par la tempête , ou

chassés par l'ennemi. De quelle importance ne seroit-il pas pour l'Etat de multiplier des hommes si précieux !

L'avis de la Société seroit donc que les Etats sollicitassent la suppression du droit de six deniers , par livre de seize onces , établi sur l'huile de Sardine. Cette grace paroît d'autant moins difficile à obtenir , que la perception de ce droit contredit l'exemption accordée aux Sujets du Roi sur les huiles provenant d'autres Pêches (a) .

A l'égard des droits qui se payent à l'entrée des autres Provinces pour la Sardine pressée , & qui sont alternativement rétablis , modérés ou supprimés , rien ne seroit plus avantageux à ce Commerce qu'un Arrêt qui les supprimât irrévocablement. Ces vicissitudes causent des révolutions très-nuifibles. Les Etats ne peuvent mieux employer leur crédit qu'à solliciter des graces de cette espèce (b).

(a) MM. les Députés & Procureur-Général-Syndic à la Cour ont été chargés de solliciter un Arrêt du Conseil , qui étende aux huiles provenant de la Pêche de la Sardine, ou autres poissons , l'exemption de

droits prorogée par l'Arrêt du Conseil du 18 Octobre 1757.

(b) Pour ranimer la Pêche du Hareng à Dieppe , le Roi supprima , par Arrêt du Conseil , un droit de *Subsistance* qui avoit été joint

Une Pêche moins connue , parce HARENG.
qu'elle commence à peine à se montrer,
a d'autant plus intéressé la Société , qu'elle
a fait des progrès étonnans dans l'inter-
valle de trois années. C'est la Pêche du
Hareng.

Avant 1756 elle n'occupoit aux en-
virois de Piriac que dix bateaux &
trente hommes. Elle duroit environ
quinze jours , & son produit n'alloit ja-
mais au-delà de onze cens francs.

Plusieurs circonstances ont concouru
aux progrès rapides de cette Pêche. La
Sardine manqua. Les pirateries des An-
glois ne permettoient pas de compter
sur la Morue. Un Pêcheur imagina une
manière de pêcher qui réussit au-delà de
toute espérance. La cupidité fit naître
l'émulation. Soixante bateaux (a) alle-
rent à Piriac en 1756 ; les Harengs frais
ou salés leur produisirent au moins cent
mille francs.

Ils s'y rendirent en plus grand nombre
en 1757. Les ouragans qui regnerent

aux Fermes-Générales. Pré-
jugé favorable pour les dé-
marches , que feroit la Pro-
vince , contre les droits sur
les Sardines. (*V. les Re-*
marques sur plusieurs bran-

ches de Comm. & de Navig.
pag. 85.)

(a) Les bateaux dont il
s'agit , se nomment *Barges*
dans le Pays. Ils sont du port
de 3 , 4 , 5 & 6 tonneaux.

pendant les mois de Novembre & de Décembre, diminuerent de plus de moitié les produits de la Pêche : cependant elle fut évaluée à deux cens mille francs. Cette évaluation , qu'on dit être trop foible , est appuyée ;

Premièrement , sur un état détaillé de la quantité de Hareng que fit saler chaque personne connue de Piriac & des environs. Cet état monte à seize cens cinquante-huit milliers.

Secondement , sur la distribution journalière de Hareng frais que faisoient les Pêcheurs à ceux qui leur aidoient à le préparer ; distribution immense , puisque ces Pêcheurs donnoient ordinairement un cent & jusqu'à deux cens de Hareng à chaque ouvrier , pour le salaire de sa journée.

Troisièmement , sur un assez grand nombre de barriques qu'ont salé des personnes du bas peuple , & dont on n'a pu avoir une note précise.

Quatrièmement , sur une multitude de barriques préparées par les Pêcheurs de plus de soixante bateaux. Chacun de ces bateaux fit plusieurs voyages à Nantes , pour renouveler les filets ; à chaque voyage , ils étoient chargés de quatre

barriques de Hareng ; cependant à la fin de la Pêche , les Pêcheurs avoient encore plus de six cens milliers de Hareng en barriques.

Cinquièmement , sur la quantité de Hareng frais qu'on venoit acheter à Piriac pendant la durée de la Pêche. On estime que cette quantité égale au moins celle du poisson salé. Chaque jour on chargeoit jusqu'à cent chevaux ou mulets qui portoient chacun un millier de poisson frais.

La Pêche a commencé cette année dès le mois d'Août , & le nombre des bateaux a encore augmenté. Elle a beaucoup donné d'abord. Elle s'est ralentie à la fin d'Octobre ; mais elle a repris avant la mi-Novembre.

La Pêche commence ordinairement à la fin de Septembre , & dure jusqu'à Noël. Cette saison est si orageuse , qu'il n'est pas étonnant qu'elle renverse quelquefois les espérances des Pêcheurs. Mais rien ne seroit capable de les décourager , s'ils avoient un asyle sûr lorsque la Mer devient dangereuse. La violence de la Mer & des vents met les bateaux dans un danger continuel de périr. Une barque chargée de quatre-vingt quatre

milliers de Hareng , prête à partir pour la Rochelle , périt en effet dans le Port même , au mois de Décembre 1757. Cet accident sema l'effroi parmi les Pêcheurs. Plusieurs d'entre eux se retirèrent , & on craignit d'en voir diminuer le nombre en 1758. Ils n'ont été rassurés que par les espérances que leur a fait donner la Société , que les Etats protégeroient leur Pêche , & se porteroient à les mettre à couvert des naufrages.

Le Port de Piriac étoit autrefois garanti par une jettée qui est à demi ruinée , & que la Mer couvre deux fois par mois. On prétend qu'avec une légère dépense , on pourroit la rétablir. Le Hareng abonde dans ces parages. S'il étoit possible que trois cens bateaux y fussent en sûreté , ils suffiroient à peine pour la quantité de poisson qui s'y rend chaque année.

On pêche aussi du Hareng à Pennerf & à Mesquer. Les Pêcheurs n'ont rien à craindre dans ces deux Havres : mais on y trouve d'autres obstacles , & ils sont insurmontables. On ne peut y entrer à Mer perdante , ni en sortir à Mer montante , à cause de la force des courans dans les goulets. Ainsi les Pêcheurs
font

sont assujettis aux marées , ce qui leur fait perdre une grande partie du temps propre à la Pêche. C'est donc à Piriac , & , s'il étoit possible , à Kervoyal qu'il seroit important d'assurer un refuge aux bateaux. Des personnes instruites prétendent qu'avec des travaux d'une médiocre dépense on pourroit mettre dans ces deux Ports cent cinquante ou deux cens bateaux en sureté , & que leur Pêche chaque année pourroit monter à un million (a).

Un article si considérable a fait desirer à la Société qu'un Ingénieur fût chargé de dresser des projets & des estimations sur lesquels les Etats pussent faire un fonds dès cette année pour les travaux qui seroient jugés nécessaires. Les produits d'une seule Pêche dédommageroient sans proportion , de la dépense à faire pour ces ouvrages. Plus on se hâtera d'y travailler , plus on rapprochera la jouissance

(a) Cette conjecture n'a rien d'outré : on peut en juger par un calcul très-simple. Un million partagé entre deux cens chaloupes, donneroit cinq mille francs pour chacune. En supposant que la barrique de Hareng contenant deux milliers de poisson , se vendit

cinquante francs , ce seroit cent barriques par bateau , ou , ce qui revient au même, deux cens milliers de poisson. Il y a beaucoup d'exemples de Pêcheurs qui ont pris fort au-delà de deux cens milliers , pendant les trois mois que dure la Pêche.

des bénéfices qu'on doit s'en promettre.

La Société s'est adressée à M. le Duc d'Aiguillon ; elle lui a envoyé un extrait des faits qu'elle avoit appris au sujet de cette Pêche. Elle lui a représenté combien il seroit utile de remettre aux Etats , dès cette année , un projet & une estimation des travaux indispensables pour la sûreté des bateaux ; que M. Magin pourroit se transporter sur les lieux , & dresser un projet des ouvrages à faire ; chargé par la Province des mêmes opérations pour d'autres Ports , il étoit vraisemblable que sur l'avis de cet Ingénieur , les Etats se détermineroient avec plus de confiance à faire un fonds pour l'exécution de ce qu'il auroit projeté. M. le Duc d'Aiguillon répondit à la Société qu'il concourroit dans tout ce qui dépendroit de lui , à donner à cette Pêche la protection & les facilités dont elle a besoin ; que le Sieur Magin , qui le suivroit dans la tournée qu'il comptoit faire sur les Côtes de la Province , examineroit le Port de Piriac , & feroit le projet & l'estimation des ouvrages qu'il conviendrait d'y faire. C'est aux Etats mêmes que M. Magin remettra son ouvrage. Ils prononceront sur son exécution.

M. le Recteur de Piriac s'est porté avec le plus grand zèle à encourager & à instruire les Pêcheurs. Il n'a point dissimulé à la Société que leur ignorance ou leur avidité , peut-être l'une & l'autre , nuisoient à la Pêche. Ils ont vendu comme bon , du Hareng mal préparé , mal salé. Rien n'étoit plus propre à décréditer la Pêche de Bretagne. La Société demanda des instructions sur les préparations. M. de Gournay , Intendant du Commerce , en envoya à M. de la Bourdonnaye , Procureur-Général-Syndic. Il écrivit en même temps que „ le meilleur moyen „ de procurer à nos matelots Bretons les „ connoissances qu'ont les Dunkerquois , „ feroit d'en envoyer quelques-uns à „ Dunkerque , pour y être employés „ pour les bateaux pêcheurs. „

La Société trouva quelques difficultés à suivre ce parti ; elle pensa qu'il vaudroit peut-être mieux attirer en Bretagne quelques personnes instruites des préparations. Un de ses Membres fut chargé d'exposer les raisons pour & contre. Ce fut le sujet d'observations qui furent adressées à M. de Gournay & à M. le Recteur de Piriac. Le premier répondit : „ Je trouve en effet qu'il est beaucoup

„ plus simple de faire venir des maîtres
„ que d'envoyer des apprentifs ; & si le
„ succès de cette Pêche depuis trois an-
„ nées , engage les États à faire quelque
„ dépense , ce parti vaut beaucoup mieux
„ que d'envoyer des Sujets pour s'inf-
„ truire , par toutes les raisons détaillées
„ dans votre Mémoire. . . ,

M. le Recteur de Piriac pense qu'il est inutile & d'envoyer de nos Pêcheurs à Dunkerque , & de faire venir des personnes exercées aux préparations pour instruire les gens de nos Côtes. Il s'appuie sur ce que le Hareng des personnes qui ont profité en 1757 des instructions procurées par M. de Gournay , a soutenu la concurrence de ceux de Dieppe & de Dunkerque.

Ce fait n'en détruit pas un autre qui est beaucoup plus digne d'attention. C'est qu'en 1757 presque toutes les préparations étoient aussi défectueuses qu'auparavant. On compteroit à peine six personnes qui se soient conformées aux procédés qu'on leur a décrits ; & il n'y a qu'elles qui aient soutenu la concurrence des Dieppois. Notre Pêche ne s'élèvera jamais à une vraie concurrence , que lorsque les préparations seront uniformes

& généralement bonnes D'ailleurs la Société ne doit pas se borner , comme M. le Recteur de Piriac , à l'intérêt de ses Paroissiens. Egalement occupée des Pêcheurs de toute la Province , elle voit la nécessité d'étendre la protection des Erats sur la même Pêche qui se fait à Pennerf & à Mesquer. Elle voudroit même qu'elle fût encouragée à Rhuis , aux Isles d'Houat & d'Hédic. Ce sont les lieux où la Pêche a toujours commencé depuis qu'elle a pris quelque consistance.

Des motifs de toute espèce portent à desirer que l'encouragement soit général.

Premièrement , les fruits de la Pêche ne seront considérables qu'autant qu'elle fera plus étendue. La concentrer à Piriac , c'est en borner les produits.

Secondement , l'augmentation des matelots est un but qu'on ne doit pas perdre de vue. C'est le manquer que de diriger les Pêcheurs vers un seul Port ; d'autant mieux qu'après les ouvrages nécessaires pour mettre celui de Piriac en sûreté , il ne contiendra tout au plus que deux cens barques.

Troisièmement , il est reconnu que le Hareng se soutient à un prix trop considérable. Les bénéfices de la Pêche dépen-

dent des moyens qu'on emploiera pour le faire baisser. La concurrence produira cet effet ; c'est un moyen sûr & éprouvé.

La Société pense que la concurrence s'établirait promptement , si les préparations étoient connues de tous les habitants des Côtes. La main-d'œuvre en se multipliant , devient à bon marché. Les mains instruites sont plus expéditives. D'ailleurs , c'est la grande consommation de poisson frais qui soutient à si haut prix celui qu'on achète pour les salaisons. Tous les acheteurs de poisson frais (& il y en a qui viennent d'assez loin) se rendent à Piriac. La concurrence entre eux augmente le prix , comme elle le diminueroit , si elle s'établissoit entre les vendeurs. Il est donc à souhaiter pour la Province , que la Pêche du Hareng augmente à Pennerf , à Mesquer , à Rhuis , aux Îles d'Hédic & d'Houat , en un mot dans tous les endroits où le poisson donne.

Dans cette vue , M. de la Chalotais s'est informé de l'état actuel de cette Pêche à Pennerf. Elle n'a jamais été considérable ; mais c'est le seul endroit connu de Bretagne où elle se fit autrefois (a).

(a) Voyez le Dict. du Commerce , au mot HARENG , col. 1592.

M. de Kervaguez Jan , qui paroît aussi instruit que zélé dans cette partie du bien public , a répondu que le défaut de matelots étoit la principale cause du dépérissement de la Pêche du Hareng. Ce sont des femmes , des filles , des vieillards , ou de jeunes garçons qui la font aujourd'hui. Cependant depuis le 7 Septembre jusqu'au 15 Octobre de cette année (1758) on a pêché quatre cens cinquante milliers de Hareng , & la Pêche s'est faite en partie dans le Havre même de Pennerf. On n'y a employé que vingt-cinq bateaux , & il seroit aisé d'en occuper cent. Les Pêcheurs étant actuellement dispersés dans plusieurs Ports de France , ou détenus dans les prisons d'Angleterre , il n'y a que la paix qui puisse fortifier cette Pêche. Mais pour profiter des avantages que la paix fait espérer , il est nécessaire d'applanir deux obstacles. La Société espère qu'elle vaincra le premier ; c'est aux Etats à faire disparaître l'autre.

On manque de filets à Pennerf , ou pour mieux dire , on manque de fil pour en faire. Les habitans de l'Isle de Trantemou , qui font la Pêche à Piriac , n'ont pas besoin de secours à cet égard. Ils

cultivent le chanvre , ils le préparent , & font eux-mêmes leurs filets. La Société fournira des instructions aux habitans de Pennerf sur cette culture & sur les préparations nécessaires à cette plante. Ainsi ils pourront à l'avenir semer , recueillir , préparer le chanvre , & faire des filets.

L'obstacle qui demande la protection des Etats est d'une autre nature. Depuis quelques années le Receveur des Ports & Havres de Pennerf , oblige les Pêcheurs à prendre un congé ou passeport. Il se fait payer un écu par chaque Pêcheur. Quelque modique que puisse paroître cette avance , elle devient excessive pour des gens pauvres , & à qui elle tombe en pure perte lorsque la Pêche ne rend pas. On dit même que le Receveur assujettit à ce droit ceux qui vont avec un bateau pêcher des huîtres à leur porte.

Le motif de cette perception ne peut être fondé que sur une interprétation bien rigoureuse de l'Ordonnance de la Marine. Il est vrai qu'elle oblige ceux qui pêchent du poisson frais , à prendre un *congé* (a) ; mais il semble qu'on ne devroit

(a) L'article 3. du tit. 1. est conçu en ces termes :
 liv. 5. de l'Ordonn. de 1681, » Quant à nos Sujets qui

pas étendre ses dispositions à de petits bateaux qui ne s'éloignent du Havre qu'à la portée de la voix du rivage ; à des bateaux enfin , dont des femmes , des filles composent tout l'équipage. „ Le principal effet des congés est non seulement que nul Sujet du Roi ne navigue „ sans sa permission ou celle de son Amiral ; mais encore de surprendre & reconnoître les fourbans ou pirates , lorsqu'ils se rafraîchiront dans les Ports , „ en leur faisant exhiber & montrer leurs congés. „ Ce sont les termes de l'Annotateur (a) de l'Ordonnance de la Marine , qui dans cette occasion a bien saisi le sens de cette belle Loi.

„ font la Pêche du poisson
 „ frais avec bateaux portant
 „ mâts , voiles & gouver-
 „ nail , ils seront seulement
 „ tenus de prendre un congé
 „ par chacun an , sans qu'ils
 „ soient obligés de faire au-
 „ cun rapport à leur retour ,
 „ si ce n'est qu'ils aient
 „ trouvé quelques débris ,
 „ vu quelques Flottes , ou
 „ fait quelque rencontre
 „ considérable à la Mer ,
 „ dont ils feront leur déclara-
 „ tion aux Officiers de
 „ l'ordinaire , qu'ils rece-
 „ vront sans aucuns frais. »

On croit devoir observer qu'en 1681, il y avoit un très-grand nombre de bateaux *sans mât , voiles & gouvernail*. Ils n'ont été défendus qu'en 1726, par une Déclaration du Roi du 23 Avril. Aux termes de l'Ordonnance , les Pêcheurs qui se servoient de ces bateaux , n'étoient pas assujettis à prendre des congés.

(a) Voyez les annotations sur l'Ordonnance de 1681, article premier du titre 10. livre 1.

Ce droit de congé rebute extrêmement les personnes qui pourroient s'adonner à la Pêche. C'est un objet à peine sensible pour les revenus de M. l'Amiral; & c'est un grand obstacle au progrès d'un genre d'industrie si avantageux à la Province & au Royaume. Il seroit donc à desirer que les Etats pussent faire exempter les Pêcheurs de Hareng de la nécessité de payer des congés.

L'exemption de droits sur les Harengs pêchés sur les Côtes de la Province, qui sortiront, soit pour l'étranger, soit pour entrer dans les Provinces des cinq Grosses-Fermes, seroit un encouragement plus puissant encore. La Société s'est expliquée à cet égard sur l'Art. XVIII des Délibérations du 10 Février 1757.

MAQUE-
REAU.

Le bénéfice des Pêches est si grand, qu'on ne peut trop les encourager, & porter les Pêcheurs à en entreprendre de nouvelles. La Société ne peut emprunter plus à propos les expressions d'un Patriote Anglois (a). „ Nous aurions „ besoin que l'on favorisât davantage la „ Pêche; elle mérite tout l'appui que la „ Législation est capable de prêter. „

(a) John Cary; *Epître à de la Chambre des Communes*, pag. xxiv.

Les Pêcheurs de Dieppe passent les mois de Mai , Juin & Juillet à la Pêche du Maquereau devant l'Isle de Bas(a). Ceux de notre Côte méridionale sont infiniment plus à portée d'en profiter & par leur position , & par la facilité de se procurer des sels.

On ne peut se dissimuler qu'il ne soit plus difficile d'établir une Pêche nouvelle que de soutenir celles qui se sont introduites d'elles-mêmes. Cependant la Société pense que les Etats devroient encourager celle-ci. Peut-être qu'une gratification par barrique de Maquereau salé , détermineroit les Pêcheurs à faire quelques tentatives. S'ils n'étoient retenus que par le défaut d'instructions , la Société ne négligeroit rien pour faire prospérer l'encouragement , en leur fournissant les détails de la Pêche & les préparations de ce poisson (b).

L'encouragement proposé par les Etats TOILES.
pour la fabrication des Toiles de Hollande de la première & de la seconde qualité ,

(a) Voyez les Remarques sur plusieurs branches de Commerce & de Navigation, pag. 66.

trente sols par barrique de Maquereau salé, pêché sur les Côtes & par les habitans de la Province.

(b) Les Etats ont promis

donneroit de nouvelles forces à la principale branche de notre Commerce. Notre intérêt demande que nous cherchions à varier le plus qu'il nous est possible la forme de nos Toiles. C'est le moyen d'augmenter la culture du lin & du chanvre , & de faire subsister un plus grand nombre de personnes de leur main-d'œuvre. Or la main-d'œuvre embrasse toutes les préparations. Des vues d'une si grande utilité ont porté la Société à desirer que les Etats étendissent leurs bienfaits sur d'autres Fabriques du même genre ; par exemple , le linge ouvré pourroit se fabriquer en Bretagne avec autant de profit que de facilité. Au lieu d'en tirer de Flandres , comme nous avons fait jusqu'à présent , nous pourrions travailler d'abord pour notre consommation , & parvenir insensiblement au Commerce d'exportation. C'est aux Etats à régler l'encouragement qu'ils voudroient accorder à ceux qui formeroient ces entreprises. Une gratification de quatre pour cent sur les Toiles fabriquées , suffiroit sans doute pour engager à tenter des établissemens de cette espèce. C'est peut-être la seule forme sous laquelle nous ayons négligé de fabriquer des Toiles.

On peut ranger dans la même classe COUTILS.
les Fabriques de Coutils , puisque ces étoffes sont de fil de lin , ou de fil de chanvre. Il s'en est formé une Manufacture assez considérable aux environs de Rennes. Ce sont les Laboureurs , leurs femmes , leurs enfans , leurs domestiques , les journaliers , enfin tout le peuple de quelques Paroisses qui y travaillent. C'est particulièrement dans celles de Melesse , de Montreuil-le-Gast , de S. Germain , que cette industrie s'est introduite & soutenue d'elle-même. La quantité de Coutils qui s'y fabrique est un objet intéressant , puisque la seule Paroisse de Melesse contient , dit-on , de trois à quatre cens Tisserands.

Cette Manufacture est du nombre de celles qui enrichissent vraiment l'Etat , & qui par-là méritent une protection particulière. Tous ces Tisserands sont Cultivateurs. Ce sont eux qui font les labours , les semailles , les récoltes , & qui battent les grains. Leurs métiers ne les occupent que lorsque la culture des terres ne demande plus le secours de leurs bras. Il n'y a point de momens vuides pour eux. Les temps d'inaction qui se rencontrent dans toutes les saisons de l'année ; les hi-

vers sur-tout , qui pour les autres Payfans ne font que des intervalles longs & ruineux , où ils consomment fans acquérir , deviennent des temps de bénéfice pour ces Tisserands Cultivateurs. La frugalité attachée à leur état , l'avantage de n'employer à la fabrication que des jours qui seroient perdus pour eux fans leur industrie , réduit leur main-d'œuvre à très-bas prix. Ainsi les étoffes qu'ils livrent au Commerce , n'ont point à craindre la concurrence des Etrangers. Leurs Coutils sont enlevés par les Marchands de Rennes & de S. Malo ; des Normands viennent quelquefois en acheter sur les lieux ; enfin une grande partie est envoyée à l'Etranger.

Ces Fabriquans en font de deux espèces , qu'ils distinguent en nommant les uns *grands* , & les autres *petits*. La pièce des premiers est de dix aunes de Paris : celle des seconds est de huit aunes. Les grands Coutils étant de plus belle qualité , se vendent depuis douze jusqu'à dix-huit francs la pièce. Les petits se vendent environ neuf francs.

Si cette Manufacture dispersée est intéressante par le nombre des Fabriquans qu'elle occupe , & par la quantité de ma-

tières premières du crû de la Province, qu'elle emploie en Coutils, elle ne l'est guères moins par les toiles de ménage, de toutes qualités, qui en sortent. Ces Tisserands travaillent pour la plupart des Habitans des Paroisses & des Villes voisines, & même pour des Marchands de Rennes & d'ailleurs. Mais on pourroit en tirer un nouveau secours pour le Commerce d'exportation.

On fait des envois considérables de Coutils dans nos Colonies. Ils sont quelquefois tirés d'Hollande. La qualité en est supérieure à ceux de notre Manufacture dispersée; aussi sont-ils beaucoup plus chers. Les Coutils, façon d'Hollande, qui se fabriquent à la grande Manufacture de Nantes, coûtent 3 liv. 12 s. l'aune, en trois quarts de lé; ceux des environs de Rennes, réduits au même lé, ne se vendent au plus haut prix que 45 s. La disproportion de prix annonce assez combien il y auroit à gagner pour le Commerce, en excitant ces Laboureurs à entreprendre des Coutils, façon d'Hollande. Ils sont tout exercés; l'art est le même; ils n'ont besoin, pour ainsi dire, que d'employer des peignes plus ferrés, & des fils plus fins.

La Société pense que si les Etats affueroient des prix aux Fabriquans qui imiteroient les Coutils d'Hollande, dont on leur donneroit des modèles, il s'en trouveroit beaucoup qui s'efforceroient de les mériter. S'ils en avoient fabriqué quelques pièces, il ne seroit plus à craindre que cette fabrication vînt à cesser. La consommation de cette espèce d'étoffe dans le Royaume, & l'exportation qu'en font nos Ports, soutiendroient la vente & par conséquent la Manufacture. Le bas prix de la main-d'œuvre suffiroit pour écarter la concurrence des Etrangers.

L'encouragement de la filature contribueroit beaucoup à élever cette Fabrique à un degré supérieur : mais sans attendre l'effet de ce secours, nos Fabriquans pourroient profiter de l'encouragement que la Province voudroit bien leur accorder. Nous ne manquons pas de fils d'une qualité proportionnée aux Coutils d'Hollande (a).

Etoffes,
façon de
Cholet.

Le Bureau de Rennes a sous les yeux une autre Manufacture dispersée, qui ne paroît pas moins digne de protection.

(a) Les Etats ont promis une récompense aux Fabriquans des environs de Rennes, qui auront mieux réussi dans la fabrication des Coutils, façon d'Hollande.

Elle est composée de Fabriquans de Mouchoirs de fil, qui se sont établis dans les fauxbourgs de la Ville, & qui vivent de ce travail. Quoique la subsistance soit plus chère dans les Villes que dans les campagnes, la différence en est moins sensible pour les Manufactures dispersées. Les Fabriquans de cette espèce s'habillent simplement, vivent de peu, occupent des logemens au plus bas prix, font eux-mêmes leurs affaires. Ces différens objets mettent une grande distance, du côté du bon marché, entre les Manufactures réunies par un riche Entrepreneur, & les Manufactures dispersées.

Les Etats, par l'article XXVII de leurs Délibérations du 10 Février 1757, ont accordé un sol par Mouchoir à la Manufacture Royale de Rennes. Le même encouragement pourroit multiplier les Fabriquans qui se sont retirés dans les fauxbourgs, & porter insensiblement cette Fabrique dans les campagnes. Les différentes grandeurs de leurs Mouchoirs étant à peu près mesurées sur la qualité des fils qu'ils emploient, la Société croit qu'il seroit convenable d'y proportionner l'encouragement; ainsi les Etats pourroient leur accorder un sol par Mouchoir

de trente pouces en quarré & au-dessus ,
& fix deniers pour tous ceux qui seroient
plus petits.

Il s'est établi près de Clisson une Manufacture de Toileries semblables à celles de Cholet. On les a si promptement & si bien imitées , qu'il est aisé de prévoir les succès dont les encouragemens seroient suivis.

Les Manufactures de cette espèce méritent d'autant plus de protection , que celles de Cholet inondent la Province de leurs ouvrages. La matière première est de notre crû ; nos fileuses sont en état de la préparer , & le Fabrikant n'a besoin que de sçavoir faire une simple toile. Tout invite à favoriser un genre d'industrie utile à notre culture , & profitable à une multitude de personnes de petit état , au lieu de consommer le produit de la culture & de l'industrie des Provinces voisines.

Draperie
& Bonneterie.

Après les Fabriques qui consomment nos lins & nos chanvres , les plus importantes sont celles qui emploient nos laines. Elles sont plus nombreuses qu'on ne le croit communément. Elles sont ignorées , parce que le Fabrikant accoutumé à ne faire que les ouvrages de Draperie

& de Bonneterie les plus grossiers ; persuadé lui-même que nos laines sont de la plus mauvaise qualité ; n'imagine pas qu'il pût tirer un meilleur parti de son art & de nos matières ; ainsi la réputation de sa Fabrique ne sort point du cercle des gens du petit peuple , à qui il fournit des vêtemens.

Ce seroit une grande erreur que de regarder ces Fabriques d'ouvrages grossiers d'un œil de mépris. La partie des consommateurs qui est sans comparaison la plus nombreuse , ne peut se passer de ces étoffes communes , parce que le prix en est proportionné à ses facultés. On ne voit que trop à quel point les facultés sont bornées parmi le peuple. „ Ce n'est pas „ la finesse , ni le haut prix des étoffes , „ qui fait le profit d'un Etat commer- „ çant , c'est la quantité des fabrications „ lucratives qui s'exportent. Les gros- „ sières exigent moins d'art , & dès-lors „ occupent plus de pauvres ; objet prin- „ cipal des Manufactures (a). „ Il est vrai que nous n'exportons point nos ouvrages de laine ; mais ils opposent une

(a) Note du Traducteur rine de D. Geronymo de de la Théorie & Pratique Ustariç , pag. 27.
du Commerce & de la Ma-

barrière à l'importation. Si par notre inaction l'importation devenoit nécessaire, elle acheveroit d'accabler le peuple.

On ne peut se dissimuler qu'il seroit avantageux de joindre à ces petites Fabriques , des Manufactures assez considérables pour disputer la concurrence à celles d'Elbeuf & de Louviers. Ce seroit mettre un nouvel obstacle à l'importation, & ouvrir une route de plus à nos exportations. Le Sieur H*** , Fabriquant à Elbeuf , offre de former en Bretagne un établissement de cette espèce.

M. du Sel des Monts , Associé du Bureau de Rennes , envoya de Paris une lettre & un Mémoire du Sieur H*** sur ce sujet. Le Bureau trouva que les avances fixées par ce Fabriquant , comme des conditions *nécessaires* , étoient *excessives*. Il le lui écrivit pour l'inviter à réduire lui-même ses demandes & à faire part de ses dernières dispositions. Le Sieur H*** répondit que les conditions proposées par son Mémoire , lui avoient „ paru nécessaires , faire & indispensables ; que si seulement il devenoit plus avantageux aux „ Etats de donner l'avance qu'ils fixeroient , en quatre payemens , il les en „ laissoit les maîtres. „

Le Sieur H*** dans son Mémoire , propose de se mettre avec un de ses freres à la tête d'une Manufacture de Draperie , à l'instar de celles d'Elbeuf & de Louviers. Après avoir exposé qu'un établissement de cette nature entraîne nécessairement des dépenses & des pertes considérables , il demande 1°. que les Etats lui prêtent une somme de 50,000 écus pendant dix ans , ou celle de 100,000 liv. pendant quinze ans , sans aucun intérêt.

2°. Qu'ils leur fournissent une maison & un emplacement assez considérable pour pouvoir contenir , dans des appartemens vastes & séparés , les teinturiers , épilucheurs , cardeurs , fileurs , tisseurs , épinçeurs , tondeurs & apprêteurs. Après 15 ans les S^{rs}. H*** s'obligeroient d'acheter , ou de louer la maison & le terrain. Ils observent qu'il est important que l'un & l'autre soient situés près d'une rivière.

3°. Que les Etats emploient leur crédit & leurs sollicitations pour leur faire obtenir un *privilege* du Conseil.

4°. Que les Entrepreneurs jouissent , *ainsi que leurs Associés , s'ils en prennent* , des privilèges , exemptions & honneurs accordés à la Noblesse.

5°. Que les principaux ouvriers soient

exempts de collecte , tutéle , milice & logemens de gens de guerre.

6°. Qu'outre la gratification de 10 liv. par pièce , promise par les Etats (a) , il leur en feroit accordé une de 15 liv. par pièce fabriquée au-dessus de trois cens.

7°. Qu'il leur soit accordé une somme par forme de dédommagement , pour les frais de voyage ; & une gratification pour avoir quitté leur patrie , leurs biens & leurs établissemens.

8°. Qu'au cas qu'après deux ans ils prévoient l'impossibilité d'y réussir , les Etats les indemnisent en recevant un compte des deniers qui leur auront été confiés , & en leur accordant une récompense proportionnée aux sacrifices qu'ils auront faits.

Enfin qu'il leur soit accordé , après le terme fixé pour la durée du prêt , un délai de cinq années pour rendre *de quint en quint* la somme prêtée.

La Société pense que si ce plan étoit adopté , les Etats seroient proprement les Entrepreneurs de la Manufacture de Draps pendant tout le temps de la durée du prêt , & que les Sieurs H*** n'en se-

(a) V. ci-dessus , pag. 21 , imprimées à la suite de l'état. l'art. VI des Délib. des Etats , blissement de la Société.

roient que les Régisseurs. Cette entreprise seroit d'autant plus désavantageuse, qu'elle regarderoit les Etats tant qu'il y auroit des pertes ou des risques, & qu'elle deviendroient le patrimoine des Sieurs H*** dès que les succès & les bénéfices seroient assurés. Le temps de la régie de ces Fabriquans seroit même pour eux un temps de bénéfice par le seul intérêt des avances qui leur seroient faites, & par les autres sommes qui leur seroient fournies. Les États peuvent en juger par le compte suivant, quoiqu'il ne contienne que les objets que le Sieur H*** a déterminés dans ses demandes.

Prêt de 150,000 l. pendant 10 ans, ou de 100,000 l. pendant 15 ans, à 10 p. 100 par an, 150,000 l.

Délai de cinq années pour rendre le capital, aussi à 10 pour 100 par an, 45,000 l.

Loyer de la maison & emplacement pendant quinze ans, sur le pied de 4000 l. par an, 60,000 l.

La gratification de 15 l. que demandent les Sieurs H*** par pièce de Drap fabriquée dans une même année au-dessus de 300, au lieu de celle de 10 l. promise par les Etats, fait supposer qu'ils comptent fabriquer chaque année *au moins* 300 pièces de Drap. Ainsi en bornant cette gratification à 300 pièces, & au temps de la durée du prêt, au lieu qu'elle est illimitée dans le Mémoire, ce seroit pour 15 ans, 45,000 l. qu'on porte ici sur le pied de 10 ans seulement à 30,000 l.

Total du bénéfice net. 285,000 l.

Ils auroient de plus des gratifications,

des dédommagemens , des privilèges , leurs voyages seroient payés , &c. Ces conditions sont si excessives , qu'il vaudroit peut-être mieux n'avoir jamais de Manufacture de Draps en Bretagne , que d'en établir une à ce prix.

En général la Société ne croit point que l'intérêt de la Province permette de faire des avances aux Entrepreneurs des Manufactures. Celles qui ont été faites par le Roi en pareil cas , ont presque toujours été sans fruit. Le Fabriquant a souvent plus d'intérêt à faire présumer qu'il est hors d'état de restituer les avances au temps fixé , afin de se les approprier , qu'à étendre & à perfectionner la Fabrique. Il seroit donc essentiel que les Sieurs H*** ne formassent leur établissement qu'à leurs risques. Ils auroient alors plus d'intérêt à bien employer leur temps , qu'à prouver par le défaut de succès , qu'ils l'ont sacrifié en pure perte.

Pour faire adopter leurs propositions , ils citent des sommes fournies par le Roi au Sieur Van-Robais , & par les Fermiers Généraux au Sieur Bourdon , Entrepreneur de la Manufacture d'Andely. Si ces exemples sont cités avec exactitude , la Province a beaucoup d'intérêt à ne les

pas suivre. On seroit porté à croire qu'on ne sçavoit pas faire des Draps en France lorsqu'on a payé des Fabriquans si cher. Aujourd'hui cette industrie est très-répandue ; on fait des Draps dans presque toutes les Provinces.

Les avances excessives dont se prévalent les Sieurs H*** semblent prouver qu'on cherchoit plutôt à faire fabriquer quelques beaux Draps , qu'à avoir beaucoup de Drap ; car il seroit évidemment impossible d'établir un grand nombre de Manufactures , dont chacune en particulier exigeroit des sommes si énormes. Or il paroît qu'en cela même on a envisagé un but tout différent de celui que se proposent les Etats. Leur intention , en cherchant à favoriser l'établissement des Manufactures , est d'occuper le plus de mains qu'il est possible , afin de rendre l'aissance plus générale & le Commerce plus abondant. Ce seroit renoncer à un plan si humain & si sage , que de faire des sacrifices immenses pour ne se procurer qu'un établissement , & par conséquent pour n'occuper qu'un petit nombre de personnes.

Si la Povince croit devoir écouter la proposition des Sieurs H*** , la Société

pense que ce seroit les traiter très-favorablement que de leur accorder ,

1°. Trois ou quatre mille francs chaque année pendant dix ans pour le loyer de la maison & de l'emplacement qui leur sera nécessaire , sauf à eux à se placer où bon leur semblera. Il seroit à souhaiter que ce fût à la campagne plutôt que dans une petite ville ; & dans une petite ville plutôt que dans une grande.

2°. Six ou huit cens livres pendant le même temps , pour les appointemens & le logement d'un teinturier.

3°. Quinze sols par aune de Drap , façon d'Elbeuf , qu'ils fabriqueroient. Cette gratification seroit préférable à celle d'une pistole par pièce , parce qu'on éviteroit la nécessité de fixer la longueur de chaque pièce , qui est une gêne. Au reste , les quinze sols par aune ne devroient être promis que pour dix ans.

4°. Trois , ou tout au plus quatre mille livres , une fois payées , pour leurs frais de voyages , transport d'ustensiles , &c.

Il seroit bon de n'entrer avec eux dans aucuns des détails qui conduiroient à leur faire des avances. Leur art n'est ni nouveau , ni caché , ni même peu répandu. S'il est fructueux à une multi-

tude de personnes qui l'exercent dans le Royaume , sans secours , sans gratifications , il doit l'être encore plus aux Sieurs H*** avec les encouragemens que propose la Société. On pourroit aussi ne les pas assujettir à monter & à entretenir d'abord vingt métiers. Il suffiroit qu'ils en eussent quatre ou cinq la première année. Ils pourroient les augmenter dans la suite , à proportion de l'avantage qu'ils trouveroient à avoir environ cinq pour cent de bénéfice net , au-dessus des autres Fabriques , indépendamment du logement , &c.

Si les Sieurs H*** n'acceptoient point ces propositions , la Province ne balanceroit pas sans doute à rejeter les leurs qui sont pour le moins exorbitantes.

Peut-être seroit-il plus avantageux pour l'avenir d'accorder dès-à-présent des prix pour encourager la filature des laines , que de s'occuper de l'établissement d'une seule Manufacture de Draps. Les Etats ont promis une récompense à ceux qui imiteroient un échantillon de Drap d'Elbeuf , qui seroit fourni pour modèle. Un prix pour la filature faciliteroit les moyens de mériter la récompense atta-

chée à l'imitation du Drap. Les premiers essais seront peut-être fort éloignés de la perfection ; mais on fabriquera de meilleurs Draps que ceux que nous fabriquons. Le premier succès, quoique médiocre, est un pas nécessaire, & d'ailleurs il fait naître l'émulation. Insensiblement la filature & la Fabrique s'étendroient & se perfectionneroient. Plusieurs personnes, dans des lieux différens, chercheroient à en profiter. C'est le plus grand avantage que la Province puisse retirer de la protection qu'elle accorde aux Arts & au Commerce.

En général la Société croit qu'on ne doit s'occuper de grands établissemens qu'avec beaucoup de circonspection. Ceux qui se sont formés, pour ainsi dire, d'eux-mêmes, sont encore aujourd'hui les plus utiles à l'Etat. Lorsqu'on a voulu forcer la nature, & réaliser rapidement de vastes projets de Manufactures, on n'a pu les soutenir qu'à force d'argent, de grâces & de privilèges. Ces bienfaits sont autant de moyens d'exclusion pour ceux qui ne peuvent les obtenir. On a fondé & protégé de grands établissemens, dans l'espérance de se procurer un grand

Commerce ; c'étoit tarir la source même du Commerce , qui est la concurrence. Les encouragemens ne multiplient l'industrie que lorsque tout le monde peut espérer de les partager.

Ainsi l'avis de la Société seroit de rejeter la proposition des Sieurs H***, s'ils refusent de se réduire aux encouragemens dont on vient de parler. S'ils ne s'en contentent pas , la Province fera un emploi plus généralement utile du fonds qu'elle leur auroit sacrifié , en le destinant à des prix pour des Arts connus en Bretagne , & qui n'ont besoin que d'y être perfectionnés (a).

Le Sieur la Rouvière , Bonnetier ordinaire du Roi, s'est offert pour établir en Bretagne une Manufacture d'un autre genre. Il a trouvé le secret de filer le coton d'une plante nommée *Ouate* ou

Etoffes
d'Ouate;

(a) La Société ne crut pas devoir s'en rapporter à ses seules lumières , pour prendre un parti sur le Mémoire du Sieur H*** ; elle en envoya une copie à M. de Gournay, Intendant du Commerce , & lui demanda ce qu'il en pensoit. C'est de sa réponse que la Société a tiré la plupart des

Observations qu'elle a données sur ce Mémoire. Elle saisit avec empressement cette occasion de témoigner sa reconnoissance à un Concitoyen que sa droiture, ses connoissances & son amour pour le bien public, rendront toujours cher à sa Patrie.

Houette (a). Il l'a mêlé avec d'autres matières, & en a fait fabriquer des étoffes dont il a adressé des échantillons à la Société. Deux de ces échantillons ressembloit à du Basin; le troisième, à ce que l'on nomme Taffetas d'herbe, ou d'*Aredas*, qui se fabrique dans les Indes. Dans ces différentes étoffes, l'Ouate paroît unie à du coton proprement dit, & à de la soie.

Le Sieur de la Rouvière joignit aux échantillons qu'il envoya, de la graine des plantes qui produisent la matière qu'il emploie; un Mémoire instructif sur la manière de la semer & de la cultiver, & un Arrêt du Conseil du 4 Octobre 1757. Cet Arrêt n'a pour but que d'autoriser la fabrication de ces étoffes, contre l'opposition qu'y avoient formé les Fabriquans d'étoffes de soie de Paris. Il offroit d'envoyer un Mémoire sur la façon de préparer cette matière, de la filer & de la fabriquer. Il offroit même de se transporter en Bretagne, pour y donner les premiers principes & toutes les instructions relatives à cet objet, en cas que la Province voulût bien récom-

(a) On a fait mention de cette plante, page 145.

penfer fa découverte par une pension , ou une gratification honnête.

La Société lui écrivit qu'elle ne pouvoit d'elle-même accorder de récompense ; que c'est aux Etats à décider sur les demandes de cette espèce : que tout ce qui pourroit la concerner , seroit de faire connoître l'utilité de sa découverte ; mais que pour prendre cet engagement avec lui , il faudroit avoir une connoissance un peu détaillée du bénéfice qu'on trouveroit à substituer l'Ouate aux matières qui s'emploient ordinairement dans les étoffes semblables à celles qu'il fabrique ; qu'on le prioit de marquer le lé de ces étoffes , leur prix , & s'il sçavoit par expérience qu'elles durent autant que celles qu'il a imitées : que la demande d'une pension ou gratification honnête , étoit trop vague ; qu'on le prioit de déterminer précisément à quel prix il mettroit les instructions qu'il avoit offertes. Cette lettre est demeurée sans réponse.

Le silence du Sieur de la Rouvière prouve assez la nécessité des questions que lui adressoit la Société. Les Bureaux de Rennes & de Nantes ont eu de fréquentes occasions de remarquer que ceux qui ont fait quelques découvertes , ou qui

ont apporté quelques degrés de perfection dans des Arts connus , les mettent toujours à des prix excessifs. Mais la Société ne variera point sur les principes qu'elle croit utiles au bien de la Province , & dont elle va rendre compte. Ces principes sont , premièrement , qu'il est toujours utile d'encourager les Fabriques connues , lorsque les Entrepreneurs ou les Fabriquans sont hors d'état de procurer le bien qu'on en doit attendre , ou de le procurer assez promptement.

Secondement , que les Fabriques qui peuvent occuper beaucoup de monde , & qui emploient des matières du crû de la Province , méritent d'être encouragées plus particulièrement que les autres.

Troisièmement , que s'il est utile d'encourager les Arts connus , on ne doit jamais les acheter. Les encouragemens excitent l'émulation , & multiplient la concurrence. Les gratifications considérables , les grosses avances , produisent un effet contraire. Elles ne peuvent s'étendre que sur un très-petit nombre de Fabriquans. C'est une source de dégoût pour les autres , & un moyen sûr de concentrer le travail dans d'étroites limites.

Quatrièmement , qu'on doit mesurer les récompenses qu'on accorde à ceux qui ont fait des découvertes , sur le degré d'utilité qu'en peut retirer le Public. Ce degré d'utilité doit être apprécié , non par la fortune rapide des Entrepreneurs de Manufactures , mais par la facilité de leur donner des concurrens , & sur-tout par le plus grand nombre de personnes qu'ils occupent. Par exemple , la teinture du coton , du lin & du chanvre en rouge d'Andrinople , est une vraie découverte , une découverte très-utile , puisqu'elle intéresse une multitude de Manufactures , & qu'elle tend à augmenter la culture & la main-d'œuvre , en fournissant les moyens de diversifier nos Fabriques de toileries. Cependant les Etats de Languedoc ont fixé le Sieur Eymar , auteur de cette découverte , pour dix mille francs , payables en trois payemens.

Enfin la Société est très-persuadée que si les Etats se portent à encourager la culture du lin & du chanvre ; à changer la race de nos moutons ; à perfectionner la filature en tout genre ; les Manufactures de toute espèce se multiplieront d'elles-mêmes. Les Artistes seront attirés par le

bon marché que fait naître l'abondance des matières, & par la modicité du prix de la main-d'œuvre. De légers encouragemens feront le reste. Toute autre route ne pourroit qu'engager les Etats dans de grandes dépenses ; & le peu de fruit que produisent les encouragemens trop considérables , ne sert qu'à donner des préjugés contre des entreprises plus utiles, & qui pourroient prospérer.

La Société , par amour pour la Province , desireroit que les Etats adoptassent ces principes pour juger des propositions du Sieur H*** , de celles du Sieur de la Rouviere , & enfin de tous les projets de Manufactures qu'on pourroit leur présenter.

PAPIERS
bleus
& violets.

Une espèce de fabrication qu'on pourroit encourager dans la Province , c'est celle des Papiers bleus & violets propres à envelopper le sucre. Les motifs qui pourroient porter à cet encouragement, sont 1°. d'arrêter la grande importation que les Hollandois en font dans le Royaume ; 2°. d'être en état d'exporter les nôtres dans les Colonies, où il s'en fait une grande consommation. Ceux qu'on tire d'Orléans , valent à Nantes vingt-huit francs le cent pesant. Ceux

de Hollande ne s'y vendent que vingt-sept francs. Les Sieurs Bureau & Ouvrard, de Clisson, offrent de fabriquer ces Papiers au même prix que les Hollandois. La Société remettra aux Etats les échantillons des Papiers bleus & violets de ces Fabriquans. S'ils continuent, ils pourront les établir à meilleur marché. C'est déjà beaucoup que de soutenir en commençant la concurrence des étrangers.

La Société pense qu'il n'est pas temps de songer à des encouragemens sur cette partie. Mais si les représentations des Etats au sujet des Raffineries de Nantes, étoient favorablement écoutées; si le retour de la paix rétablissoit le Commerce de nos Colonies; la fabrique de Papiers bleus & violets pourroit devenir un objet assez considérable pour mériter l'attention de la Province. Les Sieurs Bureau & Ouvrard sont capables de faire de très-bonnes fournitures dans ce genre, & par conséquent de chasser les Papiers des Hollandois.

La Province tire aussi de Hollande une marchandise qu'il seroit très-aisé de nous procurer. La Société parle ici des Huiles de lin & de chanvre; objet dont

HUILES.

elle s'est d'autant plus occupée , que nous faisons à cet égard une double perte. Nous vendons nos graines à très-bon marché aux Hollandois , & nous achetons ensuite fort cher les Huiles qu'ils en ont exprimées.

La protection des Etats suffiroit , sans encouragement , pour multiplier ce genre d'industrie. La Société croit nécessaire de rapporter à cette occasion un fait dont elle s'est assurée avec exactitude.

Le nommé Yves Julou , Menuisier à Paimpol , a conçu & exécuté le projet d'exprimer l'Huile des graines de lin & de chanvre , qui abondent dans le canton qu'il habite. Il a construit lui-même un petit moulin qui a très-bien réussi. Il commençoit à en retirer quelque profit (quoiqu'il vendît à plus bas prix que les Marchands des lieux) lorsqu'il a été menacé d'être condamné à mille écus d'amende , s'il continuoit de se rendre utile aux Cultivateurs dont il achète la denrée , & aux Habitans qu'il sert à bon marché.

Ces menaces lui ont été notifiées par ordre du Sieur Arnaud-Cadillau Chenvé , Facteur d'Huiles , qui demeure à Tréguier. Elles sont appuyées sur deux

Arrêts du Conseil. S'il n'a point d'autres titres , il est aisé de faire voir qu'il abuse de la manière la plus outrée , de ceux qu'il a fait notifier.

Le Sieur C*** , de Dunkerque , obtint en 1742 un privilège exclusif , pendant vingt années , pour construire des moulins à Huile à Morlaix. Ses affaires se dérangerent ; son moulin fut vendu. La personne qui l'acheta , fit aussi exprimer des Huiles ; mais elle abandonna bientôt cette entreprise. Le nommé le Sueur , ou plutôt une Compagnie qui se servoit de son nom , représenta ces faits au Conseil. Il y obtint le 2 Mai 1744 , des Lettres-patentes qui lui accordoient *exclusivement* le privilège de fabriquer des Huiles , pendant trente années , à Morlaix & dans l'étendue de quinze lieues à la ronde. Ces Lettres-patentes défendent à tout autre d'en fabriquer , à peine de confiscation des graines , Huiles & matériaux , & de 3000 liv. d'amende.

Morlaix est placé entre les deux Evêchés de la Province qui fournissent le plus de lin & de chanvre. Ainsi un privilège exclusif dans cette Ville , avec un arrondissement de quinze lieues , équi-

vaut presque à un privilège exclusif qui s'étendrait sur toute la Bretagne. Cependant l'établissement formé par le Sueur se réduit à un seul moulin ; & il est placé de façon qu'il ne peut travailler , faute d'eau , depuis le mois de Juin jusqu'au mois de Novembre.

Le fruit ordinaire des privilèges exclusifs , c'est-à-dire la destruction de l'industrie , ne tarda pas à se faire sentir. Le Sueur attaqua Arnaud-Cadillau Chenvé & ses Associés , Facteurs d'Huiles , établis depuis quelques années à Lannion. Il obtint un Jugement à la Police de Morlaix , qui leur ordonna de cesser leur fabrication. Ils s'adressèrent au Conseil ; ils y obtinrent le 30 Novembre 1745 , un Arrêt qui casse la Sentence de Police , qui leur permet de continuer leur fabrication , & qui défend à le Sueur & à tous autres de les troubler.

Arnaud-Cadillau Chenvé est donc le premier qui ait été attaqué en vertu des Lettres-patentes qui accorderoient un privilège exclusif. Il a fait décider que malgré ce privilège , il pouvoit continuer à fabriquer des Huiles. C'est cependant ce même Arnaud-Cadillau Chenvé qui se

sert des Lettres-patentes obtenues par le Sueur , pour empêcher Yves Julou d'exprimer de l'Huile à Paimpol. Il a fait notifier à la fois l'Arrêt qu'il a fait rendre contre le Sueur , & le privilège exclusif qu'a surpris ce dernier. Il se sert de ces deux titres , pour menacer Julou de le faire condamner à mille écus d'amende , s'il ne démolit pas son moulin dans vingt-quatre heures.

Ces menaces ont eu l'effet qu'il pouvoit desirer. Julou est allé s'établir ailleurs , afin de se trouver à plus de quinze lieues de Morlaix ; translation qui lui a beaucoup coûté , & qui devient aussi préjudiciable aux Habitans de Paimpol , qu'à lui-même.

Si le Sueur , à qui le privilège est accordé , vouloit en faire usage , la Société seroit d'avis que les Etats fissent tous leurs efforts pour le faire rétracter : à plus forte raison doivent-ils s'élever contre un Facteur d'Huiles , qui ne l'a pas obtenu , qui l'a même attaqué avec succès , & qui s'en sert pour ôter aux autres la liberté qu'il a réclamée en sa faveur.

Il se fait de très-grandes récoltes de lin & de chanvre dans la Bretagne. Il est

donc à desirer qu'il s'y établisse assez de moulins à Huiles pour consommer nos graines superflues & celles que nous regardons comme dégénérées. Un ou deux moulins ne suffiroient pas pour en consommer la dixieme partie. Mais un seul moulin , appuyé d'un privilège , suffit pour supprimer à la fois une branche d'industrie & une branche de Commerce. Un établissement exclusif entretient nécessairement le bon marché des graines qu'on est forcé de vendre aux Hollandois , & le haut prix des Huiles qu'ils nous apportent. Ce double effet est inséparable de tout privilège , parce qu'en écartant les concurrens , il intéresse les Entrepreneurs à faire tomber le prix de la denrée , & à rehausser celui de la marchandise. Avec moins de travail , ils font un plus grand profit. Devenus étrangers dans leur patrie , le Public souffre seul du monopole qui les enrichit. La liberté feroit tourner à notre profit les bénéfices que font les Hollandois , & sur l'achat des graines , & sur la vente des Huiles. Si cette industrie mérite d'être protégée , c'est évidemment dans les personnes qui , comme Julou , sont à portée de se contenter d'un gain médio-

ere , & par conféquent de rendre ce Commerce plus profitable (a).

La Province pourroit même fe flatter d'arrêter par ce moyen les importations de réfine qui fe font en Bretagne. Il en entre par le feul Port de Redon , de huit à neuf cens milliers par an. Il en eft entré cette année plus d'un million pefant.

Il eft vrai que le peuple fe détache difficilement de fes ufages , & qu'on ne doit pas fe flatter de le porter promptement à fubstituer des lampes à la réfine ; mais on doit confidérer que les moulins à Huile ne peuvent fe multiplier que peu à peu. D'ailleurs fi le peuple fçavoit que la vapeur de la réfine eft funefte à la fanté ; qu'il s'éclaireroit à meilleur marché en brûlant de l'Huile ; peut-on douter qu'il n'abandonnât fon ancien ufage ? En fupposant même qu'il s'obftinât à le fuivre , l'Huile eft néceffaire à un fi grand nombre de métiers , qu'il s'en fait une très-grande confommation. C'eft l'étranger qui nous la fournit. Nous lui enlève-

(a) Les Etats ont chargé MM. leurs Députés & Procureur-Général-Syndic à la Cour , de folliciter une permiffion générale du Con-

feil , d'exprimer dans la Province des Huiles de lin , de chanvre & de toutes les autres graines oléagineufes.

rions ce qu'il gagne sur la matière, sur la main-d'œuvre, sur les frais de transport, & ces articles réunis vont beaucoup plus loin qu'on ne pense.

SAVON.

Mais la Société a porté ses vues plus loin. Elle est persuadée qu'en multipliant les Huiles, on pourroit établir en Bretagne des Manufactures de Savon. Cette matière est composée d'Huile & de Soude. La Soude est un sel tiré des cendres de quelques plantes qui croissent sur le bord de la Mer (a). On en peut extraire de presque tous les Gouemons, comme on le fait à Cherbourg. Mais cette espèce de Soude est d'une qualité inférieure. Celle d'Alicante est préférable, parce qu'elle est faite, dit-on, avec des plantes cultivées. Il s'en fait une importation étonnante en France, soit pour les Manufactures de Glaces & de Verres, soit pour celles de Savon.

Les Bureaux de Nantes & de Saint-Malo ont écrit en Espagne pour avoir des instructions sur la culture de ces plantes, & pour se procurer même les plantes desséchées. Celui de Nantes n'a point

(a) On les nomme *Ba-Almarjos*, *Sardilla*, *Kali*, *rille*, *Bourdine*, *Agua-Azul*, *Salicornia*, &c.

encore reçut le Mémoire qu'on lui promet depuis plus d'un an. Celui de Saint-Malo a reçu une Instruction en Espagnol. Les Anglois firent leur première descente lorsqu'on se disposoit à la traduire. On fit porter dans une Ville voisine beaucoup de papiers parmi lesquels ce Mémoire s'est égaré. Heureusement cette perte n'est pas irréparable ; mais la Société regrette tous les instans qui éloignent les effets de son zèle pour le bien de la Province.

M. de la Rue , Démonstrateur Royal en Chirurgie , a vu cette année (1758) une très-grande quantité de Kali ou Salicornia , qui croît naturellement dans les grèves vertes depuis Dinard jusqu'au Guildo. Un Gentilhomme qui ne veut pas être nommé , a fait du Savon de la plus grande beauté , avec des matières qui sont toutes de la Province , à l'exception de l'Huile.

Nos graines de lin & de chanvre , & la culture du colza , que la Société cherche à établir , nous mettroient en état de nous procurer toutes les matières premières , & par conséquent d'avoir le Savon à meilleur marché. L'immense consommation qui se fait de cette marchandise doit nous rendre très-attentifs sur les

moyens de la fabriquer nous-mêmes. Les Etats de Languedoc dans leur dernière Assemblée , ont chargé leurs Syndics Généraux de se procurer des Mémoires sur la manière de cultiver la Soude , & de répandre ces Mémoires dans les Diocèses où l'on peut en faire usage. Notre position est trop favorable pour ne pas chercher à introduire aussi cette culture. Il s'importe en Bretagne une quantité prodigieuse de Savon. L'art de le faire y est connu. On en fabrique à Nantes , & quoiqu'on n'y emploie que de la Soude & des Huiles étrangères , il se vend moins cher que celui de Marseille. Les Religieuses de la Trinité en font à Rennes. Les Etats jugeront du travail de ces deux Fabriques par les échantillons qui sont au dépôt de la Société.

GLACES. La culture de la Soude eût été d'un secours infini pour une Compagnie qui s'est adressée à la Société , dans l'espérance que le crédit de la Province la mettroit en état de former l'établissement d'une Manufacture de Glaces : MM. de la Commission Intermédiaire entrèrent dans les vues du Bureau de Rennes , en cherchant à appuyer le projet des personnes qui étoient à la tête de cette entre-

prise. Mais les Actionnaires de la Compagnie de Saint-Gobin & de Tourlaville sont parvenus à faire renouveler leur privilège exclusif, malgré les obstacles multipliés qu'ils ont rencontrés. Cependant on prétend que les Etats de Bourgogne comptent faire autoriser une Manufacture de Glaces dans leur Province, sur le fondement que les Lettres-patentes de la Compagnie n'ont jamais été enregistrées au Parlement de Dijon. Les Etats de Bretagne pourroient s'appuyer sur le même fondement que ceux de Bourgogne. Al'égard des motifs d'utilité & de bien public qui doivent engager le Gouvernement à favoriser de nouvelles Manufactures de Glaces, on ne peut rien désirer de plus puissant que ce qui a été imprimé par M. le Clerc, l'un des Associés de la nouvelle Compagnie. Il seroit d'autant plus avantageux de lui permettre un établissement, qu'elle se soumet à ne faire aucun usage de Soude étrangère, & à n'employer dans ses fourneaux que du Charbon de terre. Cette dernière condition contribueroit beaucoup à faire faire des recherches sur ces Mines, & à soutenir ceux qui en voudroient faire l'exploitation.

CIRES
&
BOUGIES.

La Société a rendu compte des soins qu'elle s'est donnés pour remédier à la destruction des Ruches. Le Commerce de la Cire brute est le principal avantage qu'on ait retiré jusqu'à présent de cette branche de l'Economie rustique. Elle seroit bien plus fructueuse si nous pouvions augmenter & perfectionner nos Fabriques de Bougies.

M. le Marquis de Grénédan, Associé du Bureau de Dol, a donné un Mémoire sur ce sujet. Il avoit été prévenu par le S^r. Choquené, Fabrikant à Rennes, qui a fourni des détails très-intéressans sur cette matière, & qui même a pris le parti de les faire imprimer. Il prétend qu'il n'y a pas quarante ans qu'on blanchissoit en Bretagne six cens cinquante milliers de Cire brute. A peine aujourd'hui les Ciriers en blanchissent-ils cent cinquante milliers. Ce Commerce a passé tout entier au Mans. Le Sieur Choquené assure que les achats des Manseaux montent ordinairement à neuf cens milliers, & qu'ils sont portés au double dans certaines années.

On n'entrera point ici dans le détail des faits que rapporte le Sieur Choquené pour prouver que les Manseaux se sont

rendus maîtres du Commerce de Cire brute , au point d'être sûrs de l'avoir toujours à bon marché , & de forcer nos Ciriers à l'acheter fort cher. Il suffira sans doute d'exposer aux Etats que les Ciriers du Mans sont fort riches ; que les nôtres le sont fort peu ; & que c'est la différence des uns aux autres du côté de la fortune , qui en met une si grande dans leur Commerce & dans leurs bénéfices.

Pour rappeler , s'il est possible , une Fabrique qui nous a presque entièrement échappé , M. de Grénédan propose de réduire à une seule Manufacture dans chaque Ville , les Ateliers des différens Ciriers. Ils y travailleroient pour leur compte particulier ; mais ils y seroient dirigés par un Artiste habile qu'on placeroit à leur tête. La Province leur avanceroit douze ou quinze mille francs pour former un dépôt de Cires brutes , auquel on ne toucheroit que lorsqu'il s'agiroit d'envois considérables. On y formeroit des Elèves. Les Etats donneroient deux prix chaque année , l'un de cinq , l'autre de trois cens livres , aux Ciriers qui se distingueroient.

Le Sieur Choquené avoit fait imprimer le projet d'une Manufacture géné-

rale. Il propoſoit que les Etats en fiſſent les fonds. La Société n'a pas cru que ces moyens fuſſent praticables. Elle penſe d'ailleurs que cette réunion d'intérêts différens dans un Atelier commun , & l'aſſujettiſſement à la direction d'un principal Artiſte , acheveroit de ruiner notre Commerce de Bougies. Il eſt plus ſimple de le ramener peu à peu par des exportations dans les Colonies. M. de Montaudouin , Aſſocié du Bureau de Nantes , qui eſt entré dans ces vues , fit fabriquer en 1757 cent livres de Bougies par le Sieur Choquené. Deux de ces Bougies , de cinq à la livre de quatorze onces , furent allumées en même temps que deux Bougies du Mans , de cinq à la livre de ſeize onces. Elles eurent exactement la même durée. Cependant celles de Rennes étoient plus foibles d'un huitième par livre ; elles ne coûtoient que quarante deux ſols ; celles du Mans revenoient à cinquante-cinq ſols.

M. de Montaudouin a fait imprimer ce fait dans la feuille des Affiches de Nantes du 10 Janvier 1758. Il a fait faire de nouvelles Bougies par le Sieur Choquené. Lorſque la Paix permettra d'en envoyer en Amérique , il y a lieu de
croire

croire que le Sieur Choquené fera employé. C'est le meilleur de tous les encouragemens. Les Négocians de nos Ports seront intéressés à s'approvisionner en Bretagne , parce qu'ils pourront le faire à meilleur marché. Si les Ciriers Bretons peuvent devenir les Fournisseurs des Colonies , ils reprendront insensiblement leur ancien Commerce.

Mais pour parvenir à un but si désirable , il seroit à souhaiter que ces Fabriquans fussent délivrés des entraves que leur donnent leurs Statuts. L'article IV des Statuts des Ciriers de Rennes , les assujettit à ne fabriquer qu'à la livre de seize onces. Cette loi leur enlève la fourniture de ceux des Consommateurs du Royaume , qui préfèrent la Bougie à la livre de quatorze onces. Elle les écarte du Commerce des Colonies , où la Bougie de quatorze onces est la seule qui soit en usage. Les Etats ne peuvent mieux employer leur crédit qu'en sollicitant la suppression de ces gênes qui anéantissent le Commerce sous prétexte de le régler.

La Société vient de rendre compte des principaux objets dont elle s'est occupée. Les Mémoires qui sont dans son dépôt renferment , & sur les mêmes ob-

jets , & sur quelques autres , un assez grand nombre d'Observations qu'elle n'a pas cru devoir présenter aux Etats. Ce sont des germes estimables en eux-mêmes , mais qui ne sont pas assez développés pour y démêler les fruits qu'ils peuvent produire. L'amour du bien public , en multipliant les recherches , fournira de nouveaux matériaux qui permettront de mettre en œuvre ceux qu'on a réservés plutôt que rejetés. Les encouragemens accordés par les Etats ; ceux que la Société leur demande en faveur de l'Agriculture , de l'Industrie & du Commerce ; le zèle des Citoyens éclairés , à qui il ne manquoit qu'un centre de réunion pour y verser leurs connoissances , conduiront insensiblement à sa perfection un Ouvrage dont on ne voit encore que l'esquisse. La Société connoît tout le prix du dépôt que la Province lui a confié ; elle sent toute l'étendue des devoirs que lui impose sa reconnoissance ; elle n'aspire qu'au bonheur de faire prospérer les vues de bienfaisance qui sont le principe de son institution.

F I N.

T A B L E

D E S M A T I E R E S.

EXtrait des Délibérations des Etats , concernant la Société d'Agriculture , de Commerce & des Arts ,	<i>page 1.</i>
Brevet du Roi , qui confirme l'établissement de cette Société ,	37.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

ECOLES gratuites de Dessin ,	16.
IMITATION DES TOILES de Hollande , de la première & seconde qualité ,	18.
MANUFACTURES de Papier ,	20.
MANUFACTURE de Couvertures de laine ,	25.
PRAIRIES ARTIFICIELLES. Graines de Tréfle, de Turneps , de Garence , de Pastel. Pré- paration du Chanvre ,	27.
DRAPS de Vannes & de Josselin ,	30.
MÉTIER à deux Navettes ,	33.
ETAMINES d'Ancenis ,	34.
ROUET à filer des deux mains à la fois ,	<i>ibid.</i>
IMPRESSION sur les Toiles de Lin ,	<i>ibid.</i>
CHAPEAUX de Castor ,	37.
MINES de Charbon de terre ,	39.
RECHERCHES des Pierres de Moulage ,	40.
GRAINES de Lin de Riga & de Zélande ,	41.
FARINES de Nérac ,	44.
DÉCOUVERTES de Carrières de Pierres à chaux ,	46.
ACHAT de Modèles & de Graines ,	47.
PESCHE du Hareng ,	<i>ibid.</i>

COMMERCE du Levant ,	55.
MANUFACTURE d'Etoffes de laine d'Angleterre,	59.
RAFFINERIES de Sucres de la Province ,	<i>ibid.</i>
FONDS faits pour le payement des Inspecteurs des Manufactures ,	60.
EXEMPTION de la Dixme pendant vingt ans , pour les terres nouvellement défrichées ,	<i>ibid.</i>

A G R I C U L T U R E .

TRÉFLE ou TRÉMENE ,	64. Manière de le cul- tiver , 66. Moyen de le tempérer , 68. Planté en rayons , n'a pas réussi , <i>ibid.</i> Expériences sur la quantité de graine qui réussit le mieux , 69. On en cultive en Franche-Comté , d'après les Mémoires de la Société , 72.
LUZERNE ,	74. Réussit mieux , cultivée en rayons , 75. Donne deux récoltes la première année , 76. Motifs qui ont empêché la Société de publier une instruction sur la culture en rayons , 77.
RAY-GRASS ,	79.
SAINFOIN ,	81.
ENCOURAGEMENTS proposés pour multiplier les Prairies artificielles ,	<i>ibid.</i>
TURNEPS , ou Navets d'Angleterre ,	83. Ceux de Bretagne , bien cultivés , produiroient au- tant , 84.
PANAIS ,	85. Manière de les cultiver , <i>ibid.</i> Bé- néfices qu'on en retire , 86.
CAUSES de la décadence de l'Agriculture ,	88. Causes particulières dans une partie de l'Evêché de Rennes , 89. Dans une autre partie du même Evêché , 91. Dans l'Evêché de Quimper , 93. Dans la partie méridionale de l'Evêché de

Saint-Malo , 95. Dans l'Evêché de Léon , 98.
CAUSE générale , défensé d'exporter les grains , 100.

Epoque & cause de la prohibition , 105. Elle rend la profession du Laboureur plus malheureuse que toutes les autres , 106. Permissions particulières d'exporter , aussi nuisibles que la prohibition , 111. Modicité du prix des grains , aussi nuisible au peuple que la cherté , 114.

CULTURE des Bleds , 115, Moyens de se garantir des pertes que les pluies causent sur les récoltes , 118. Culture suivant la méthode de M. Tull , 120. Utilité qu'on en pourra tirer pour les cultures ordinaires , 127. Bled de Smyrne , ou Bled de Miracle , *ibid.*

LINS , 129. Moyens d'en régénérer la graine , 130.

Lin sauvage , 133. La Société en a recueilli en Bretagne , & fait semer de la graine , 136.

CHANVRE , 137. Moyens d'en ranimer la culture , 139. Expériences sur le Rouï , 142.

OUATÉ ou HOUETTE , 145.

ÉCONOMIE RUSTIQUE.

BOIS , 147.

MURIERS , 149. Ceux qui ont été semés en Bretagne sont des Sauvageons , 151. Vers-à-soie réussissent à Tréguier , 152. Facilité qu'auroient MM. les Evêques pour accréditer les Muriers & les Vers-à-soie dans leurs Diocèses , 154.

ABEILLES & RUCHES , 156. Ruches nouvelles , inventées par M. de Gelieu , 157. Perfectionnées par M. de la Bourdonnaye , 158. Exposition des accidens auxquels elles remédient , 159. Encouragemens proposés par la Société pour augmenter le nombre des Ruches , 166.

MOUTONS , 167. Succès d'une expérience faite par le pere de M. le Baron de Pontual , 168. Expériences faites par MM. Laurencin & Grou , de Nantes , 169. Laines de Bretagne , meilleures qu'on ne le croit communément , *ibid.* Essai de la Société à ce sujet , 170.

ENGRAIS , 172. Bled-noir retourné dans la terre avant sa maturité , est un engrais , 173. Marne abondante auprès du Pont-péan , 174. Terre marneuse trouvée à Pannecé , & ses effets , 175. Chaux employée en grande quantité , féconde les défrichemens pour plusieurs années , 176. Utilité d'une sonde ou tarrière , pour découvrir les Marnes , Pierres à chaux , Terres à foulons , Charbon de terre , &c. 179.

A R T S.

SEMOIRS de M. Blanchet & autres , 182.

HERSE inventée par M. le Comte de Bruc , 184.

MACHINE pour transplanter de grands arbres , 186.

Explication du dessein de cette machine , 194.

FILATURE , 195. Moyen employé avec succès par M. de Montluc , pour la perfectionner , 198.

Encouragemens proposés par la Société , sur ce sujet , 200.

TEINTURE , 203. Fils de coton , de lin , de chanvre , teints en rouge d'Andrinople , 204.

Fil bleu ou Fil d'épreuve , 206.

BLANCHISSERIES , 208.

PLIAGE des Platilles , 209. Quantité qu'on en importe , 210. Encouragement proposé pour l'imitation du pliage , 213.

C O M M E R C E.

PESCHE de la SARDINE , 216. Gueldre , appât

qui nuit à cette Pêche, & qui détruit les autres, 218. Remède que propose la Société contre cet abus, 222. Droits établis sur l'huile de Sardine, 224. Avis de la Société pour la suppression de ces droits, 230.

PESCHE du HARENG, son produit avant 1756, 231. Produisit deux cens mille francs en 1757, 232. Nécessité de quelques travaux pour mettre les bateaux pêcheurs en sûreté, 235. L'ignorance de ceux qui préparent le Hareng, nuit à cette Pêche, 237. Droit de congé qu'on exige des Pêcheurs, en arrête les progrès, 242.

PESCHE du MAQUEREAU, 244.

TOILES, 245. Encouragement proposé pour le linge ouvré, 246. Manufactures de Coutils, 247. Prix proposés par la Société pour l'imitation des Coutils d'Hollande, 250. Etoffes, façon de Cholet, *ibid.* Encouragemens proposés à ce sujet, 251.

DRAPERIE & BONNETERIE, 252. Proposition d'établir une Manufacture de Draps d'Elbeuf & de Louviers en Bretagne, 254. Conditions pour former cet établissement, 255. Motifs qui portent la Société à croire que ces conditions ne doivent pas être acceptées, 256. Conditions auxquelles la Société croit que l'Entrepreneur devoit se réduire, 260. Manufacture d'Etoffes d'Ouate, 263. Principes que la Société croit qu'on doit suivre pour adopter ou rejeter les projets de Manufactures, 266.

PAPIERS bleus & violets, 268.

HUILES de lin & de chanvre, 269. Abus qui empêchent les Moulins à Huiles de se multiplier, 270.

SAVON. Il feroit nécessaire d'en établir des Manufactures en Bretagne, 276. On en fabrique à Rennes & à Nantes, 278.

MANUFACTURE de Glaces, *ibid.*

COMMERCE de Cire & Fabrique des Bougies, 280. Epreuve des Bougies des Fabriques de Rennes & du Mans, 282. Moyens de faire revivre ce Commerce, 283.

FIN DE LA TABLE.

A P P R O B A T I O N.

J'Ai lu par ordre de Monseigneur le Chancelier un Manuscrit intitulé : *Corps d'Observations de la Société d'Agriculture, de Commerce & des Arts, établie par les Etats de Bretagne*, & je n'y ai rien trouvé qui puisse en empêcher l'impression. A Rennes le 16 Avril 1760.

Signé, A B E I L L E.

P R I V I L É G E D U R O I.

L O U I S, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand Conseil, Prevôt de Paris, Bailliis, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils, & autres nos Justiciers qu'il appartiendra, S A L U T. Notre amé J A C Q U E S V A T A R, Libraire des Etats de Bretagne, Nous a fait exposer qu'il desireroit faire imprimer & donner au Public un Ouvrage qui a pour titre : *Corps d'Observations de la Société d'Agriculture, de Commerce & des Arts, établie par Délibération des Etats de Bretagne*; s'il Nous plaisoit lui accorder nos Lettres de Permission pour ce nécessaires. A C E S C A U S E S, voulant favorablement traiter l'Exposant, Nous lui avons permis & permettons par ces Présentes de faire imprimer ledit ouvrage autant de fois que bon lui semblera, & de le vendre, faire vendre & débiter par tout notre Royaume, pendant le temps de trois années consécutives, à compter du jour de la date des Présentes; faisons défenses à tous Imprimeurs, Libraires & autres Personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impression étrangère dans aucun lieu de notre obéissance; à la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, dans trois mois de la date d'icelles; que l'impression dudit Ouvrage sera faite dans notre Royaume, &

non ailleurs, en bon papier & beaux caractères, conformément à la feuille imprimée, attachée pour modèle sous le contre-scel des Présentes; que l'Impétrant se conformera en tout aux Réglemens de la Librairie, & notamment à celui du 10 Avril 1725; qu'avant de l'exposer en vente, le Manuscrit qui aura servi de copie à l'impression dudit Ouvrage sera remis dans le même état où l'Approbation y aura été donnée, des mains de notre très-cher & féal Chevalier, Chancelier de France, le Sieur de la Moignon, & qu'il en fera ensuite remis deux exemplaires dans notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre Château du Louvre, & un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier, Chancelier de France, le Sieur de la Moignon: le tout à peine de nullité des Présentes; du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit Exposant & les ayans cause, pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons qu'à la copie des Présentes, qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin dudit Ouvrage, foi soit ajoutée comme à l'original; commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution d'icelles tous actes requis & nécessaires, sans demander autre permission, & nonobstant Clameur de Haro, Charte Normande & Lettres à ce contraires. Car tel est notre plaisir. DONNÉ à Versailles le douzième jour du mois de Juin, l'an de grace mil sept cent soixante, & de notre Règne le quarante-cinquième. Par le Roi en son Conseil.

Signé, LE BEGUE.

Registré sur le Registre XV. de la Chambre Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs de Paris, N^o. 44, Fol. 79, conformément au Règlement de 1723. A Paris ce premier Juillet 1760.

Signé, G. SAUGRAIN, Syndic.

A N A N T E S, de l'Imprimerie de la Veuve
de JOSEPH VATAR.